

Inventaire des archives du Ministère des Colonies et successeurs en droit

Conseil colonial et Conseil de législation

1908-1962

ÉDITION REVUE ET AUGMENTÉE PAR
BÉRENGÈRE PIRET ET MARIE VAN EECKENRODE

AVEC LA COLLABORATION DE
FAISSAL BEDDI

*Le conseil de la loi colonial,
faisant d'un projet de décret sur les pensions
de magistrats, en un mot l'amenant à une
commission spéciale. Cette espèce d'opinion
de la 7^e Waleffe, présentée au conseil,
dans la séance du 2^e Mars 1924, la conclusion
suivante.*

Épreuve non corrigée.

du conseil colonial
Rapport de la Commission
sur le projet de décret sur les Pensions des Magistrats.

Ainsi que le fait remarquer l'exposé des motifs, le projet de décret soumis au Conseil Colonial a pour but d'établir en faveur des magistrats un régime de pensions analogue à celui existant pour les fonctionnaires administratifs et les agents judiciaires.

Le projet adopte donc simplement le système des décrets du 2 mars 1921 et du 16 décembre 1923 en le mettant en concordance avec le statut des magistrats, tel qu'il est modifié par l'autre projet de décret soumis au Conseil. Ces deux décrets se lient donc intimement.



INVENTAIRE DES ARCHIVES DU
MINISTÈRE DES COLONIES ET SUCCESSIONS EN DROIT
CONSEIL COLONIAL ET CONSEIL DE LÉGISLATION
1908 – 1962

ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME 2
DÉPÔT JOSEPH CUVELIER

INVENTAIRES

48



Naamsvermelding - Niet Commercieel - Geen Afgeleide Werken
CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/nl/>

Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification
CC BY-NC-ND

<http://creativecommons.org/licenses/by-nc-nd/3.0/fr/>

ISBN : 978 94 6391 366 9

Archives générales du Royaume

D/2023/531/031

Numéro de commande: Publ. 6378

Archives générales du Royaume
2 rue de Ruysbroeck
1000 – Bruxelles

La liste complète de nos publications est consultable sur notre page électronique
(<http://arch.arch.be>)

Numéro de l'instrument: I 48

Inventaire des archives du
Ministère des Colonies et successeurs en droit

Conseil colonial et Conseil de législation
1908 – 1962

Édition revue et augmentée par

Bérengère PIRET et Marie VAN EECKENRODE

avec la collaboration de
Faissal BEDDI

Bruxelles
2023

Indications sommaires pour l'utilisation

Commande des documents

Les archives décrites dans cet inventaire peuvent être demandées via un terminal d'ordinateur se trouvant dans la salle de lecture, moyennant l'introduction du numéro de l'inventaire mentionné sur la page de titre et dans le coin supérieur droit de chaque page. En l'occurrence ici, mentionnez :

I 48

Le document lui-même est commandé avec la cote, c'est-à-dire le numéro que vous trouverez à gauche avant chaque description d'archive.

Conditions d'accès et de reproduction

- Les archives publiques de plus de 30 ans versées aux Archives de l'État sont en principe librement consultables en vertu de l'article 3 de la loi sur les archives du 24 juin 1955 (modifiée par la loi du 6 mai 2009), dans les conditions établies par le règlement en vigueur dans les salles de lecture des Archives générales du Royaume et des Archives de l'État dans les provinces.

Toutefois, sont inconsultables:

- les documents classifiés, conformément à la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, modifiée par la loi du 3 mai 2005) ;
- les archives de moins de 100 ans contenant des données à caractère personnel, en vertu de la loi-cadre du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Cette loi met en œuvre sur le territoire belge le RGPD ou Règlement général sur la protection des données (Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Une exception à ce principe sera faite si les faits sont déjà connus du public (par exemple par voie de presse), si les intéressés ont donné leur accord préalable à la consultation des documents qui les concernent ou si ceux-ci sont décédés, ou enfin si la recherche est menée à des fins scientifiques. Une dérogation peut alors éventuellement être obtenue. Elle doit être introduite, sous la forme d'une déclaration de recherche, auprès du dépôt conservant les documents visés et sera évaluée par l'Archiviste général du Royaume ou son délégué.

Pour la reproduction des documents d'archives, les règles et tarifs en vigueur aux Archives de l'État sont d'application.

Références aux archives

La première fois on citera le fonds avec son nom complet, ensuite on pourra utiliser une référence abrégée:

Complet : ARCHIVES GÉNÉRALES DU ROYAUME 2, *Ministère de Colonies et successeurs en droit. Conseil colonial et Conseil de législation (1908-1962)*, n° [cote de l'article]

Abrégé: AGR 2, *MiniCol. Conseil colonial et Conseil de législation*, n° [cote de l'article]

TABLE DES MATIÈRES

AVANT-PROPOS	7
AVERTISSEMENT	9
DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS	11
I. IDENTIFICATION	11
II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES	11
A. Producteur d'archives	11
1. <i>Nom</i>	11
2. <i>Historique</i>	11
3. <i>Compétences et activités</i>	12
4. <i>Organisation</i>	16
B. Archives	18
1. <i>Historique</i>	18
a. Les « archives africaines »	18
Terminologie	18
Statut	19
Transmission et conservation	20
Classement et description	22
b. Les archives du Conseil colonial et du Conseil de législation	22
2. <i>Acquisition</i>	23
III. CONTENU ET STRUCTURE	23
A. Contenu	23
B. Sélections et éliminations	24
C. Accroissements/compléments	24
D. Mode de classement	24
IV. CONSULTATION ET UTILISATION	24
A. Conditions d'accès	24
B. Conditions de reproduction	24
C. Langues et écriture des documents	25
D. Caractéristiques matérielles et contraintes techniques	25
E. Instruments de recherche	25
V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES	25
A. Documents apparentés	25
B. Bibliographie	26
1. <i>Publications administratives</i>	26
2. <i>Publications relatives aux archives</i>	26
3. <i>Publications relatives à la colonisation</i>	27
VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION	28

VII. ANNEXES	28
A. Ministres de tutelle	28
B. Administrateurs généraux et gouverneurs généraux	30
C. Repères chronologiques	30
INVENTAIRE	41
I. GÉNÉRALITÉS	41
II. SÉANCES DU CONSEIL COLONIAL.....	42
III. SÉANCES DU CONSEIL DE LÉGISLATION	119
IV. CONSEIL COLONIAL ET CONSEIL DE LEGISLATION.....	120
V. COMMISSIONS.....	120
LISTE DES ACRONYMES	123
TABLE DE CONCORDANCE.....	125

AVANT-PROPOS

Le présent inventaire est l'un des fruits du partenariat qui lie les Archives de l'État et le SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement, autour de la sauvegarde, de l'accessibilité et de la valorisation des neuf kilomètres et demi d'« archives africaines ». Après avoir veillé à la conservation et à l'inventoriage de celles-ci, ainsi qu'à l'accueil des chercheurs belges et étrangers pendant de longues années, le SPF Affaires étrangères confie aux Archives de l'État un patrimoine archivistique inestimable.

Tout au long des opérations de transfert de l'une vers l'autre institution, l'équipe détachée par les Archives de l'État a pu compter sur l'engagement de ses partenaires du SPF Affaires étrangères : Wim Van Praet, chef de service *Gestion des connaissances et des documents*, Alain Gérard, conseiller *Archives diplomatiques et africaines*, et leurs collaborateurs mobilisés sur ce vaste et complexe chantier.

AVERTISSEMENT

Les archives sont des produits de leur temps. Elles témoignent de l'état d'une société et des courants de pensée qui traversent celle-ci. Le présent instrument de recherche –en particulier ses descriptions archivistiques– utilise la terminologie employée dans les documents qu'il décrit. Certains termes, en usage au moment où les archives ont été produites, témoignent de la violence et du racisme inhérents aux états et sociétés coloniaux. Tout en nous en dissociant fermement, nous n'avons pas souhaité les masquer ou les remplacer par d'autres termes qui auraient immanquablement plaqué des concepts anachroniques sur des documents historiquement datés. Nous n'avons pas non plus voulu les édulcorer par une forêt de guillemets alourdissant la lecture. Modifier la dénomination officielle de certaines institutions, procédures ou catégories juridiques aurait en outre introduit une confusion et compliqué l'accès à l'information.

DESCRIPTION GÉNÉRALE DU FONDS

I. IDENTIFICATION

<i>Référence :</i>	BE, AGR2, MiniCol. Conseil colonial et Conseil de législation (545–805)
<i>Nom :</i>	Ministère des Colonies et successeurs en droit. Conseil colonial et Conseil de législation
<i>Dates :</i>	1908-1962
<i>Niveau de description :</i>	Fonds d'archives
<i>Importance matérielle :</i>	608 art. (22 m.l.)
<i>Referentie :</i>	BE, ARA2, MiniKol. Koloniale Raad en Wetgeving Raad (545–805)
<i>Naam :</i>	Ministerie van Koloniën en rechtsopvolgers. Koloniale Raad en Wetgeving Raad
<i>Datering :</i>	1908-1962
<i>Beschrijvingsniveau :</i>	Archiefbestand
<i>Omvang :</i>	608 nrs (22 s.m.)

II. HISTOIRE DU PRODUCTEUR ET DES ARCHIVES

A. PRODUCTEUR D'ARCHIVES

1. NOM

Ministère des Colonies. Conseil colonial, 1908-1958.

Ministère du Congo belge et du Ruanda-Urundi, Conseil colonial, 1958-1959.

Ministère du Congo belge et du Ruanda-Urundi, Conseil colonial et Conseil de législation, 1959.

Ministère des Affaires africaines. Conseil colonial et Conseil de législation, 1959-1960.

Ministère des Affaires africaines. Conseil colonial, 1960-1962.

2. HISTORIQUE

En 1908, le roi Léopold II renonce à l'exercice de sa souveraineté sur le Congo au profit de la Belgique. Celle-ci entend tourner le dos à l'absolutisme qui caractérisait jusqu'alors l'administration du « jardin royal ». Elle instaure une nouvelle structure de gouvernement et inaugure le contrôle parlementaire de la gestion de la Colonie¹. Elle institue également des organes d'avis et de conseil assistant le roi ainsi que le ministre des Colonies dans leurs diverses missions. Parmi ceux-ci, le Conseil colonial (1908-1962) et le Conseil de législation (1959-1960) encadrent le processus législatif rendu particulier en raison de la spécialité législative du Congo. Le premier est fondé au moment de la reprise du Congo ; il se consacre à la législation coloniale avant d'envisager également, dès le milieu des années 1920, les textes relatifs au Ruanda-Urundi. Si son activité est stable pendant plusieurs décennies,

¹ Loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, art. 23-26 (*Moniteur belge*, 19-20 octobre 1908).

l'indépendance de la Colonie entraîne une explosion du nombre de dispositions législatives promulguées. Aussi, le Conseil de législation est fondé afin de suppléer le Conseil colonial uniquement en ce qui concerne cette question².

3. COMPÉTENCES ET ACTIVITÉS

Les divergences distinguant les institutions et les populations des métropoles de celles des terres ultramarines conduisent le législateur belge de 1893 à prévoir que « les colonies, possessions d'outre-mer ou protectorats que la Belgique peut acquérir sont régis par des lois particulières » (Constitution, art. 1^{er}, al. 4). Lorsqu'il hérite du Congo, l'État belge inscrit ce principe de spécialité législative dans la loi organique du 18 octobre 1908 dite la *Charte coloniale*³. Son article premier formule en effet que « le Congo belge est régi par des lois particulières »⁴. En conséquence, les lois et arrêtés belges n'y sont d'application qu'à la condition expresse d'avoir été promulgués par des dispositions spécifiques. Les codes coloniaux ne renferment toutefois que peu de dispositions normatives métropolitaines à l'exception de celles requises pour arrêter le budget des recettes et des dépenses, contracter un emprunt, approuver un traité international et régler les questions « relatives aux concessions de chemins de fer et de mines, aux cessions et aux concessions de biens domaniaux » (Charte coloniale, art. 15). En dehors de ces matières, le législateur souverain n'intervient que rarement. L'arsenal législatif congolais n'est dès lors pas tant le fait du parlement belge que celui du chef du pouvoir exécutif investi d'un pouvoir législatif subsidiaire⁵. Cette délégation d'une large part de l'exercice législatif colonial au roi et au ministre des Colonies est interprétée comme une « preuve de réalisme » par les coloniaux⁶. À leurs yeux, le gouvernement métropolitain, peu familier des questions coloniales, ne pourrait assumer cette tâche. Cette mesure témoigne aussi de la survivance d'une part de l'absolutisme léopoldien⁷ ou, à tout le moins, de l'omnipotence de l'administration.

Le roi exerce le pouvoir législatif par la voie de décrets rendus sur la proposition du ministre des Colonies qui, par ce fait, s'en rend seul responsable (Charte coloniale, art. 7). Ces dispositions interviennent dans des matières aussi diverses que la fixation du contingent annuel de la Force publique (Charte coloniale, art. 16), l'organisation de la justice civile et militaire (Charte coloniale, art. 17) ou encore la définition des traitements, congés et pensions des magistrats (Charte coloniale, art. 18). En raison de leur champ de compétences étendu, ils dominent largement le paysage législatif congolais qui est d'ailleurs fréquemment qualifié de

² Loi du 21 mars 1959 portant institution du Conseil de législation du Congo belge (*Bulletin officiel du Congo belge*, 1959, p. 1054-1055).

³ Loi du 18 octobre 1908 sur le gouvernement du Congo belge, articles 9, 23-26 et 37 (*Moniteur belge*, 19-20 octobre 1908).

⁴ Ce principe caractérise également la législation du Ruanda et de l'Urundi après que la Société des Nations en ait confié la gestion à la Belgique en 1922.

⁵ STENMANS, A., *Le statut international et les lois fondamentales du Congo*, dans LAMY, É. et DE CLERCK, L. (dir.), *L'ordre juridique colonial belge en Afrique centrale*, Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-mer, 2004, p. 40. En cas d'urgence, le roi peut en outre autoriser son représentant dans la Colonie – le gouverneur général – à suspendre temporairement l'exécution des décrets et à rendre des ordonnances « ayant force de loi » appelées ordonnances législatives ou ordonnances-lois (Charte coloniale, art. 22). Celles-ci cessent d'être obligatoires après un délai de six mois si elles ne sont, avant l'expiration de ce terme, approuvées par décret.

⁶ DURIEUX, A., *Institutions politiques, administratives et judiciaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi*, éd. Bieleveld, Bruxelles, 1955, p. 23-24.

⁷ STENGERS, J., *Belgique et Congo : l'élaboration de la Charte coloniale*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1963, p. 19.

« régime des décrets ». Cette situation n'est pas propre au Congo belge. Elle caractérise la législation de la majorité des colonies modernes bien qu'elle soit décriée en certains lieux. Ainsi, elle est contestée en France notamment en raison de sa dimension instable et confuse. Et Arthur Girault de critiquer le « chaos de décrets éphémères se répétant ou s'abrogeant les uns les autres, se succédant quelques fois avec une telle rapidité qu'on a du mal à les suivre »⁸. Les observateurs belges envisagent par contre cette prééminence des décrets comme le seul moyen permettant de répondre aux situations inédites rencontrées ainsi qu'à l'évolution de la Colonie.

En raison du principe de spécialité régissant la législation coloniale, le législateur de 1908 institue un organe législatif particulier – le Conseil colonial (Charte coloniale, art. 25 et 26). Il lui incombe de rendre un avis sur tous les décrets et les projets de décret avant qu'ils ne soient soumis au souverain⁹. Cet avis porte sur la correction juridique des dispositions ainsi que sur leur opportunité. Il est rendu sous la forme d'un rapport motivé remis au roi en même temps que le texte législatif¹⁰. Bien que l'avis du Conseil ne soit pas contraignant, seuls de rares projets de décret ont été promulgués sans avoir remporté son adhésion¹¹. L'influence de cette institution est telle qu'elle est qualifiée « d'antichambre législative du pouvoir colonial »¹². L'éventualité où le ministre ne suivrait pas l'avis du Conseil est néanmoins explicitement prévue par son règlement organique. Celui-ci précise que dans ce cas, le ministre des Colonies remet au roi un rapport motivé présentant les motifs qui l'ont amené à se distinguer de l'avis du Conseil. À l'aube des années 1950, la publication de ces avis dans les *Comptes-rendus analytiques des réunions du Conseil colonial* comme dans les *Codes et lois du Congo belge* est remise en cause. Celle-ci risquerait de « découvrir » le pouvoir exécutif s'il ne ralliait pas l'avis dudit conseil. Octave Louwers, alors vice-président du Conseil, ne partage pas cette crainte. Il considère au contraire qu'il « serait inopportun de donner aux lecteurs l'impression, qui serait tout à fait fausse, que se déroulent ici des débats secrets » et plaide pour la transparence du gouvernement colonial¹³.

Si le Conseil a « pour fonction essentielle » de seconder l'action législative du pouvoir exécutif, il est investi de trois attributions supplémentaires¹⁴. Il est d'abord chargé de délibérer toutes les questions que lui soumet le roi. Toutefois, le Conseil n'est pas mobilisé à cette fin avant 1932 quand il lui est demandé d'examiner le rapport annuel d'activité de la Colonie pour l'année 1930. « Cet examen apportera au gouvernement d'heureuses suggestions pour la solution d'un certain nombre de problèmes touchant à l'intérêt général de la Colonie. [...] Ces problèmes deviennent de plus en plus complexes ; leur nombre augmente tous les jours et le parlement se trouve en une certaine mesure, dans l'impossibilité matérielle de consacrer à

⁸ GIRAULT, A., *Principes de colonisation et de législation coloniale*, Paris, Larose, 1895, p. 3.

⁹ Il n'appartient par contre pas au conseil de se prononcer sur les projets de loi, d'ordonnance législative, d'arrêté ou d'ordonnance. Ces dispositions seront soumises à l'examen du Conseil d'état belge dès son institution en 1946.

¹⁰ Les avis du Conseil colonial sont également publiés dans les *Comptes rendus analytiques des séances du Conseil colonial* ainsi que dans les éditions commerciales de la législation coloniale dont les *Codes et lois du Congo belge*.

¹¹ Le premier de ceux-ci, promulgué en 1940, concerne l'attribution d'un permis d'exploitation de gisement minier. HEYSE, Th., *L'exercice du pouvoir législatif colonial pendant la période 1940-1945*, dans *Bulletin des séances de l'IRCB*, 1946, t. XVII, n°1, p. 279.

¹² DURIEUX, A., *Institutions politiques, administratives et judiciaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi*, éd. Bieleveld, Bruxelles, 1955, p. 28-29.

¹³ *Compte-rendu analytique des séances du Conseil colonial. 1951*, t. II, Bruxelles, Lesigne, 1951, p. 1714.

¹⁴ *Annales parlementaires, Chambre des Représentants*, 1908, p. 685.

tous l'attention qu'ils méritent »¹⁵. Il semble toutefois que cette sollicitation du Conseil soit davantage une réponse aux critiques dont cet organe est alors la cible qu'un changement d'attitude du roi ou du ministre des Colonies¹⁶. Depuis les premiers temps de l'État indépendant (1885-1908), le gouvernement congolais n'a en effet jamais eu recours aux instances d'avis. Le Conseil supérieur institué à cet effet en 1893 est d'ailleurs rapidement tombé en léthargie faute d'être consulté¹⁷.

Le Conseil colonial est également autorisé à demander au gouvernement tous les renseignements qu'il juge utiles à ses travaux. Quand il doit se prononcer sur des projets de décrets relatifs à des concessions minières ou agricoles par exemple, il demande régulièrement à être renseigné sur la situation économique et démographique de la région envisagée¹⁸.

Il peut encore adresser des vœux au gouvernement. Bien que ni leur nombre ni leur objet ne soient limités par un prescrit légal¹⁹, seule une dizaine seront formulés. Ceux-ci concernent le programme des travaux publics (1919), la révision de l'article 22 de la charte coloniale (1920), la liberté de commerce (1933) et l'indépendance de la magistrature (1947) notamment²⁰.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, la Belgique met en chantier une profonde réforme de la structure de l'État. Elle crée le Conseil d'État institué par la loi du 23 décembre 1946. Sa section législation rend un avis motivé sur la rédaction de tous « les avant-projets de loi, projets de décrets ou d'arrêtés d'exécution organique et réglementaire », hors le cas d'urgence. Contrairement au Conseil colonial, le Conseil d'État ne se prononce nullement sur l'opportunité politique des mesures envisagées ; cette évaluation incombe au Parlement. Il apparaît rapidement que le Conseil colonial et la section législation du Conseil d'État sont dotés de compétences concurrentes. En raison de ce fait et de la spécialité de la législation coloniale, il est prévu que les projets de décrets, projets d'arrêtés d'exécution, organiques et réglementaires ne soient pas obligatoirement soumis à l'avis de la section législation ; dans ces matières, l'avis du Conseil colonial suffit²¹. La consultation du Conseil d'État les concernant sera « volontaire, facultative et même exceptionnelle »²², seuls les « décrets de base, c'est-à-dire ceux qui revêtent une importance particulière, seront soumis à l'avis de la section »²³. Dans ce cas, ils seront soumis à l'avis du Conseil colonial avant que le Conseil d'État marquant ainsi la subordination du premier au second²⁴.

¹⁵ Bruxelles, SPF Affaires étrangères, Commerce extérieur, Coopération au développement (SPF AE), Archives africaines (AA), fonds *Droit public, institutions politiques et administratives* (PPA), 3353, *Arrêté du ministre des Colonies, P. Crockaert, du 19/03/1932 concernant le Conseil colonial*.

¹⁶ Cfr *infra*.

¹⁷ STENGERS, J., *Belgique et Congo : l'élaboration de la Charte coloniale*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1963, p. 18.

¹⁸ Notamment PPA, 3353, *Note de l'auditeur adjoint, O. Louwers, pour le ministre des Colonies, P. Charles, Bruxelles, 14/01/1935. Concerne : demande de renseignements*.

¹⁹ PPA, 3353, *Note du Directeur général du ministère des Colonies, M. Van Hecke, au Secrétaire Général, n.n., Bruxelles, 13/05/1947*.

²⁰ Cfr *Compte-rendu analytique des séances du Conseil colonial*, Bruxelles, Lesigne, 1908-1962.

²¹ DURIEUX, A., *Le Conseil d'État et le Congo belge*, dans *Zaire. Revue congolaise*, 06/1947, p. 668.

²² VINDEVOGHEL, J., *Le Conseil d'État et le Congo belge*, dans *Journal des Tribunaux d'Outremer*, n° 38, 1953, p. 114.

²³ PPA, 3449, *Ordre de service n°35, n.n., 4/02/1949*.

²⁴ PPA, 3449, *Ordre de service n°101 de l'Administrateur-général des Colonies, 15/05/1951*.

Concernant l'examen de questions coloniales par le Conseil d'état, lire notamment : DURIEUX, A., *La section de législation du Conseil d'état et les avant-projets d'arrêtés royaux d'exécutions, organiques et réglementaires*,

Les colons belges établis au Congo ainsi qu'au Ruanda-Urundi se sont opposés à l'institution du Conseil d'État ou, à tout le moins, à son intervention en matière coloniale. Ils estiment que cette réforme renforce l'emprise de la Métropole et les exclut une nouvelle fois des organes de décision. « Ainsi donc, ce n'était point assez des discussions approfondies, combien méticuleuses même, du Conseil Colonial de Bruxelles pour légiférer à notre intention ! Ce n'était point assez de ses lenteurs d'hier ! D'aucuns, en Belgique, croient désirable de créer une instance supérieure pour filtrer ses travaux. C'est à cette fin qu'un projet déjà entériné par une Commission de la Chambre, donne compétence au Conseil d'État en gestation »²⁵. Les coloniaux mettent en outre en évidence que Bruxelles n'a nullement pris la mesure des changements intervenus en Afrique sous l'effet de la Seconde Guerre mondiale.

La volonté des colons de participer davantage à la prise de décision en matière coloniale n'est entendue à Bruxelles qu'au milieu des années 1950. Elle fait alors écho aux ambitions de la Métropole désireuse d'africaniser les cadres de l'administration locale et de supprimer la ségrégation raciale. La conjugaison de ces deux facteurs donne lieu à une multiplicité de réformes. Au niveau législatif, elle permet la création du Conseil de législation par la loi du 21 mars 1959²⁶. Compétent à l'égard du Congo belge seulement, celui-ci est doté des mêmes attributions que le Conseil colonial, mais sa composition s'en éloigne. Pour composer le Conseil de législation, les membres du Conseil colonial sont rejoints par douze représentants de « l'opinion publique en Afrique ». Ces derniers sont désignés par les nouveaux conseils de province parmi les résidents européens et congolais de la Colonie. La composition du Conseil fait grand bruit ; jamais auparavant des Congolais n'ont pu accéder à des institutions d'une telle importance. Le Conseil colonial considère d'ailleurs que « c'est la première fois que le pouvoir législatif belge fait un pas vers la coopération belgo-congolaise. C'est un jalon dans nos relations politiques avec le Congo »²⁷.

Le fonctionnement du Conseil de législation est semblable en de nombreux points à celui du Conseil colonial. Son règlement d'ordre intérieur reprend d'ailleurs, sans modification, la plupart des articles du texte du Conseil colonial²⁸. Il s'en distancie toutefois sur deux points principaux. D'une part, il s'ouvre à la presse ; le Règlement d'ordre intérieur permet au président d'inviter des journalistes à assister aux séances plénières du conseil. En outre, « après chaque séance où les représentants de la presse n'ont pas assisté, le secrétariat leur délivre, sur demande et sans déplacement, un résumé des décisions du conseil » (art. 18). Cet article constitue un volte-face de l'administration coloniale qui a tenu la presse à l'écart jusqu'alors en raison de son rôle dans la campagne anti-léopoldienne notamment. Le Conseil de législation rompt avec cette politique afin d'exposer de manière transparente la gouvernance du Congo. La colonie belge occupe alors en effet l'avant-scène de la politique nationale depuis que le roi Baudouin a annoncé, le 13 janvier 1959, sa résolution de « conduire sans atermoiements funestes, mais sans précipitation inconsidérée, les populations

relevant de la législation coloniale, dans *La Belgique coloniale et le commerce international*, 1949, p. 389-401 ; ID., *De l'obligation de soumettre à l'avis du Conseil d'état les projets d'arrêtés ministériels d'exécution, organiques et réglementaires*, dans *La Belgique coloniale et le commerce international*, 1949, p. 575-585 ; ID., *La jurisprudence du Conseil d'état et les arrêtés d'exécution, organiques et réglementaires*, dans *La Belgique coloniale et le commerce international*, 1950, p. 3-9.

²⁵ VERAX (pseudonyme), *Rien appris, rien oublié...*, dans *L'Essor du Congo*, 24/11/1945, p. 1. Voir également en p. 10 du même numéro, plaidant pour l'instauration d'un Conseil d'État colonial, et qui fait lui-même écho à un précédent article *La personnalité juridique du Congo belge est menacée*, paru le 20/11/1945.

²⁶ Voir la liasse qui y est consacrée (PPA, 3353).

²⁷ *Compte-rendu analytique des séances, Chambre des représentants*, 19/03/1959, p. 358.

²⁸ Arrêté royal du 06/04/1959 concernant le Règlement organique du Conseil de législation.

congolaises à l'indépendance »²⁹. D'autre part, le lieu de réunion du conseil est revu. Afin de renforcer son enracinement africain, il est en effet prévu que les séances puissent être tenues au Congo. Le lieu ordinaire de réunion reste néanmoins Bruxelles et, plus précisément, les locaux du ministère des Colonies devenu le ministère du Congo belge et du Ruanda-Urundi en 1958.

Bien que le Conseil de législation soit institué à l'approche de l'indépendance du Congo proclamée le 30 juin 1960, il fait montre d'une activité intense, voire fébrile. En quinze mois, il examine plus de 200 projets de décrets et autres dispositions législatives concernant notamment le statut du personnel enseignant et scientifique de l'université officielle, le code de procédure pénale et civile, divers projets relatifs aux libertés publiques, à la constitution des conseils des provinces ainsi qu'à l'établissement public Inga³⁰.

Le Conseil de législation est abrogé au lendemain de l'indépendance du Congo quand les réunions du Conseil colonial sont suspendues le 1er juillet 1962 à la suite de l'indépendance du Ruanda et de l'Urundi. L'institution du Conseil de législation n'a en effet pas signifié la cessation de l'activité du Conseil colonial. Le premier étant compétent à l'égard des seules dispositions normatives congolaises, le Conseil colonial a conservé ses attributions à destination du Ruanda-Urundi³¹.

4. ORGANISATION

La composition et le travail du Conseil colonial sont organisés d'après le Règlement organique et le Règlement d'ordre intérieur de l'institution. Rédigés au cours des premières réunions du Conseil en novembre et décembre 1908, ils prévoient que cet organe soit présidé par le ministre des Colonies. En cas d'absence, il est remplacé par le secrétaire général du ministère. Le Conseil compte du reste quatorze conseillers dont huit sont nommés par le roi et six par les Chambres législatives, ainsi qu'un secrétaire. Ce dernier est principalement chargé de rédiger le procès-verbal des séances et de transmettre les demandes de renseignements, les avis ainsi que les vœux audit ministre et au roi. Il lui incombe également de convoquer le Conseil dès réception de questions soumises par le roi ou de projets de décret communiqués par le ministère. Suivant les instructions du président, le secrétaire fixe alors la prochaine réunion du conseil dans les huit jours et fait parvenir à tous les membres la copie des documents qui seront soumis à la délibération. En séance, les membres du Conseil arrêtent l'ordre du jour puis entament une discussion générale quant à chacun des points mis à l'agenda avant de se prononcer par voie de vote³². Quand ils sont saisis de l'évaluation de projets de décrets, les conseillers peuvent également proposer des amendements pour ces textes. L'examen de questions techniques ou revêtant une importance particulière comme celles du mariage des filles non nubiles ou des concessions minières peut être soumis à l'étude préalable d'un membre ou d'une commission de conseillers élus à cette fin. Leurs conclusions préliminaires sont présentées en séance plénière du conseil.

²⁹ *Message de S.M. le roi Baudouin le 13/01/1959*, dans VAN LANGENHOVE, F., *La crise congolaise. 1^{er} janvier 1959-15 août 1960*, Bruxelles, Institut Royal des Relations Internationales, 1960, p. 453-454.

³⁰ PPA, 3353, *Note anonyme au Chef de Cabinet du Roi*, Bruxelles, 18 mars 1960.

³¹ La loi du 21 mars 1959 ne modifie en rien les attributions dévolues au Conseil colonial du Ruanda-Urundi. PPA 3353, *Ordre de service n°288*.

³² S'il y a partage des voix, le président jouit d'une voix prépondérante. Arrêté royal du 16/11/1908 concernant le règlement organique du Conseil colonial (*Bulletin officiel*, 1908, p. 117-122).

Le règlement organique du Conseil est largement revu en 1919³³. En cas d'absence, le président ne sera plus remplacé par le secrétaire général du ministère, mais par le vice-président qui est un conseiller nommé par le roi. Cette révision offre davantage de stabilité et d'efficacité au travail du Conseil. Les agents du ministère n'en sont néanmoins pas exclus. Ils sont désormais autorisés à assister le ministre lors des discussions. En outre, à la suite de la promulgation de cette réforme, le Conseil se renforce par la présence de deux auditeurs supplémentaires nommés par le roi parmi les fonctionnaires supérieurs du ministère des Colonies. Ils assurent le secrétariat et se substituent dès lors au secrétaire institué par les textes de 1908. Il incombe également aux auditeurs de veiller « à l'exécution, par les services de ce Département, des propositions du Conseil acceptées par le Gouvernement, ainsi que des décisions prises en Conseil par le Ministre des Colonies ».

Après la révision de 1919, le règlement organique et le règlement d'ordre intérieur du conseil ne seront amendés que sur deux points principaux : la communication des documents et le montant des indemnités. À la demande des conseillers, le délai accordé pour l'examen des décrets et projets de décret est en effet étendu. Ils ont mis en exergue que les quelques jours qui séparaient la convocation de la réunion ne leur permettaient pas d'examiner consciencieusement les questions qui leur étaient soumises alors que « leurs occupations ne se limitent pas aux travaux du Conseil »³⁴. À partir de 1933, les documents à étudier sont soumis aux membres dès leur réception par le secrétariat³⁵. D'autre part, les indemnités allouées seront augmentées à de multiples reprises en raison de l'« augmentation du travail et des responsabilités des membres du Conseil colonial »³⁶.

Afin de remplir les trois missions qui lui sont attribuées, le Conseil colonial se compose d'un président et de quatorze conseillers. Le ministre des Colonies préside le Conseil, toutefois il apparaît qu'il n'assiste aux réunions que lorsqu'elles sont consacrées à des questions d'une importance particulière. Ordinairement, le Conseil est confié au vice-président désigné par le roi parmi les conseillers³⁷. Les conseillers sont nommés par le roi pour huit d'entre eux, les six autres sont choisis par les chambres législatives ; trois par le Sénat et trois par la Chambre des représentants. Ils sont élus (loi du 29 mars 1911). En outre, deux auditeurs assistent aux séances afin d'en assurer le secrétariat ; l'un d'eux (au moins) est choisi parmi les fonctionnaires supérieurs du Ministère des Colonies. Ces auditeurs sont nommés par le roi et investis d'une voix consultative. Les membres du Conseil ne sont soumis à aucune condition d'âge, de capacité, ni même de nationalité. Par contre, leur nomination est incompatible avec celle de membre de la Chambre des représentants ou du Sénat. Il est également proscrit que les fonctionnaires de l'administration coloniale en activité de service ne siègent Conseil (loi du 9 décembre 1912). Cette règle sera revue après la Seconde Guerre mondiale. En 1946, le Régent permet que « pendant la durée de leur séjour en Belgique, le gouverneur général, les vice-gouverneurs généraux, les inspecteurs d'État, les présidents des cours d'appel et les procureurs généraux près les cours d'appel, le commandant en chef de la Force publique et les gouverneurs de province sont admis à assister aux séances du Conseil colonial. Ils y ont une

³³ Arrêté royal du 20/09/1919 concernant le règlement organique du Conseil colonial (*Bulletin officiel*, 1919, p. 547-554).

³⁴ PPA, 3353, *Note du Directeur général, M. Halewijck de Heusch, Bruxelles, 16/03/1933*.

³⁵ Dès réception, le secrétariat envoie une copie des documents mis à l'examen aux membres du conseil. *Arrêté royal du 29/04/1933 concernant le Conseil colonial*.

³⁶ PPA, 3353, *Courrier des auditeurs du Conseil colonial, 10/06/1955*.

³⁷ STENMANS, A., *Le statut international et les lois fondamentales du Congo*, dans LAMY, É. et DE CLERCK, L. (éd.), *L'ordre juridique colonial belge en Afrique centrale*, Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-mer, 2004, p. 43.

voix consultative » (arrêté du régent du 5 février 1946). L'incompatibilité qui frappe les agents coloniaux ne s'étend pas aux fonctionnaires de l'administration centrale c'est-à-dire les employés du Ministère des Colonies témoignant de la méfiance du législateur métropolitain pour les « Congolais »³⁸.

Il n'en est pas pour autant un aréopage figé. Chaque année, un des conseillers nommés par le roi et alternativement un des conseillers nommés par la Chambre ou le Sénat sortent d'après leur rang d'ancienneté. Il résulte de cette disposition que le mandat des membres élus par les chambres est de six ans, celui des membres nommés par le roi de huit ans. Ces membres sont issus de milieux divers et variés (Église, administration, justice, armée, enseignement notamment) et sont choisis pour leur connaissance théorique ou pratique du Congo³⁹. Parmi eux, il est un personnage qui marque véritablement le conseil de son empreinte : Octave Louwers⁴⁰. Jules Renkin, ministre des Colonies, le nomme auditeur de ce conseil en 1908. Dix ans plus tard, il est désigné comme membre effectif. Il conserve cette fonction pendant trente ans étant tantôt désigné par les Chambres tantôt pour le roi. Au début de l'année 1951, il est élu vice-président du conseil ; il le restera jusqu'à sa mort.

B. ARCHIVES

1. HISTORIQUE

a. Les « archives africaines »

Terminologie

L'appellation « archives coloniales »⁴¹ admet deux acceptations. Dans un sens restreint, on limite son utilisation aux archives produites par les rouages de l'administration coloniale (archives publiques), dont font partie les archives du Conseil supérieur. Mais l'autorité coloniale est multiple et le système de domination qu'elle sous-tend n'est pas l'apanage des dépositaires de la puissance publique. L'expression « archives coloniales » peut dès lors, dans

³⁸ Selon Charles de Lannoy, « le bon sens, à défaut d'une prescription légale, crée pour eux une incompatibilité ». Placés sous les ordres du ministre des colonies, il ne leur est pas permis d'apprécier avec une complète indépendance les projets de décret qui leur sont soumis au nom du roi par le ministre des colonies. DE LANNOY, Ch., *Organisation politique du Congo belge. Pouvoir législatif*, dans GODDYN, A. (éd.) *Les Nouvelles. Corpus Juris Belgici. Droit colonial*, t. I, Bruxelles, éd. Edmond Picard, 1931, p. 57.

³⁹ PPA, 3453, *Discours d'installation du conseil de législation*, n.n., 11/05/1959.

⁴⁰ Octave Louwers (Andenne, 03/08/1878 – Bruxelles, 23/10/1959) : magistrat, conseiller au ministère des Affaires étrangères, vice-président du Conseil colonial. Parti pour le Congo en 1901, il y sera juge du tribunal de première instance à Boma puis substitut suppléant pour la région du Tanganyika. Contraint de rentrer en Belgique pour raisons médicales, il y enseigne le droit à l'École coloniale de Bruxelles (1904-1923) et occupe le poste de greffier du Conseil supérieur (1904). L'année suivante, il reprend l'entreprise de codification de la législation congolaise qu'il augmente d'un recueil de jurisprudence. Il dirigera huit éditions successives des codes coloniaux connus comme les « codes Louwers ». Après le conflit, il participe à la conférence de la paix (1919) avant de devenir conseiller colonial au ministère des Affaires étrangères. SOHIER, J., *Octave Louwers*, dans *Biographie Belge d'Outre-mer*, t. 8, Bruxelles, ARSOM, 1998, col. 246-257. VAN POTTEMBERGH, G., *Octave Louwers, "eminence grise" van het Belgische koloniale establishment. Achter de schermen van de koloniale politiek in de jaren 1920 en 1930*, dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, t. XXXVI, 2006, n°3-4, p. 453-494.

⁴¹ Voir par exemple : STOLER, A.L., *Along the archival grain. Epistemic anxieties and colonial common sense*, Princeton, 2009, publié en français en 2019 à Paris sous le titre *Au cœur de l'archive coloniale. Questions de méthode. Displaced archives*, éd. LOWRY, J., Londres, 2017. Les Archives nationale d'Outre-mer, à Aix-en-Provence, ont organisé une journée d'étude le 28 juin 2019 intitulée *(Dé)construire les « archives coloniales » : enjeux, pratiques et débats contemporains* invitant à reconsidérer et redéfinir les archives coloniales.

un sens plus large, être utilisée pour désigner tout fonds d'archives, public ou privé, témoignant du phénomène colonial : archives des missions religieuses, des entreprises, des particuliers. C'est cette acceptation étendue que nous plébiscitons. De nombreuses réflexions épistémologiques sont actuellement menées qui étudient les liens entre phénomène colonial et documents d'archives.

L'expression « archives africaines »⁴², quant à elle, a un sens plus restreint et est spécifique au contexte belge. Il s'agit du nom d'usage désignant les fonds et collections d'archives relatives à la colonisation belge (1885-1962) ayant été placées sous la garde du « service Archives africaines » au Ministère des Affaires étrangères. Ces archives africaines sont en cours de transfert vers les Archives de l'État et seront conservées aux Archives générales du Royaume 2 – Dépôt Joseph Cuvelier. Il s'agit à la fois d'archives publiques (essentiellement celles de l'État indépendant du Congo, du Ministère des Colonies à Bruxelles et du Gouvernement général à Léopoldville) et d'archives privées (des archives de cabinets ou de particuliers ayant été cédées au Service Archives africaines ou achetées par lui). Initialement, l'expression « archives africaines » désigne uniquement les archives produites en Afrique, puis par extension l'appellation est appliquée à l'ensemble des archives coloniales sous la garde du Service Archives africaines.

Des archives coloniales sont également conservées dans les archives d'autres départements, successeurs en droit de certaines compétences et donc de certains fonds d'archives. Mais ces ensembles documentaires ne tombent pas sous l'appellation « archives africaines »⁴³.

Sur toutes ces questions, nous renvoyons le lecteur au guide des sources relatives à la colonisation belge et plus particulièrement à son introduction⁴⁴, qui fait entre autres le point sur la question de l'accès aux archives coloniales en Belgique⁴⁵.

Statut

Le Ministère des Colonies organise une gestion centralisée de ses archives dès 1949, aussi bien dans la Métropole que dans la Colonie. À Bruxelles, un archiviste rejoint la section « Information, presse, bibliothèque »⁴⁶ et s'attache à traiter en priorité les archives de l'État indépendant du Congo et les archives du département antérieures à 1914⁴⁷. L'organisation

⁴² Sur les archives africaines, voir : VAN GRIEKEN-TAVERNIERS, M., *La colonisation belge en Afrique centrale. Guide des Archives africaines du Ministère des affaires africaines 1885-1962*, Bruxelles, 1981 (et supplément). DESLAURIER, C., *La documentation africaine à Bruxelles. Les fonds du ministère belge des Affaires étrangères (Burundi, Congo, Rwanda)*, dans *Afrique & histoire*, 2003/1, vol. 1, p. 223-234. PIRET, B., *Exhumer les vestiges de la colonisation. Les archives coloniales belges et leur histoire*, dans *Comma*, 2015/1, p. 51-62.

⁴³ Par exemple, les archives de l'Assistance technique recèlent des dossiers du personnel d'Afrique ; les archives du Ministère des Finances contiennent des archives du service du Contrôle budgétaire. Arrêté royal du 23 mai 1962 répartissant les attributions ministérielles en matière d'Affaires africaines (*Moniteur belge*, 30 mai 1962).

⁴⁴ *Belgique, Congo, Rwanda et Burundi : Guide des sources de l'histoire de la colonisation (19^e-20^e siècle). Vers un patrimoine mieux partagé !*, 2 vol., éd. TALLIER P.-A., VAN EECKENRODE M. et VAN SCHUYLENBERGH P., Turnhout, Brepols, 2021, sous presse.

⁴⁵ VAN EECKENRODE, M., Ouvrir les archives coloniales, dans *Belgique, Congo, Rwanda et Burundi : Guide des sources de l'histoire de la colonisation (19^e-20^e siècle). Vers un patrimoine mieux partagé !*, vol. 1, éd. TALLIER P.-A., VAN EECKENRODE M. et VAN SCHUYLENBERGH P., Turnhout, Brepols, 2021, sous presse.

⁴⁶ DG des Affaires politiques, administratives, judiciaires et médicales, 1^{ère} direction.

⁴⁷ Bien sûr, des mesures internes visant à la bonne conservation des archives avaient déjà été prises antérieurement, au sein des services. Sur la gestion des archives au sein de l'État indépendant du Congo et du Ministère des Colonies, voir VAN GRIEKEN, E., et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS, M., *Les archives*

d'un « bureau des archives » est entre autres la conséquence de la dispense accordée au Ministre des Colonies de verser ses archives aux Archives de l'État, obligation à laquelle sont normalement tenus les départements ministériels⁴⁸. L'arrêté royal du 12 décembre 1957 exécutant la loi de 1955 relative aux archives réaffirme cette dispense, alors que la plupart des autres administrations publiques est soumise à une obligation de versement de ses archives de plus de 100 ans⁴⁹. En 1962, à la suppression du Ministère des Affaires africaines, les archives du département sont placées sous la garde du Ministre des Affaires étrangères⁵⁰ et sous celle du Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique, disposant tous les deux de la même dérogation⁵¹.

En 2009, la loi de 1955 relative aux archives est modifiée. Le délai de versement obligatoire des archives publiques fédérales est réduit à 30 ans⁵². L'article 9 de l'arrêté d'exécution du 18 août 2010 réglant les modalités de transfert aux Archives de l'État prévoit que « le Service public fédéral Affaires étrangères, Commerce extérieur et Coopération au Développement ainsi que le Ministère de la Défense sont dispensés du transfert de leurs archives de moins de cinquante ans à condition que : 1° la pérennité, l'authenticité, l'intégrité, le classement, l'accessibilité et la lisibilité de ces archives soient assurés, comme défini aux articles 14, 15 et 16 ; 2° le public puisse consulter ces archives dans les mêmes conditions qu'aux Archives de l'État ». Concrètement, cela veut dire que ces départements sont autorisés à conserver leurs archives vingt ans de plus que les autres administrations (soumises elles à une obligation de transfert de leurs archives de plus de 30 ans), à condition toutefois qu'ils les gèrent en bon père de famille. Ces délais sont aujourd'hui épuisés pour les archives africaines, qui doivent dès lors faire l'objet d'un versement aux Archives de l'État.

Transmission et conservation

Les archives africaines ne sont conservées en un même lieu, par le même service d'archives, qu'à partir de 1997. Avant cette date, on peut distinguer quatre ensembles documentaires :

- les archives de l'Administration métropolitaine confiées au Ministre des Affaires étrangères ;
- les archives de l'Administration métropolitaine confiées au Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique ;
- les archives de l'Administration d'Afrique provenant du Congo, confiées au Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique (et dont une partie importante est temporairement déposée aux Archives générales du Royaume) ;

inventoriées au Ministère des Colonies, Bruxelles, 1958, p. 5-15 (Mémoires de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer. Classes des sciences morales et politiques, in -8°, fasc. II/70). VAN GRIEKEN-TAVERNIERS, M., *La colonisation belge*, p. 7-8.

⁴⁸ VAN GRIEKEN, E., et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS, M., *Les archives inventoriées*, p. 14.

⁴⁹ Loi du 24 juin 1955 relative aux archives (*Moniteur belge*, 12 août 1955). Arrêté royal concernant l'exécution de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives (*Moniteur belge*, 20 décembre 1957). Les archives du Ministère sont toutefois soumises à la surveillance des Archives de l'État.

⁵⁰ Arrêté royal du 23 mai 1962 répartissant les attributions ministérielles en matière d'Affaires africaines (*Moniteur belge*, 30 mai 1962). Voir aussi SPF Affaires étrangères, Archives africaines, AMC (6).

⁵¹ Article 4, §1^{er} : « Sont dispensés de déposer leurs archives : 1° le Ministre des Affaires étrangères et du Commerce extérieur ; 2° le Ministre de la Défense nationale ; 3° le Ministre des Colonies. Arrêté royal concernant l'exécution de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives (*Moniteur belge*, 20 décembre 1957).

⁵² Loi du 24 juin 1955 relative aux archives, modifiée par la loi du 6 mai 2009 (*Moniteur belge*, 19 mai 2009). Arrêté royal du 18 août 2010 portant exécution des articles 1^{er}, 5 et 6^{bis} de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives (*Moniteur belge*, 23 septembre 2010).

- les archives de l'Administration d'Afrique provenant du Ruanda-Urundi, confiées au Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique.

Par l'arrêté royal du 23 mai 1962 répartissant les attributions ministérielles en matière d'Affaires africaines⁵³, les archives produites à Bruxelles (essentiellement par l'Administration centrale de l'ÉIC et le Ministère des Colonies), dont l'ampleur actuelle est estimée à 3,5 kilomètres linéaires, sont dévolues pour une partie au Ministre des Affaires étrangères, par ailleurs Ministre du Ruanda-Urundi (archives et documentation relatives aux frontières, aux terres, au cadastre, aux mines, etc.) et pour une autre partie au Ministre du Commerce extérieur et de l'Assistance technique (archives et documentation relatives au commerce, aux transports, aux statuts des sociétés, à la propriété industrielle et aux études économiques).

Ces dispositions ne pourront être appliquées à la lettre et poseront de gros problèmes de fonctionnement. Le problème n'est pas tant que les archives dépendent désormais de deux autorités. Même s'il y a deux ministres, il n'y a qu'une seule administration : le Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique. L'ancien service des archives du Ministère des Affaires africaines⁵⁴ est d'ailleurs intégré au sein de l'organigramme du Ministère des Affaires étrangères, du Commerce extérieur et de l'Assistance technique : le « Service Archives africaines », distinct du « Service des archives » gérant quant à lui les archives produites par le département. En réalité, la mise en œuvre de l'arrêté de 1962 est surtout compliquée par la redistribution des compétences au sein d'organigrammes complètement différents de celui du Ministère des Colonies. Pas moins de huit autres ministres se voient attribuer des compétences de l'ancien Ministère des Affaires africaines, sans qu'aucune disposition ne soit prise pour l'identification et le transfert des dossiers correspondants. Le fait que l'arrêté ne fasse pas la distinction entre archives historiques et dossiers présentant encore une utilité administrative, ne contribue pas à clarifier la situation. Dans les faits, les archives relevant de compétences tombées en désuétude et une partie importante des archives n'ayant plus d'utilité administrative passent directement sous la garde du Service Archives africaines.

Quant aux archives de l'administration d'Afrique, une partie d'entre elles est expédiée en Belgique au moment des Indépendances⁵⁵. La sélection est opérée de manière non concertée, parfois en catastrophe ; la décision de laisser sur place les archives « de gestion », pour n'envoyer en Belgique que des archives « de souveraineté », elle aussi unilatérale, n'est volontairement pas respectée⁵⁶. Ces sélections et ces déménagements par bateau et par avion sont opérés entre 1960 et 1961 pour le Congo et en 1961 et 1962 pour le Ruanda-Urundi⁵⁷,

⁵³ Arrêté royal du 23 mai 1962 répartissant les attributions ministérielles en matière d'Affaires africaines (*Moniteur belge*, 30 mai 1962).

⁵⁴ Composé d'une partie de l'équipe de la 1^{ère} DG, 1^{ère} direction, 3^e section « Archives, bibliothèque et documentation ».

⁵⁵ Sur la situation des archives dans les territoires ayant connu la domination belge, voir les contributions à *Africa Europe Archives. Requirements ? Collaborations ? Plans ? DR Congo, Rwanda, Burundi and Belgium*, éd. TALLIER, P.-A., et BOMPUKU EYENGA-CORNÉLIS, S., Bruxelles, 2013 (Studia, 138).

⁵⁶ Sur la problématique des archives déplacées, voir : *Displaced archives*, éd. LOWRY, J., Londres, 2017. Sur les archives laissées sur place, voir : BASU, P., et DE JONGE, F., *Utopian archives, decolonial affordances. Introduction to special issue*, dans *Social anthropology*, 2016, n°24, p. 5-19. PIRET, B., *Exhumer les vestiges de la colonisation. Les archives coloniales belges et leur histoire*, dans *Comma*, 2015/1, p. 51-62.

⁵⁷ Pour le Ruanda, voir BERNARDO Y GARCIA, L.A., et TALLIER, P.-A., *Un patrimoine (numérique) commun : Partage bilatéral des archives coloniales publiques belges relatives au Rwanda*, dans *La Gazette des archives*, n° 256 : « La Francophonie des archives. Expertise, coopération, partage », 2019-4, p. 217-229.

dans des conditions très différentes. Ils concernent en tout une ampleur estimée à quelque 6 kilomètres linéaires. Le Ministre des Affaires africaines étant dans l'incapacité de libérer les espaces disponibles pour les conserver, un accord est conclu avec l'Archiviste général du Royaume, Étienne Sabbe, dès 1959 : les archives de l'administration d'Afrique provenant du Congo seront déposées aux Archives de l'État, mais resteront sous l'autorité du Ministre⁵⁸. Un travail de reconstitution des fonds, malmenés lors de leur transfert en Europe, est entamé par une équipe composée d'archivistes de l'État et d'anciens fonctionnaires coloniaux. Les archives arrivées plus tard du Ruanda-Urundi connaissent quant à elles une conservation distincte, puisque leur plus faible volume permet au Ministère du Commerce extérieur et de l'Assistance technique de les prendre en charge lui-même.

En 1997, le Ministère des Affaires étrangères reprend la main sur les archives confiées aux Archives de l'État et assume pour la première fois la conservation de l'ensemble des quelque 9,5 kilomètres linéaires d'archives africaines. L'historique de la conservation des archives africaines devra être résolu ensemble documentaire par ensemble documentaire.

Classement et description

Les archivistes du « bureau des archives » du Ministère des Colonies choisissent de conserver les archives de leur département sous la forme d'une seule grande collection de fonds, munie d'un système de double numérotation et dont le classement matériel ne correspond pas au classement intellectuel. Les ensembles documentaires sont placés à la suite les uns des autres, au fur et à mesure de leur arrivée, et les portefeuilles qui les contiennent sont numérotés. Le Service Archives africaines du Ministère des Affaires étrangères reprend ensuite à son compte le système de gestion mis en place par ses prédécesseurs et continue à enrichir la collection. Une deuxième collection, suivant le même principe d'ordonnancement, est créée pour les archives provenant d'Afrique ; une troisième pour une partie des archives du Personnel d'Afrique. En tout, près de 50.000 portefeuilles, auxquels il faut ajouter quelques fonds conservés de manière autonome.

Pour distinguer ces ensembles les uns des autres en magasin, une lettre est accolée au numéro de portefeuille : CC pour les archives du Conseil colonial, H pour celles du Service de l'hygiène, SPA pour celles du Service du Personnel d'Afrique, FP pour Force publique, etc. Chaque portefeuille contient plusieurs dossiers. Ces dossiers portent (pour la majorité des fonds en tout cas) une numérotation distincte de celle des portefeuilles, qui court de 1 à X pour chaque ensemble documentaire. Pour identifier ou pour commander un article en salle de lecture, il fallait donc fournir deux numéros : le numéro de portefeuille et, à l'intérieur de celui-ci, le numéro du dossier. Le présent inventaire supprime cette double numérotation et la remplace par une cotation simple. Des tables de concordance figurent à la fin du présent instrument.

b. Les archives du Conseil colonial et du Conseil de législation

En 1955, le Bureau des archives du Ministère des Colonies retrouve une partie des archives du Conseil colonial dans une cave des bâtiments de la Place royale, mêlées aux archives d'autres institutions. L'équipe reconstitue le fonds en classant les documents par séance, ce qui devait certainement constituer le plan de classement originel des documents. L'année suivante, Madeleine Van Grieken-Taverniers en réalise un inventaire sommaire⁵⁹. À une date

⁵⁸ À l'exception d'une partie des dossiers du personnel d'Afrique. Ils seront confiés à l'Assistance technique.

⁵⁹ VAN GRIEKEN-TAVERNIERS, M., *Inventaire des archives du Secrétariat du Conseil colonial (1889-1925)*, Bruxelles, Ministère des Colonies, 1956 (inventaire inédit, A8).

inconnue, un second versement d'archives du Conseil colonial et du Conseil de législation est effectué. Un inventaire sommaire est alors rédigé. Nous ne disposons pas d'autres informations sur la transmission du présent fonds d'archives : les archives du Service Archives africaines ne disposant pas encore d'un véritable instrument de recherche, nous n'avons à l'heure actuelle pu trouver aucun dossier documentant leur conservation.

En 2021, ces deux versements d'archives, constituant en réalité un seul et même fonds d'archives sont pour la première fois réunis par nos soins. Des dossiers vraisemblablement distraits du fonds et conservés dans la collection *Classement provisoire* (CP) du Service des archives du SPF Affaires étrangères sont identifiés et réintégrés au fonds.

2. ACQUISITION

En 2014, un *Memorandum of understanding* est signé entre le SPF Affaires étrangères, dépositaire des archives africaines, et les Archives de l'État pour organiser le transfert de ces fonds et collections. La loi sur les archives, depuis sa modification en 2009, oblige en effet le SPF à transférer aux Archives de l'État ses archives de plus de 50 ans⁶⁰. Mais, pour définir les termes d'une transaction impliquant près de 10 kilomètres linéaires de documents, la signature d'un protocole d'accord s'avère indispensable. C'est à nouveau une équipe mixte, composée d'agents du SPF et de membres du personnel des Archives de l'État, qui se met au travail. Il s'agit :

- de mettre aux normes les instruments de recherche existants pour correspondre aux standards internationaux (ce qui implique de revoir et d'affiner les descriptions existantes) ou de doter d'un instrument de recherche les fonds non encore ouverts à la recherche ;
- de faire correspondre classement intellectuel et classement matériel ;
- de doter les unités archivistiques d'une cotation numérique simple et continue ;
- de conditionner les documents dans des chemises et boîtes non acides.

Un chantier exigeant et de longue haleine qui débute en 2014. Le fonds du Conseil colonial puis Conseil de législation est transféré aux Archives générales du Royaume 2 – Dépôt Joseph Cuvelier le 24 février 2022.

III. CONTENU ET STRUCTURE

A. CONTENU

Outre quelques dossiers de correspondance et quelques dossiers documentant le fonctionnement de l'institution, le présent fonds d'archives est constitué des dossiers des séances du Conseil colonial. Ces dossiers contiennent correspondance, comptes-rendus, ordre du jour, rapports et discussions des projets de décret, textes des projets de décret, listes de présence, etc. On peut également y trouver les documents préparatoires à la séance suivante et les rapports du Conseil Colonial relatifs à la séance précédente. Certaines questions sont traitées durant plusieurs séances. L'inventaire contient également trois dossiers relatifs aux délibérations des commissions du Conseil colonial.

⁶⁰ Loi du 24 juin 1955 relative aux archives, modifiée par la loi du 6 mai 2009 (*Moniteur belge*, 19 mai 2009). Arrêté royal du 18 août 2010 portant exécution des articles 1^{er}, 5 et 6^{bis} de la loi du 24 juin 1955 relative aux archives, article 9 (*Moniteur belge*, 23 septembre 2010).

B. SÉLECTIONS ET ÉLIMINATIONS

Les archives du Service des archives africaines ne donnent aucune information sur les opérations de sélection et de tri effectuées au cours du temps. Des éliminations et des pertes ont néanmoins indéniablement eu lieu ; ainsi les dossiers relatifs certaines séances sont manquants ou manifestement incomplets.

Aucun tri, aucune élimination n'ont été effectués à l'occasion du transfert du présent fonds d'archives aux Archives de l'État.

C. ACCROISSEMENTS/COMPLÉMENTS

Le présent fonds d'archives est clos. Des dossiers distraits du fonds sont cependant susceptibles d'être retrouvés parmi les autres fonds et collections des archives africaines en cours de transfert aux Archives de l'État.

D. MODE DE CLASSEMENT

Les dossiers de chaque conseil sont classés chronologiquement.

IV. CONSULTATION ET UTILISATION

A. CONDITIONS D'ACCÈS

Les archives publiques de plus de 30 ans versées aux Archives de l'État sont en principe librement consultables en vertu de l'article 3 de la loi sur les archives du 24 juin 1955 (modifiée par la loi du 6 mai 2009), dans les conditions établies par le règlement en vigueur dans les salles de lecture des Archives générales du Royaume et des Archives de l'État dans les provinces.

Toutefois, sont inconsultables :

- les documents classifiés, conformément à la loi du 11 décembre 1998 relative à la classification et aux habilitations, attestations et avis de sécurité, modifiée par la loi du 3 mai 2005) ;
- les archives de moins de 100 ans contenant des données à caractère personnel, en vertu de la loi-cadre du 30 juillet 2018 relative à la protection des personnes physiques à l'égard des traitements de données à caractère personnel. Cette loi met en œuvre sur le territoire belge le RGPD ou Règlement général sur la protection des données (Règlement UE 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016). Une exception à ce principe sera faite si les faits sont déjà connus du public (par exemple par voie de presse), si les intéressés ont donné leur accord préalable à la consultation des documents qui les concernent ou si ceux-ci sont décédés, ou enfin si la recherche est menée à des fins scientifiques. Une dérogation peut alors éventuellement être obtenue. Elle doit être introduite, sous la forme d'une déclaration de recherche, auprès du dépôt conservant les documents visés et sera évaluée par l'Archiviste général du Royaume ou son délégué.

B. CONDITIONS DE REPRODUCTION

La reproduction des actes (consultables) de plus de 30 ans est en principe libre mais est soumise au tarif et au règlement en vigueur aux Archives de l'État.

C. LANGUES ET ÉCRITURE DES DOCUMENTS

La plupart des pièces décrites dans le présent inventaire sont rédigées en français, certaines le sont également en néerlandais.

D. CARACTÉRISTIQUES MATÉRIELLES ET CONTRAINTES TECHNIQUES

Une partie du présent fonds d'archives est constituée de documents sur papier pelure, un support fin, léger et translucide, composé de pâte chimique. Le lecteur les manipulera avec précaution.

E. INSTRUMENTS DE RECHERCHE

Le présent inventaire est une version revue et augmentée de l'inventaire inédit réalisé en 1956 par Madeleine Van Grieken-Taverniers⁶¹.

La présente édition offre une étude institutionnelle, un classement retravaillé et une cotation continue. Les descriptions ont été développées et les annotations relatives au contenu intégrées sous la forme d'éléments secondaires de description. L'importance et la forme matérielle ont été précisées pour chaque unité archivistique. Pour une meilleure lisibilité, des titres et des subdivisions ont été ajoutés sur la base du plan de classement adapté. Des tables de concordance ont été établies entre les anciennes et les nouvelles cotes ; elles sont disponibles en annexe. L'inventaire a également été doté d'une description générale du fonds (DGF).

Si les descriptions et le classement ont été revus, deux catégories de données n'ont pas été retravaillées à l'occasion de la réalisation du présent instrument de recherche :

- les dates extrêmes : elles sont empruntées à l'inventaire de Madeleine Van Grieken-Taverniers, lui-même remis à jour par le Service archives africaines ;
- les annotations précisant le contenu de certains articles : celles-ci ont été rédigées par un collaborateur du Service des Archives du SPF Affaires étrangères souhaitant rester anonyme. Ce dernier y cite les documents qu'il juge être les plus importants. Extrêmement précieuses, ces énumérations ont une vocation exemplative et permettent au lecteur de se faire une idée plus précise de ce que contiennent les dossiers. Nous nous sommes contentés d'en retravailler la forme.

V. SOURCES COMPLÉMENTAIRES

A. DOCUMENTS APPARENTÉS

Les archives d'Octave Louwers, auditeur (1908), puis membre effectif (1918) et enfin vice-président du Conseil colonial (1951-1959), offrent un éclairage sur les activités du Conseil colonial et du Conseil de législation. Ces archives, d'une ampleur de près de 8 mètres linéaires sont conservées aux Archives générales du Royaume 1 à Bruxelles⁶². Quelques documents peuvent également être consultés au Service des Archives de l'UCLouvain, à Louvain-la-Neuve.

⁶¹ VAN GRIEKEN-TAVERNIERS, M., *Inventaire des archives du Secrétariat du Conseil colonial (1889-1925)*, Bruxelles, Ministère des Colonies, 1956 (inventaire inédit, A8).

⁶² ROEYKENS, *Inventaire des Papiers laissés par M. Octave Louwers* (inventaire dactylographié), Bruxelles, 1961 ; D'HOORE M., « Octave Louwers », dans *Archives de particuliers relatives à l'histoire de la Belgique contemporaine*, vol. 2, Bruxelles, Archives de l'État (Guides, n°40), 1998, p. 502-508.

B. BIBLIOGRAPHIE

1. PUBLICATIONS ADMINISTRATIVES

- Almanach royal officiel publié depuis 1840 en exécution de l'arrêté royal du 14 octobre 1839*, Bruxelles, Bruxelles, 1840-1939.
- Annales parlementaires, Chambre des Représentants*, Bruxelles, 1908-1960.
- Annuaire administratif et judiciaire de Belgique et de la capitale du royaume*, Bruxelles, 1884-1960.
- Annuaire administratif et judiciaire de Belgique*, Bruxelles, 1961-.
- Bulletin Administratif du Congo belge (BA)*, Bruxelles, 1912-1960.
- Bulletin administratif et commercial du Congo belge (BA)*, Bruxelles, 1910-1960.
- Bulletin officiel de l'État indépendant du Congo*, Bruxelles, 1886-1908.
- Bulletin officiel du Congo belge (BO)*, Bruxelles, 1908-1959.
- Bulletin officiel du Ruanda-Urundi*, Bruxelles, 1924-1962.
- Codes et lois du Congo Belge. Textes annotés d'après les rapports du Conseil Colonial, les instructions officielles et la jurisprudence des tribunaux*, 6^e éd., Bruxelles/Léopoldville, Weissenbruch/éd. des Codes et lois, 1914-1960.
- Compte-rendu analytique des séances du Conseil colonial*, Bruxelles, 1908-1962.
- Le Moniteur belge. Journal officiel*, Bruxelles, 1831-.

2. PUBLICATIONS RELATIVES AUX ARCHIVES

- Africa Europe Archives. Requirements ? Collaborations ? Plans ? DR Congo, Rwanda, Burundi and Belgium*, éd. TALLIER, P.-A., et BOMPUKU EYENGA-CORNÉLIS, S., Bruxelles, 2013 (Studia, 138).
- Archivfuehrer kolonialgeschichte* (<https://archivfuehrer-kolonialzeit.de/>).
- Belgique, Congo, Rwanda et Burundi : Guide des sources de l'histoire de la colonisation (19^e-20^e siècle). Vers un patrimoine mieux partagé !*, 2 vol., éd. TALLIER, P.-A., VAN EECKENRODE, M. et VAN SCHUYLENBERGH, P., Turnhout, Brepols, 2021.
- BERNARDO Y GARCIA, L.A., et TALLIER, P.-A., *Un patrimoine (numérique) commun : Partage bilatéral des archives coloniales publiques belges relatives au Rwanda*, dans *La Gazette des archives*, n° 256 : « La Francophonie des archives. Expertise, coopération, partage », 2019-4, p. 217-229.
- DESLAURIER, C., *La documentation africaine à Bruxelles. Les fonds du ministère belge des Affaires étrangères (Burundi, Congo, Rwanda)*, dans *Afrique & Histoire*, 2003/1, vol. 1, p. 223-234.
- Displaced archives*, éd. LOWRY, J., Londres, 2017.
- Disputed archival heritage*, éd. LOWRY, J., Londres, 2022.
- PIRET, B., *Exhumer les vestiges de la colonisation. Les archives coloniales belges et leur histoire*, dans *Comma*, 2015/1, p. 51-62.
- Sources de l'histoire de l'Afrique au sud du Sahara dans les archives et bibliothèques françaises*, éd. Conseil international des archives, 1971.

- STOLER, A.L., *Along the archival grain. Epistemic anxieties and colonial common sense*, Princeton, 2009. Version française : STOLER, A.L., *Au cœur de l'archive coloniale. Questions de méthode*, Paris, 2019.
- The Congo Free State: What could archives tell us? New light and research perspective*, éd. VAN SCHUYLENBERGH, P. et LEDUC-GRIMALDI, M., Bruxelles, 2022 (Oltre-Mers, n°9).
- VAN EECKENRODE, M. et TALLIER, P.-A., *Les archivistes face aux défis de la décolonisation*, dans *Revue belge d'histoire contemporaine*, t. LII, 2022/4, p. 93-107.
- VAN EECKENRODE, M., *Ouvrir les archives coloniales*, dans *Belgique, Congo, Rwanda et Burundi : Guide des sources de l'histoire de la colonisation (19^e-20^e siècle). Vers un patrimoine mieux partagé !*, vol. 1, éd. TALLIER, P.-A., VAN EECKENRODE, M. et VAN SCHUYLENBERGH, P., Turnhout, Brepols, 2021, p. 25-47.
- VAN GRIEKEN-TAVERNIERS, M., *Inventaire des archives du Secrétariat du Conseil colonial (1889-1925)*, Bruxelles, Ministère des Colonies, 1956 (inventaire inédit, A8).
- VAN GRIEKEN-TAVERNIERS, M., *La colonisation belge en Afrique centrale. Guide des Archives africaines du Ministère des Affaires africaines 1885-1962*, Bruxelles, 1981 (et supplément).
- VAN GRIEKEN, E., et VAN GRIEKEN-TAVERNIERS, M., *Les archives inventoriées au Ministère des Colonies*, Bruxelles, 1958, p. 5-15 (Mémoires de l'Académie royale des Sciences d'Outre-Mer. Classes des sciences morales et politiques, in -8°, fasc. II/70).

3. PUBLICATIONS RELATIVES À LA COLONISATION

- D'HOORE M., « Octave Louwers », dans *Archives de particuliers relatives à l'histoire de la Belgique contemporaine*, vol. 2, Bruxelles, Archives de l'État (Guides, n°40), 1998.
- DE LANNOY, Ch., *Organisation politique du Congo belge. Pouvoir législatif*, dans GODDYN, A. (éd.) *Les Nouvelles. Corpus Juris Belgici. Droit colonial*, t. I, Bruxelles, éd. Edmond Picard, 1931.
- DURIEUX, A., *De l'obligation de soumettre à l'avis du Conseil d'état les projets d'arrêtés ministériels d'exécution, organiques et réglementaires*, dans *La Belgique coloniale et le commerce international*, 1949, p. 575-585.
- DURIEUX, A., *Institutions politiques, administratives et judiciaires du Congo belge et du Ruanda-Urundi*, éd. Bieleveld, Bruxelles, 1955.
- DURIEUX, A., *La jurisprudence du Conseil d'état et les arrêtés d'exécution, organiques et réglementaires*, dans *La Belgique coloniale et le commerce international*, 1950, p. 3-9.
- DURIEUX, A., *La section de législation du Conseil d'état et les avant-projets d'arrêtés royaux d'exécutions, organiques et réglementaires, relevant de la législation coloniale*, dans *La Belgique coloniale et le commerce international*, 1949, p. 389-401.
- DURIEUX, A., *Le Conseil d'État et le Congo belge*, dans *Zaire. Revue congolaise*, 06/1947, p. 665-677.
- GIRAULT, A., *Principes de colonisation et de législation coloniale*, Paris, Larose, 1895.
- HEYSE, Th., *L'exercice du pouvoir législatif colonial pendant la période 1940-1945*, dans *Bulletin des séances de l'IRCB*, 1946, t. XVII, n°1, p. 269-288.
- ROEYKENS, *Inventaire des Papiers laissés par M. Octave Louwers (inventaire dactylographié)*, Bruxelles, 1961.

- SOHIER, J., « Octave Louwers », dans *Biographie belge d'Outre-mer*, t. 8, Bruxelles, ARSOM, 1998, col. 246-257.
- STENGERS, J., *Belgique et Congo : l'élaboration de la Charte coloniale*, Bruxelles, La Renaissance du Livre, 1963.
- STENMANS, A., *Le statut international et les lois fondamentales du Congo*, dans LAMY, É. et DE CLERCK, L. (dir.), *L'ordre juridique colonial belge en Afrique centrale*, Bruxelles, Académie royale des Sciences d'Outre-mer, 2004, p. 9-65.
- VAN POTTELBERGH, G., *Octave Louwers, "eminence grise" van het Belgische koloniale establishment. Achter de schermen van de koloniale politiek in de jaren 1920 en 1930*, dans *Revue Belge d'Histoire Contemporaine*, t. XXXVI, 2006, n°3-4, p. 453-494.
- VAN LANGENHOVE, F., *La crise congolaise. 1^{er} janvier 1959-15 août 1960*, Bruxelles, Institut Royal des Relations Internationales, 1960.
- VERAX (pseudonyme), *Rien appris, rien oublié...*, dans *L'Essor du Congo*, 24/11/1945, p. 1.
- VINDEVOGHEL, J., *Le Conseil d'État et le Congo belge*, dans *Journal des Tribunaux d'Outremer*, n° 38, 1953, p. 113-116.

VI. CONTRÔLE DE LA DESCRIPTION

La description générale du fonds a été rédigée par Bérengère Piret et Marie Van Eeckenrode, archivistes aux Archives générales du Royaume 2 – Dépôt Joseph Cuvelier, entre janvier et octobre 2022.

Le travail d'inventoriage a également été réalisé par Bérengère Piret et Marie Van Eeckenrode, au printemps 2021, sur la base d'un inventaire préexistant (Van Grieken-Taverniers, 1956). Il en constitue une nouvelle édition revue et augmentée : le classement a été retravaillé et les descriptions archivistiques ont été réécrites, notamment pour correspondre aux normes archivistiques internationales. Une table de concordance a également été ajoutée.

Le travail de remise en ordre matérielle du présent fonds, mais également son conditionnement et sa cotation ont été exécutés aux AGR2 par Faissal Beddi, assistant en gestion archivistique auprès des Archives générales du Royaume, durant l'été 2022.

Que soit remerciée ici, pour sa bienveillance et son aide précieuse, toute l'équipe du Service des archives du SPF Affaires étrangères, sous la garde duquel le « fonds Conseil colonial et conseil de législation » se trouvait jusqu'à son transfert, le 30 septembre 2021.

VII. ANNEXES

A. MINISTRES DE TUTELLE

Ministres des Colonies		
30 octobre 1908	21 novembre 1918	Jules Renkin
21 novembre 1918	11 mars 1924	Louis Franck
11 mars 1924	20 mai 1926	Henri Carton de Tournai
20 mai 1926	15 novembre 1926	Maurice Houtart
15 novembre 1926	27 décembre 1926	Édouard Pecher
29 décembre 1926	18 janvier 1927	Maurice Houtart

18 janvier 1927	19 octobre 1929	Henri Jaspar
19 octobre 1929	26 décembre 1929	Paul Tschoffen
26 décembre 1930	18 mai 1931	Henri Jaspar
18 mai 1931	6 juin 1931	Paul Charles (ministre extra-parlementaire)
6 juin 1931	23 mai 1932	Paul Crokaert
23 mai 1932	20 novembre 1934	Paul Tschoffen
20 novembre 1934	25 mars 1935	Paul Charles (ministre extra-parlementaire)
25 mars 1935	27 avril 1938	Edmond Rubbens
28 avril 1938	15 mai 1938	Charles du Bus de Warnaffe
15 mai 1938	22 février 1939	Albert de Vleeschauwer
22 février 1939	16 avril 1939	Gaston Heenen (ministre extra-parlementaire)
16 avril 1939	12 février 1945	Albert de Vleeschauwer
12 février 1945	2 août 1945	Edgard De Bruyne
2 août 1945	13 mars 1946	Robert Godding
13 mars 1946	31 mars 1946	Lode Craeybeckx
31 mars 1946	20 mars 1947	Robert Godding
20 mars 1947	16 août 1950	Pierre Wigny
16 août 1950	23 avril 1954	André Dequae
23 avril 1954	26 juin 1958	Auguste Buisseret
5 juillet 1958	28 septembre 1958	Léon Pétillon (ministre extra-parlementaire)
Ministres du Congo belge et du Ruanda-Urundi		
28 septembre 1958	6 novembre 1958	Léon Pétillon (ministre extra-parlementaire)
6 novembre 1958	3 septembre 1959	Maurice Van Hemelrijck
3 septembre 1959	29 juin 1960	August-Edmond de Schryver
17 novembre 1959	23 juin 1960	<i>Raymond Scheyven (Ministre sans portefeuille chargé des Affaires économiques et financières du Congo belge et du Ruanda-Urundi)</i>
16 mai 1960	20 juillet 1960	<i>Walter Ganshof van der Meersch (Ministre sans portefeuille chargé des Affaires générales en Afrique)</i>
23 juin 1960	3 septembre 1960	<i>Raymond Scheyven (Ministre sans portefeuille chargé des Affaires économiques et financières en Afrique)</i>

Ministre des Affaires africaines		
29 juin 1960	3 septembre 1960	August-Edmond de Schryver
3 septembre 1960	25 avril 1961	Harold d'Aspremont Lynden
Ministre du Ruanda-Urundi		
30 mai 1961	27 juillet 1965	Paul-Henri Spaak (vice-premier Ministre et Ministre des Affaires étrangères)

B. ADMINISTRATEURS GÉNÉRAUX ET GOUVERNEURS GÉNÉRAUX

Administrateurs généraux et Gouverneurs généraux de l'État indépendant du Congo		
1 ^{er} juillet 1885	Avril 1886	Francis Walter de Winton (AG) - Il était déjà avant cette date Administrateur général de l'Association internationale du Congo
Avril 1886	17 avril 1887	Camille Janssens (AG, puis GG à partir du 1 ^{er} juillet 1892)
1 ^{er} juillet 1892	15 novembre 1908	Théophile Wahis (GG)
Gouverneurs généraux		
15 novembre 1908	20 mai 1912	Théophile Wahis
20 mai 1912	5 janvier 1916	Félix Fuchs
5 janvier 1916	30 janv 1921	Eugène Henry
30 janv 1921	24 janvier 1923	Maurice Auguste Lippens
24 janvier 1923	27 décembre 1927	Martin Rutten
27 décembre 1927	14 septembre 1934	Auguste Tilkens
14 septembre 1934	31 décembre 1946	Pierre Ryckmans
31 décembre 1946	1 ^{er} janvier 1952	Eugène Jungers
1 ^{er} janvier 1952	12 juillet 1958	Léon Pétillon
12 juillet 1958	30 juin 1960	Henri Cornelis

C. REPÈRES CHRONOLOGIQUES

Cette chronologie n'est pas une ligne du temps colonial. Loin d'être exhaustive ou représentative du quotidien des différents acteurs de la colonie, elle est un outil complémentaire à ceux proposés dans ce volume permettant d'appréhender les archives relatives à la colonisation. Elle rassemble en effet un certain nombre de jalons nécessaires à une meilleure compréhension de la constitution, de l'organisation, du contenu et de la conservation des fonds d'archives, qu'il s'agisse d'un transfert d'archives, d'un événement ayant laissé de nombreuses traces écrites ou de la création d'une administration ayant produit une importante masse documentaire. Essentiellement politique et institutionnelle, la présente chronologie est donc le reflet d'un certain état de la documentation dont témoigne le présent inventaire.

En marge de la Conférence de Berlin (1884-1885), Léopold II parvient à faire reconnaître la souveraineté de l'Association internationale du Congo (AIC) sur ce territoire. En février 1885, l'Association internationale du Congo devient l'État indépendant du Congo (ÉIC). La localité de Vivi est proclamée chef-lieu de l'ÉIC le 1er juillet 1885.

Les principaux acteurs internationaux reconnaissent l'État indépendant du Congo à condition que son occupation soit effective. Aussi, Léopold II en confie l'administration à trois administrateurs généraux puis secrétaires d'État qui organisent l'ÉIC depuis Bruxelles et à un administrateur général (puis gouverneur général) qui est à la tête de l'administration locale. Dès 1886, les actes du gouvernement sont publiés dans le Bulletin officiel de l'État indépendant du Congo.

Le Gouvernement local de l'État indépendant du Congo est organisé par le décret du 17 avril 1887. Il formalise la « structure très rudimentaire » qui a été mise en place quelques mois plus tôt. Les premières directions et leurs compétences respectives ont en effet été définies en juin 1886 et, dans le même temps, les premiers directeurs ont été désignés. Il faudra attendre l'année 1894 pour que tous les rouages de l'administration ainsi que leurs attributions soient précisés.

À la demande expresse de Léopold II, la Congrégation romaine pour l'évangélisation des peuples accepte d'envoyer des missionnaires dans l'ÉIC. En 1888, une dizaine de représentants de la Congrégation du Cœur Immaculé de Marie (ou ordre de Scheut) quittent l'Europe à destination du Congo.

En 1889, les autorités coloniales dotent l'organigramme judiciaire congolais d'une cour suprême nommée Conseil supérieur. Cette institution est une juridiction hybride servant, à la fois, de cour de cassation, de cour d'appel et de conseil législatif. Elle cessera d'exister après 1924 quand son ultime compétence est attribuée à la Cour de cassation belge. Le Conseil supérieur vient compléter la pyramide judiciaire qui s'organise, depuis 1886, autour du tribunal de première instance, du tribunal d'appel et du conseil de guerre.

L'expression « caoutchouc rouge » (et sa traduction anglaise Red Rubber) est fréquemment utilisée pour qualifier les années 1890 et 1900 marquées par l'exploitation outrancière du caoutchouc, comme par la violence déployée par les agents européens pour y parvenir. Ce système d'exploitation est intimement lié au système concessionnaire qui est réformé en 1906.

En septembre 1891, Léopold II édicte un décret secret par lequel il s'arroge le monopole d'exploitation d'une importante partie de l'ÉIC et exige le concours de l'administration à ce projet. Ce texte prévoit notamment que « les commissaires de districts (...) sont autorisés à prendre les mesures qui seraient urgentes et nécessaires pour conserver à la disposition de l'État les fruits des terrains domaniaux, notamment l'ivoire et le caoutchouc ».

Après avoir fait carrière au sein de l'armée belge, Théophile Wahis (1844-1921) prend la tête du gouvernement local congolais de 1892 à 1908. Son mandat est caractérisé par une profonde réorganisation de l'administration guidée par un esprit militaire d'une part et une fidélité sans faille au roi et à ses projets d'autre part. Il renonce à ses fonctions quand le Congo devient une colonie belge et devient alors président du Conseil supérieur du Congo – le conseil d'État colonial.

Pendant deux ans, les troupes de la Force publique s'opposent à ceux qu'ils nomment « arabes » ou « arabo-swahilis » concernant la gestion de la région comprise entre le Tanganyika et la

Lualaba (Est du Congo). En 1893, les hommes commandés par Francis Dhanis prennent les postes de Nyangwe et de Kasongo avant de contrôler toute la région l'année suivante.

Edmond van Eetvelde (1852-1925) est une figure centrale de l'ÉIC. Il dirige le Congo dès 1885, d'abord comme titulaire du département des Affaires étrangères et de la Justice avant de concentrer entre ses mains toutes les responsabilités du gouvernement central ce qui lui vaut d'être nommé secrétaire d'État unique en 1894. Il conserve ce rôle de premier plan jusqu'en 1901. Parallèlement à ses fonctions ministérielles, il rejoint les comités de direction ou d'administration de nombreuses entreprises dont ceux de la Compagnie du Chemin de Fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains et la Banque de Bruxelles.

En janvier 1895, Hubert Lothaire, lieutenant de la Force publique, condamne Charles Stokes – commerçant irlandais résidant en Afrique orientale allemande – pour trafic d'armes. Il le fait ensuite exécuter sans respecter aucune des prescriptions légales prévues. Le gouvernement local tente d'étouffer l'affaire. Toutefois, les chancelleries britannique comme allemande et, bientôt, l'opinion publique réclament de poursuivre Lothaire en justice. Il est jugé par le tribunal d'appel de Boma qui l'acquitte en avril 1896 ; ce verdict sera ensuite confirmé par le Conseil supérieur. Ces procès successifs donnent lieu à une virulente campagne de presse. Les journalistes scandent l'iniquité de la justice congolaise et se saisissent de l'occasion pour dénoncer d'autres crimes commis par ce fonctionnaire.

Roger Casement, consul britannique, est en poste au Congo de 1896 à 1903. À la demande de son gouvernement, il rédige un rapport faisant état de la violence endémique caractérisant l'administration congolaise. Ce document, connu comme étant le Rapport Casement, confirme les accusations lancées par Edmund Morel notamment. Largement relayé par la presse, ce texte constitue une accélération dans la dénonciation du régime léopoldien. Léopold II tente d'étouffer les critiques en missionnant une commission d'enquête. Rendu public en 1905, son rapport corrobore les conclusions de Casement.

Dans ses premières années, la Force publique recrute essentiellement des Tetela. En 1895, la garnison de Luluabourg, surtout composée de Tetela, se mutine après l'exécution du chef Gongo Lutete. Les officiers européens répriment ce mouvement dans la violence. Deux ans plus tard, en 1897, alors que les Tetela composent l'essentiel d'une expédition visant à retrouver la source du Nil, ils se mutinent. Ils ouvrent le feu sur dix officiers européens qui ont exécuté plusieurs chefs et notables locaux.

Le Musée du Congo naît de l'Exposition internationale de 1897. Sa section coloniale est installée dans un ancien bâtiment à Tervuren (dénommé ensuite Palais des Colonies puis Palais de l'Afrique). Ce lieu devient, en 1898, le premier musée permanent du Congo avant l'inauguration, en 1910, d'un nouveau bâtiment qui correspond au musée actuel (Musée royal de l'Afrique centrale ou AfricaMuseum). Il fut un instrument de propagande coloniale durant plusieurs décennies tout en étant une institution scientifique de réputation internationale.

Heart of Darkness, traduit en français sous le titre *Au cœur des ténèbres*, paraît en 1899. Son auteur, Joseph Conrad, y narre l'obsession de l'ivoire et le régime des violences qui caractérisent l'ÉIC. Ce récit marque durablement la culture européenne et fait partie de la bibliothèque anti-coloniale au même titre que *Le soliloque du roi Léopold* de Marc Twain (1905) et *Le crime du Congo* publié par Arthur Conan Doyle en 1909.

Le Comité spécial du Katanga (CSK) est créé en 1900 par l'ÉIC et la Compagnie du Katanga. Ces acteurs le chargent d'organiser et de diriger l'exploitation de leurs possessions foncières soit 45 millions d'hectares. Outre l'activité économique et principalement minière, le CSK y

incarne l'autorité étatique. La reprise du Congo par la Belgique met fin, en 1910, à la délégation officielle de pouvoirs de souveraineté consentie au CSK.

La Fondation de la Couronne est créée en 1901 et est principalement financée par les profits réalisés par le Domaine de la Couronne. Elle a notamment permis de financer l'arcade du Cinquantenaire à Bruxelles et le domaine du Cap Ferrat ainsi que des centaines d'immeubles à Bruxelles et à Ostende.

En 1902, Édouard Empain fonde la Compagnie des chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains (CFL) et la dote d'un capital de 25 millions de francs belges. Celle-ci doit initialement construire deux chemins de fer, l'un reliant « le fleuve Congo en aval et en amont de Stanleyville au lac Albert », l'autre « le fleuve Congo en aval et en amont de Nyangwe au lac Tanganyika ».

L'École coloniale a été créée par le décret du 31 décembre 1903, mais elle n'est officiellement reconnue qu'en 1910. L'École coloniale forme, à Bruxelles, les futurs fonctionnaires et agents coloniaux. Établie à Anvers, l'Université coloniale ouvre ses portes en 1923 pour former les agents coloniaux non universitaires.

Depuis le tournant du siècle, Léopold II et sa gestion coloniale sont dénoncés de toutes parts. Les critiques se font plus virulentes encore après la création de la Congo Reform Association en 1904. Ses fondateurs, Edmund Dene Morel et Roger Casement, principalement, entendent exposer les abus et les exactions commises par les fonctionnaires publics de l'ÉIC.

Octave Louwers publie, en 1905, *Éléments du droit de l'État indépendant du Congo*. Cet ouvrage de poche est un manuel pratique contenant les principales dispositions légales et leur interprétation, mais aussi des formulaires devant servir à la rédaction des actes judiciaires. Connu sous le titre *Codes Louwers*, cet ouvrage de référence est réédité à six reprises durant la période coloniale.

En 1906, Léopold II se met en rapport avec la Société générale pour créer trois sociétés : l'Union Minière du Haut-Katanga (UMHK), la Société internationale forestière et minière (Forminière) et la Compagnie du chemin de fer du Bas-Congo au Katanga (BCK). La création de celles-ci rappelle les principaux projets du roi pour le Congo, à savoir l'exploitation des richesses naturelles et leur exportation.

Après la publication du rapport de la commission d'enquête, Léopold II est contraint de revoir l'administration du Cogo. Il entame une série de réformes (1906) avant d'être contraint de céder son « jardin royal ». La Belgique annexe le Congo, devenu colonie belge, le 28 novembre 1907.

La loi du 18 octobre 1908, communément désignée par l'expression « charte coloniale », pose les fondations de l'administration coloniale. Par ses articles 25 et 26, elle institue le Conseil colonial. Cette institution a pour principale mission d'assister le roi dans l'exercice de ses fonctions législatives ce qui lui vaut d'être considérée comme « l'antichambre législative du pouvoir colonial ». Au moment de sa fondation, il est notamment composé de Jules Renkin, Gérard Galopin, Herbert Speyer tandis qu'Octave Louwers et Michel Halewyck de Heusch en assurent le secrétariat.

Dès la reprise du Congo par la Belgique, le Ministre des Colonies fait annuellement rapport aux chambres législatives de l'administration du Congo belge. Il y détaille la situation démographique, sanitaire, agricole, scolaire et politique ; y expose l'état des infrastructures ainsi que de l'activité judiciaire et carcérale notamment. Ces rapports sont publiés dès 1909.

Depuis 1910, tout Congolais souhaitant quitter son lieu de résidence pendant plus d'un mois est tenu de se munir d'un « passeport de mutation » délivré par l'administrateur de territoire. Ce fonctionnaire considère à cet effet la destination, la durée ainsi que le motif du voyage. Il s'agit d'un instrument essentiel dans le contrôle des populations colonisées.

L'entreprise britannique Lever Brothers a construit sa renommée sur le succès du savon Sunlight. Celui-ci étant composé de glycérine et d'huile de palme, l'entreprise s'implante dans les territoires où poussent les palmiers permettant la production d'huile. En 1911, elle obtient du gouvernement colonial l'accès aux palmeraies congolaises. L'entreprise fonde les Huileries du Congo belge (HCB) dont les principales activités sont basées à Lusanga, renommée Leverville. Jusqu'à la Seconde Guerre mondiale, cette entreprise y a eu recours au travail forcé.

À la veille de la Première Guerre mondiale, l'organisation territoriale du Congo est revue. La carte dessinée par le décret du 28 mars 1912 organise le territoire en 22 districts, eux-mêmes subdivisés en territoires. Ce redécoupage s'accompagne d'une politique de décentralisation du pouvoir. Deux ans plus tard, les districts sont réunis au sein de quatre provinces.

Si la production de caoutchouc est principalement associée à la période de l'ÉIC, cette activité se poursuit jusqu'en 1960, mais les conditions de celle-ci vont fortement évoluer. Ainsi, en 1913 par exemple, plus de 3.000 tonnes de caoutchouc vont être exportées. Ces chiffres connaissent une augmentation importante pendant la Seconde Guerre mondiale avant d'exploser durant les années 1950.

Lors de l'invasion de la Belgique par l'armée allemande en 1914, 32 Congolais présents en Belgique rejoignent volontairement les troupes belges. Ils prennent les armes à Namur, à Anvers ou sur l'Yser notamment avant d'être faits prisonniers en conséquence de quoi ils passeront la guerre en captivité dans les camps allemands.

L'ordonnance législative du 15 juillet 1915 stipule que les enfants métis non reconnus par leur ascendant européen doivent être inscrits au registre de la « population indigène civilisée ». Cette ordonnance énonce par ailleurs que la tutelle de l'État ne peut concerner que les enfants naturels non reconnus et « considérés comme abandonnés ». Cette ordonnance devient la base légale pour retirer de nombreux enfants de leur environnement afin de les placer dans des institutions spécialisées.

L'expérience de guerre des forces armées métropolitaines et coloniales est très différente. Alors que les premières sont retranchées derrière l'Yser, les secondes rejoignent les forces britanniques et françaises dans des opérations offensives que sont les campagnes du Cameroun (1914-1915) et de l'Afrique orientale allemande (1915-1916). Cette dernière est marquée par la prise de Tabora (1916) par les hommes dirigés par le commandant Charles Tombeur. Cet événement a été magnifié par la propagande étant donné qu'il s'agit alors de la première offensive belge couronnée de succès menée durant ce conflit.

Stefano Kaoze (ca 1890-1951) est formé au Petit séminaire de Mpala puis au Grand séminaire de Baudouinvillie. Il est ensuite ordonné en 1917 devenant à cette occasion le premier prêtre congolais. Il est l'auteur d'une riche bibliothèque dans laquelle on trouve notamment les titres *La psychologie des Bantous* et *La religion naturelle chez les Bantous*.

Le législateur met un terme à l'égalité (formelle) des justiciables devant la loi quand il édicte une nouvelle catégorie infractionnelle – les infractions « spéciales » (décret du 24 juillet 1918). Celle-ci concerne des actions qui ne sont répréhensibles que lorsqu'elles sont commises par des justiciables congolais semblablement au régime de l'indigénat institué dans

certaines espaces impériaux français. Ces infractions « spéciales » concernent notamment la fabrication de boissons fermentées, la contravention aux plans de culture ou aux dispositions en matière de sépulture.

En 1919, Paul Panda Farnana fonde l'Union Congolaise, la plus ancienne association de Congolais sur le sol belge. Celle-ci ambitionne notamment de défendre les droits des vétérans congolais de la Première Guerre mondiale. Par ailleurs, Panda Farnana est un militant actif du panafricanisme et collabore à ce titre avec Paul Otlet, Henri La Fontaine et William Du Bois à l'organisation du Deuxième congrès Panafricain qui se tient à Bruxelles en 1921.

Entré en vigueur en 1920, le traité de Versailles retire à l'Allemagne toutes ses colonies au profit des puissances alliées. En 1924, la Société des Nations octroie à la Belgique un mandat de gestion pour les territoires du Ruanda et de l'Urundi. L'année suivante, les deux territoires sont réunis au sein d'une entité administrative – le Ruanda-Urundi – dont le chef-lieu est établi dans l'actuelle Bujumbura. Cet ensemble est administrativement rattaché au Congo belge.

Ancien catéchiste de la Baptist Missionary Society, Simon Kimbangu (1877-1951) annonce la fin du régime colonial dans le Bas-Congo. En 1921, il est condamné à mort pour sédition avant que sa peine soit commuée en détention à perpétuité. Il est écroué à la prison centrale d'Élisabethville pendant plus de trente ans ce qui lui vaut d'être perçu comme un martyr de la colonisation. Son mouvement est interdit par les autorités coloniales qui en poursuivent les fidèles jusqu'en 1960.

Musafari François est pendu à Élisabethville en 1922. Il a tué son employeur européen après l'avoir surpris alors qu'il avait des relations sexuelles avec sa femme. Il se rend ensuite aux autorités qui le condamnent à mort. Au Congo, la peine capitale est exécutée jusqu'à la veille de l'indépendance. La capitale du Congo a été fixée à Vivi puis Boma.

En 1923, elle est officiellement transférée à Léopoldville, mais cette décision ne sera effective à partir de 1929. Par celle-ci, la Belgique tourne le dos à l'administration léopoldienne et imprime une politique qui lui est propre. Aussi, le milieu des années 1920 est fréquemment caractérisé par l'expression de « seconde reprise ».

Antoine Sohier, procureur général à Élisabethville, et Joseph Derriks, président de la Cour d'appel du même lieu, fondent en 1924 la Revue juridique du Katanga qui devient la Revue juridique du Congo belge en 1927. Celle-ci propose des études de doctrine, publie des articles de jurisprudence et informe les magistrats de la vie de leurs confrères. Cette publication vise à pallier le manque de formation des magistrats coloniaux. Près de dix ans plus tard, Sohier fonde également le Bulletin des Juridictions indigènes et du Droit coutumier congolais.

À la fin de l'année 1923, le Ministre des Colonies – Louis Franck – décide d'entreprendre la rédaction d'une synthèse d'histoire du Congo afin d'en faciliter l'enseignement d'une part et faire connaître le Congo en Belgique ainsi qu'à l'étranger d'autre part. Il en confie la rédaction à un groupe d'historiens spécialisés en histoire de la colonisation ou en histoire contemporaine. Ceux-ci composent la Commission d'histoire du Congo qui est fondée par l'arrêté royal du 16 mars 1925. Celle-ci est toutefois abrogée trois ans plus tard et remplacée par l'Institut royal colonial belge (IRCB).

Dès la fondation de l'ÉIC, Léopold II s'est empressé de créer des tribunaux à destination des Européens principalement. Les autorités coloniales ont considéré que les justiciables congolais doivent être jugés en vertu de leurs « lois naturelles ». En 1926, le législateur revoit sa politique en « reconnaissant les tribunaux indigènes », juridictions qui se caractérisent par

les règles coutumières qui les commandent. Au fil des réformes, cette pyramide juridictionnelle se compose du tribunal de territoire, du tribunal de ville, du tribunal de commune, du tribunal de secteur, du tribunal de centre extracoutumier ainsi que du tribunal de chefferie qui sont autant de créations (sinon réinventions) coloniales.

Le Congrès international anti-impérialiste de Bruxelles a lieu en février en 1927. Il rassemble notamment Jawaharlal Nehru, Mohammed Hatta, Lamine Senghor et Tiemoko Garan Kouyaté et va permettre la création de la Ligue contre l'impérialisme et l'oppression coloniale.

L'Institut royal colonial belge (IRCB) est fondé en 1928 afin de favoriser le développement de l'enseignement supérieur, la réalisation d'études scientifiques concernant la colonisation ainsi que de servir d'espace d'échanges et de rencontres entre les établissements travaillant sur les questions coloniales. Il deviendra L'Académie royale des Sciences coloniales en 1954 puis L'Académie royale des Sciences d'Outre-mer en 1959.

Le peintre Albert Lubaki est le premier peintre congolais exposé en Belgique. Ses œuvres sont accrochées au Palais des Beaux-Arts de Bruxelles à l'occasion de la première exposition d'art congolais organisée en Europe (1929).

Le Fonds Reine Élisabeth pour l'assistance médicale aux indigènes du Congo belge (FOREAMI) est créé en 1930 avec pour mission de lutter contre les épidémies sur le territoire colonial. Cette institution vise également à protéger les femmes enceintes, les jeunes mères et les nourrissons.

La révolte des Pende (district du Kwango) et sa répression constituent un élément fort de la mémoire de la colonisation. Dans un contexte marqué par la récession économique et l'administration violente de la Colonie, des centaines de Pende, principalement des cultivateurs et des ouvriers des Huileries du Congo belge, se dressent contre le pouvoir colonial et assassinent un fonctionnaire en 1931. La répression sera particulièrement violente et fera plus de 500 morts.

L'Association pour la protection des mulâtres (APPM) est fondée à Bruxelles en 1932 par Jeanne Van der Kerken-Sarolea et est placée sous la présidence de l'ancien Ministre des Colonies Paul Crokaert. Cette asbl a pour objectif principal d'apporter un soutien moral et financier aux enfants métis amenés en Belgique par leur père européen puis abandonnés. Dans les années 1950 et 1960, l'APPM s'est cependant avant tout chargée du placement d'enfants métis dans des familles belges. Dans ce cadre, l'APPM a produit près de 1000 dossiers individuels d'enfants métis. L'APPM devient Association pour la promotion des mulâtres en 1964 et est dissoute en 1984.

Le Congrès colonial de 1926 est consacré aux problèmes structurels qui frappent le système agricole. Celui-ci permet la création de la Régie des plantations de la colonie (REPCO). Cette institution coloniale ambitionne de gérer les stations agricoles expérimentales et d'en accroître le rendement. La REPCO devient, en 1933, l'Institut national pour l'étude agronomique du Congo (INEAC).

En 1934, le nord-ouest du Burundi est secoué par la révolte d'Inamujandi. Alors que ce territoire vient de connaître une importante épidémie et est soumis à une pression fiscale inédite, Mujandi appelle à la contestation de l'ordre colonial et annonce la venue d'un nouveau mwami. En quelques jours, des centaines d'habitations et de cultures sont brûlées. Une opération militaire est organisée afin d'arrêter les meneurs et restaurer l'ordre public.

colonial. Après celle-ci les autorités coloniales imposent un an de régime militaire à cette région.

Bruxelles organise en 1935 une exposition universelle qui rassemble notamment l'Autriche, le Brésil, le Chili, la France, la Grande-Bretagne, l'Italie, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède autour de plus de 450 pavillons. La section du Congo belge compte, en plus du pavillon officiel, un pavillon consacré aux entreprises coloniales et un pavillon de la Croix-Rouge notamment.

En 1936, le Conseil colonial examine et débat d'un projet législatif concernant la protection de « la jeune fille indigène non-nubile ». Poussé par les missionnaires et les tenants de la morale coloniale, ce texte est ensuite promulgué. Dans les faits, il sera peu mobilisé par les juges du Congo belge de sorte que les viols et faits de violences sexuelles commis sur les mineures restent largement impunis jusqu'aux années 1950.

La majorité des pays du globe sont frappés de plein fouet par la crise des années 1930. La situation est d'autant plus difficile pour les économies centrées sur l'exportation comme c'est le cas du Congo. C'est en 1937 que le pays renoue avec la croissance qui le caractérisait en 1928. Dans l'intervalle, l'administration de la Colonie est commandée par une politique d'austérité.

Le premier numéro du périodique Lokasa Iya Biso est imprimé à Lisala en 1938 ; il s'agit du premier journal publié en lingala. Il rejoint les nombreux titres de presse imprimés au Congo en kikongo (Minsambu Miayenge et Ntetembo), en swahili (Kirongonzi et Hodi) et en français (dont Courrier d'Afrique, La Croix du Congo, La voix du Congolais, Etoile-Nyota).

Inspiré par Simon Kimbangu, le protestant Simon-Pierre M'Padi crée la Mission des Noirs en 1939. Poursuivi par les autorités belges qui craignent les troubles à l'ordre public causés par ce mouvement, il quitte la Colonie belge pour le Congo français où il fonde le mouvement khakiste.

Malgré la capitulation du roi des Belges, le Ministre des Colonies, le Ministre des Affaires étrangères et le gouverneur général du Congo belge décident d'engager le Congo dans le conflit naissant. Cet engagement se traduit d'abord par une mobilisation économique inédite de la Colonie. Le Congo devient un fournisseur de premier ordre de matières premières, dont le cuivre, l'étain et le caoutchouc. La contribution congolaise est également de nature militaire. Dès 1940, la Force publique participe notamment, aux côtés des troupes britanniques et françaises, à la campagne d'Abyssinie. Elle est également mobilisée au Dahomey, en Égypte et au Moyen-Orient.

Le 4 décembre 1941, les mineurs de l'Union Minière du Haut-Katanga débraient. Ils dénoncent les conditions de travail qui leur sont imposées au nom de l'effort de guerre. La tentative de concertation organisée dans le stade de football d'Élisabethville tourne au drame. La Force publique ouvre le feu tuant une soixantaine de grévistes. Les meneurs du mouvement sont quant à eux relégués dans les colonies agricoles d'Ekafera (province de l'Équateur) et de Punia (province du Maniema). Au cours de la guerre, plusieurs autres mouvements d'opposition sont réprimés ; notamment à Masisi-Lubutu (1942), à Élisabethville (1944) et Luluabourg (1944).

Depuis la Première Guerre mondiale, les Congolais sont annuellement astreints à soixante jours de travaux « d'ordre éducatif » réalisés au profit de la Colonie. En 1942, cette prestation non rémunérée est renforcée par soixante jours supplémentaires. Au nom de l'effort de guerre, ils sont contraints de s'adonner à l'exploitation de produits de récolte (jute, noix palmiste et

caoutchouc notamment) et de culture (dont le coton, le riz, le maïs et la pomme de terre) essentiellement.

La famine Ruzagayura frappe le Ruanda-Urundi en 1943 et 1944. Elle est due à une succession de sécheresses conjuguées aux exigences formulées par les autorités coloniales au nom de l'effort de guerre. Cette famine s'est soldée par plusieurs dizaines de décès ainsi que par l'émigration de plusieurs centaines d'individus vers le Congo belge principalement.

Les autorités coloniales autorisent, en 1944, la livraison d'uranium au gouvernement américain. Extrait de la mine de Shinkolobwe au Katanga, ce minerai servira à la production de trois bombes atomiques qui seront larguées dans le désert du Nouveau-Mexique (juillet 1945) ainsi que sur Hiroshima et Nagasaki (août 1945).

En 1945, le franciscain Placide Tempels publie Philosophie bantoue. Tournant le dos aux publications ethnographiques missionnaires, il met en exergue la richesse et la complexité de la philosophie baluba.

Pierre Ryckmans est à la tête de l'administration coloniale de 1934 à 1946. En quittant le gouvernement général de Léopoldville, il publie son testament politique – Dominer pour servir. Eugène Junckers lui succède et inaugure un changement de cap dans la politique coloniale.

Au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, à l'image des autres puissances coloniales, la Belgique renonce à poursuivre sa « mission civilisatrice » et initie une politique de « développement ». Dans ce cadre, en 1947, elle crée le Fonds du bien-être indigène (FBEI) qui est financé par les bénéfices générés par la Loterie coloniale d'une part ainsi que par les prestations imposées au nom de l'effort de guerre d'autre part.

La mission Franz Cornet est chargée de collecter, de reproduire et d'inventorier les documents historiques (archives publiques et privées) conservés au Congo belge, mais aussi au Ruanda-Urundi. En 1948 et 1949, celle-ci collecte plusieurs centaines de mètres linéaires d'archives, dont certaines datent de la période léopoldienne. Elles sont versées au Musée royal de l'Afrique centrale où elles constituent le « fonds » Cornet.

Alors que la colonisation est de plus en plus décriée sur la scène nationale et internationale, les autorités congolaises s'emploient à présenter le Congo sous son meilleur jour. L'administration de Pierre Wigny initie un projet de modernisation du Congo nommé Plan décennal pour le développement économique et social du Congo belge en 1949.

Les axes forts en sort la stabilisation de l'économie et le relèvement du niveau de vie de la population congolaise principalement. Ce plan se matérialise surtout par l'aménagement d'infrastructures et une politique de dépenses publiques. L'Association des Bakongo pour l'unification, la conservation et l'expansion de la langue kikongo (ABAKO) est fondée en 1950 par Joseph Kasa-Vubu notamment. Six ans plus tard, cette association culturelle se mue en parti politique. Elle publie un manifeste (1955) dans lequel elle y réclame l'africanisation des cadres, l'octroi des droits politiques aux Congolais et l'indépendance du Congo. L'ABAKO devient un acteur central de l'indépendance et Joseph Kasa-Vubu l'un de ses pères.

La chicote (ou chicotte), fouet en cuire, est omniprésente dans la Colonie belge jusqu'au milieu du 20^e siècle. Si elle ne peut plus être utilisée comme sanction judiciaire après 1951, elle reste par contre d'usage comme peine disciplinaire jusqu'à la veille de l'indépendance. La

chicote est omniprésente dans la mémoire de la colonisation belge et est, de ce fait, présentée comme le symbole de celle-ci.

Le décret du 4 août 1952 crée une commission de tutelle dans chaque district. Celle-ci doit organiser la tutelle des mineurs et est responsable des enfants métis non reconnus par leur parent européen. Aussi, les différentes commissions de tutelle ont joué un rôle central dans le déplacement des enfants métis coloniaux vers la Belgique.

En 1953, Léopoldville entreprend une réforme des structures de gouvernement afin de « faire disparaître, dans toute la mesure du possible, les discriminations que l'organisation congolaise a, par la force des choses, consacrées ». Cette réforme tarde toutefois à être mise en œuvre de sorte que l'administration coloniale est marquée par la ségrégation raciale jusqu'à la veille de l'indépendance.

Le réseau éducatif du Congo belge se concentre essentiellement au niveau primaire. Ce n'est qu'après la Seconde Guerre mondiale que les premières écoles secondaires sont créées et il faut attendre 1954 pour que la première université y ouvre ses portes. Lovanium est alors fondée à Léopoldville. Rapidement, d'autres universités sont érigées à Élisabethville et à Stanleyville.

Jef Van Bilsen, est un des premiers hommes politiques belges à envisager publiquement la question de l'indépendance du Congo en. Il rédige le Plan de trente ans pour l'émancipation politique de l'Afrique belge qui est publié en néerlandais en 1955 et en français l'année suivante. Il y prescrit l'africanisation des cadres de l'administration coloniale et la diffusion de l'enseignement supérieur au Congo belge comme au Ruanda-Urundi, mais aussi la reconnaissance des libertés fondamentales pour les Congolais. Ce plan est critiqué tant par les défenseurs du régime colonial que par ceux qui le pourfendent.

En 1956, Thomas Kanza est diplômé de l'Institut de psychologie appliquée et d'études pédagogiques devenant à cette occasion le premier laïc congolais diplômé d'une université belge. Il s'engage ensuite dans les rangs de l'ABAKO et participera aux négociations de la table-ronde belgo-congolaise. Il sera un des membres du gouvernement Lumumba avant d'être nommé ambassadeur notamment.

Les premières élections politiques ont lieu en décembre 1957. Elles permettent d'élire les représentants des communes instituées sur les territoires de Léopoldville, Élisabethville et Jadotville. Ces élections permettent également la structuration des principaux partis politiques congolais.

Le Ministère des Colonies est renommé le Ministère du Congo belge et du Ruanda-Urundi en 1958 avant de devenir le Ministère des Affaires africaines en 1960. Le Ministère du Ruanda-Urundi est quant à lui créé en mai 1961 et ne sera supprimé qu'en 1962.

L'« opération Archives » permet le transfert vers la Belgique d'un maximum d'archives publiques produites au Congo. Plus de 6 kilomètres linéaires de documents sont ainsi transportés par air et par mer entre 1959 et 1960 avant de rejoindre le Ministère du Congo belge et du Ruanda-Urundi. Par manque de moyens matériels et humains, cette administration confie ces documents aux Archives de l'État d'une part et à son successeur en droit d'autre part, le Ministère des Affaires étrangères. Celui-ci ne les récupère qu'en 1997. À partir de cette date, la majorité des archives relatives à la colonisation sont mises à disposition du public. Les documents produits dans les espaces burundais et rwandais sont transférés au cours de l'« opération Neven ».

La Table ronde belgo-congolaise réunit, à Bruxelles, les mandataires politiques congolais ainsi que les dirigeants politiques et économiques belges. Durant les mois de janvier et février puis d'avril et mai 1960, ils balisent notamment les relations futures entre la Belgique et le Congo ainsi que l'organisation des institutions congolaises. La table ronde permet également de fixer la date d'indépendance du Congo au 30 juin 1960.

La proclamation de la République du Congo est suivie de mouvements insurrectionnels. Après les émeutes et les mutineries, le Katanga fait sécession en juillet 1960. Le mois suivant, ce sera au tour du Kasaï. L'État fédéral vacille et l'un de ses défenseurs – Patrice Lumumba – est la cible de toutes les critiques. Il est également désapprouvé par les autorités belges et, plus généralement, occidentales qui entendent garder mainmise sur le Congo. Patrice Lumumba est arrêté puis assassiné le 17 janvier 1961.

Le Rwanda et le Burundi accèdent à l'indépendance deux ans après le Congo, 1er juillet 1962. Le Rwanda est alors présidé par Grégoire Kayibanda quand Louis Rwagasore est à la tête du gouvernement burundais.

INVENTAIRE

I. GÉNÉRALITÉS

- 1-4. Correspondance.
1909-1940. 4 chemises
Contient : minutes des courriers.
1. Adressée au ministre des Colonies.
1909-1914.
 2. Adressée au ministre des Colonies et aux conseillers.
1921-1938.
Ce dossier est manquant.
 3. Adressée aux membres du Conseil colonial.
1937-1940.
 4. Relative à l'impression et à la distribution du « Compte-rendu analytique des séances du conseil colonial ».
s.d. 1 chemise
Ce dossier est manquant.
5. Dossier relatif à la composition du Conseil.
1935-1938. 1 chemise
Contient notamment la liste des membres par ordre d'ancienneté et de sortie
6. Dossier relatif à l'organisation légale du Conseil.
1910-1912. 1 chemise
Contient notamment : Annales parlementaires. Sénat, 1912 ; Annales parlementaires. Chambre des représentants, 1910-1912 et le Règlement d'ordre intérieur du conseil colonial.
- 7-9. Dossiers relatifs à la législation coloniale.
1919-1940. 3 chemises
7. Généralités, 1922-1940.
Contient notamment différents textes législatifs concernant la police des zones minières pour l'exploitation des substances précieuses dans le district du Sakuru ; les établissements dangereux, insalubres et incommodes ; le logement dans les cités indigènes ; la liquidation des successions de Congolais présentant un solde créancier minime.
 8. Dossier relatif à l'arrêté royal du 20 septembre 1919.
 9. Dossier relatif à l'applicabilité de l'article 3 de l'arrêté royal du 31 mai 1933 portant modification au régime des rétributions du personnel de l'État.
- 10-11. Documents comptables.
1921-1940. 2 chemises
10. Dossier relatif au budget du secrétariat du Conseil et à l'indemnité de traitement des membres, 1921-1940.
 11. Dossier relatif à l'indemnité des membres du Conseil, de l'auditeur et de l'auditeur adjoint, 1925-1937.

12. Coupures de presse relatives à la réforme du conseil colonial.
1932. 2 pièces

II. SÉANCES DU CONSEIL COLONIAL

- 13-596. Dossiers relatifs aux séances du Conseil.
1908-1961. 584 chemises
Les dossiers sont classés chronologiquement, un dossier par séance. Ces dossiers contiennent généralement : correspondance, comptes-rendus, ordre du jour, rapports et discussions des projets de décret, textes des projets de décret, listes de présence, etc. On peut également y trouver les documents préparatoires à la séance suivante et les rapports du Conseil Colonial relatifs à la séance précédente. Certaines questions sont traitées durant plusieurs séances.
- 13-14. Année 1908. 2 chemises
13. 10 décembre 1908.
Contient entre autres : règlement d'ordre intérieur.
14. 28 décembre 1908.
Contient entre autres : vente et location de terres ; carte de l'État indépendant du Congo.
- 15-24. Année 1909. 10 chemises
15. 23 janvier 1909.
Contient entre autres : contingent de la Force publique pour 1909 ; contingent de travailleurs à recruter pour cause d'utilité publique ; importation et vente d'armes, munitions et poudre.
16. 30 janvier 1909.
17. 6 février 1909.
18. 20 février 1909.
Contient entre autres : création d'une monnaie de billon.
19. 13 mars 1909.
20. 17 avril 1909.
Contient entre autres : formule exécutoire des jugements et arrêts rendus par les juridictions judiciaires du Congo belge.
21. 11 mai 1909.
Contient entre autres : serment à prêter par les juges, officiers du Ministère public et greffiers du Congo belge.
22. 20 novembre 1909.
Contient entre autres : obligation de plantation d'arbres ou de lianes à latex à quiconque récolte le caoutchouc dans les forêts et terres domaniales ; projet de décret réduisant la taxe relative aux coupes de bois pour les bateaux à vapeur.
23. 27 novembre 1909.
24. 4 décembre 1909.
Contient entre autres : durée du service des travailleurs recrutés pour des travaux d'utilité publique.
- 25-51. Année 1910. 27 chemises
25. 22 janvier 1910.
26. 5 février 1910.
Contient entre autres : convention CSK-Société foncière agricole et pastorale du Congo (concession minière) ; formalités d'enregistrement de l'ivoire.
27. 12 février 1910.
Contient entre autres : convention CSK-colonel Thys et consorts ; frappe d'une monnaie de billon ; règlement d'ordre intérieur.
28. 19 février 1910.
Contient entre autres : immigration.

29. 26 février 1910.
Contient entre autres : délais dans les déclarations de naissance ou décès ; dette publique ; impositions personnelles.
30. 5 mars 1910.
Contient entre autres : patente des trafiquants.
31. 12 mars 1910.
Contient entre autres : fin de l'exploitation en régie des produits végétaux du domaine (avec carte) ; remplacement de la taxe et redevance domaniale sur le caoutchouc par un impôt général unique ; retrait des attributions du pouvoir exécutif consenties au CSK.
32. 14 mars 1910.
33. 19 mars 1910.
Contient entre autres : pension civique pour les agents de l'AIA, de l'ÉIC et du CSK ; pensions de retraite des fonctionnaires civils et militaires de la Colonie ; attribution de terres à la Congrégation du Cœur immaculé de Marie (Scheutistes) à Kisu et à la Mission de Mill-Hill à Bokakata (avec cartes).
34. 9 avril 1910.
35. 18 avril 1910.
Contient entre autres : chefferies et sous-chefferies indigènes ; impôt indigène.
36. 19 avril 1910.
37. 22 avril 1910.
38. 26 avril 1910.
Contient entre autres : pension de retraite aux veuves et orphelins des agents de la Colonie décédés par suite de blessures ou accidents en fonction.
39. 29 avril 1910.
Contient entre autres : impôt indigène.
40. 17 juin 1910.
Contient entre autres : installation d'un tribunal d'appel au Katanga ; réglementation relative au droit de résidence.
41. 2 juillet 1910.
Contient entre autres : droits de chasse et de pêche ; organisation judiciaire.
42. 8 juillet 1910.
43. 16 juillet 1910.
Contient entre autres : fabrication et commerce de denrées alimentaires ; contrat de louage des services et recrutement des travailleurs indigènes.
44. 23 juillet 1910.
Contient entre autres : emploi du système métrique décimal des poids et mesures.
45. 30 juillet 1910.
46. 29 octobre 1910.
Contient entre autres : concession de terres pour le transport et la vente de pétrole.
47. 12 novembre 1910.
Contient entre autres : conventions CSK-Greiner, Moyaux et consorts, CSK-Jules Mahillon, CSK-Nagelmackers et fils (exploitation minière) ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1911 ; usage des pavillons étrangers.
48. 19 novembre 1910.
49. 17 décembre 1910.
Contient entre autres : concession de terres à la mission trappiste de Bokuma, en remplacement de terres à Paku ; majorité et tutelle sur les enfants indigènes ; convention CSK-Groupe Thiery et Briart (exploitation minière).
50. 24 décembre 1910.
Contient entre autres : répression de l'adultération du caoutchouc ; cession de terres à la *Foreign Christian Missionary Society*.

51. 30 décembre 1910.
Contient entre autres : recherche et exploitation de mines au Katanga.
- 52-71. Année 1911. 20 chemises
52. 7 janvier 1911.
53. 14 janvier 1911.
54. 21 janvier 1911.
55. 28 janvier 1911.
56. 11 février 1911.
57. 13 mars 1911.
Contient entre autres : convention Colonie-*Lever Brothers Limited* de Port
Sunlight/Société anonyme des Huileries du Congo belge.
58. 20 mars 1911.
59. 25 mars 1911.
Contient entre autres : convention CSK-groupe Van Gele, Daenen et Lambotte
(exploitation minière)
60. 1^{er} avril 1911.
Contient entre autres : convention Colonie-*Lever Brothers Limited*/Société anonyme
des Huileries du Congo belge.
61. 10 juin 1911.
Contient entre autres : convention CSK-Groupe de Bary et consorts ; autorisation
donnée à la Banque du Congo belge d'émettre des billets.
62. 17 juin 1911.
63. 3 juillet 1911.
Contient entre autres : convention Colonie-ABIR et Société anversoise du commerce
au Congo.
64. 8 juillet 1911.
65. 15 juillet 1911.
66. 4 novembre 1911.
Contient entre autres : permis spéciaux pour recherches minières ; cession de terres à
la *Foreign Christian Missionary Society* à Monieka (avec carte) ; convention CSK-
Compagnie foncière, agricole et pastorale du Congo.
67. 11 novembre 1911.
68. 25 novembre 1911.
Contient entre autres : contingent à recruter pour la Force publique pour l'année
1912.
69. 9 décembre 1911.
70. 16 décembre 1911.
Contient entre autres : législation sur les armes à feu.
71. 23 décembre 1911.
- 72-91. Année 1912. 20 chemises
72. 13 janvier 1912.
Contient entre autres : permis spéciaux pour recherches minières ; contrat de louage
de services et de recrutement de travailleurs.
73. 20 janvier 1912.
Contient entre autres : délai pour l'introduction des demandes de pensions civiques.
74. 3 février 1912.
75. 9 mars 1912.
Contient entre autres : convention Colonie-Vanden Berghe (exploitation puissance
hydraulique/hydro-électrique de cours d'eau).

76. 16 mars 1912.
Contient entre autres : cessions et concessions CSK ; vente de terrain à Yuli à la Congo Balolo Mission.
77. 20 avril 1912.
Contient entre autres : délivrance de permis spéciaux pour recherches minières ; Convention de Genève relative au sort des blessés et malades en temps de guerre ; régime des sociétés civiles à but lucratif ; titre relatif aux biens et aux différentes modifications de la propriété ajouté au Code civil ; réorganisation de la justice.
78. 27 avril 1912.
79. 18 mai 1912.
Contient entre autres : convention Colonie-Société internationale forestière et minière du Congo (concession de mines et terres, avec carte)
80. 25 mai 1912.
Contient entre autres : convention CSK-*Deutsche Bank* ; convention CSK-Groupe Benard, Jarislowsky, Comptoir national d'escompte de Paris et Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France.
81. 1^{er} juin 1912.
82. 8 juin 1912.
Contient entre autres : modification du ressort des tribunaux de 1^{ère} instance et d'appel.
83. 15 juin 1912.
Contient entre autres : coupe de bois dans les forêts domaniales.
84. 22 juin 1912.
Contient entre autres : concessions et cessions de terres au Gouverneur général à Boma ; contrat Colonie-*Nieuwe Afrikaansche Handels Vennootschap* (concessions de terrains).
85. 6 juillet 1912.
Contient entre autres : adoption de la législation coloniale à la nouvelle organisation territoriale ; règlement disciplinaire pour les fonctionnaires et agents de la Force publique.
86. 13 juillet 1912.
Contient entre autres : nouveau titre du Code civil « des biens et des différentes modifications de la propriété ».
87. 20 juillet 1912.
Contient entre autres : livre de commerce ; statut des fonctionnaires de l'ordre judiciaire ; pensions des fonctionnaires et agents de la Colonie ; prévention des disettes de vivres au Katanga.
88. 27 juillet 1912.
89. 23 novembre 1912.
Contient entre autres : délivrance de permis spéciaux pour recherches minières ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1913.
90. 30 novembre 1912.
Contient entre autres : emploi du système métrique décimal des poids et mesures.
91. 22 décembre 1912.
Contient entre autres : délivrance de permis spéciaux pour recherches minières.
- 92-109. Année 1913. 18 chemises
92. 1^{er} février 1913.
Contient entre autres : attribution à la Congrégation du Coeur immaculé de Marie (Scheutistes) de divers lots de terres à Vaku, Bokoro, Busu-Modanda et Boyange (avec cartes) ; droits *ad valorem*.
93. 8 février 1913.
Contient entre autres : convention Colonie-Theo Kassner (exploitation du bois).

94. 22 février 1913.
Contient entre autres : répression des infractions commises par les capitaines de navire en matière d'abordage, d'assistance et de sauvetage maritimes.
95. 15 février 1913.
Contient entre autres : commerçants et preuve d'engagement de commerciaux ; nouveau titre du Code civil « Des biens et des différentes modifications de la propriété » ; enregistrement de l'ivoire.
96. 12 avril 1913.
Contient entre autres : attribution à la Mission des Rédemptoristes de divers lots de terres à Sona Bata et Thysville (avec cartes) ; attribution à l'*American Baptist Foreign Missionary Society* de terrains à Tondo (avec carte) ; enregistrement de l'ivoire.
97. 3 mai 1913.
Contient entre autres : constatation et répression d'infractions de louage d'ouvrage ; police des établissements dangereux, insalubres ou incommodes ; législation relative aux poudres ordinaires, substances explosives et engins meurtriers agissant par explosion ; recherche et exploitation de mines au Katanga.
98. 24 mai 1913.
Contient entre autres : modification de l'article 98 du Code pénal (peine de mort).
99. 14 juin 1913.
Contient entre autres : délivrance de permis spéciaux pour recherches minières au Katanga ; convention CSK-Société anversoise pour la recherche des mines au Katanga ; nouveau titre du Code civil « Des biens et des différentes modifications de la propriété » ; commerçants et preuve d'engagements des commerciaux.
100. 21 juin 1913.
Contient entre autres : organisation judiciaire et compétences des tribunaux.
101. 28 juin 1913.
102. 5 juillet 1913.
103. 12 juillet 1913.
Contient entre autres : réduction des taxes sur le caoutchouc ; octroi de concession hydro-électrique.
104. 26 juillet 1913.
Contient entre autres : détention, vente et cession de boissons distillées.
105. 30 août 1913.
Contient entre autres : droit de sortie et taxes sur le caoutchouc.
106. 18 octobre 1913.
Contient entre autres : réduction de divers droits d'entrée ; attribution de terres à la Compagnie de Jésus à Wombali et à la Congrégation des missionnaires de Scheut de divers lots de terres à Ibeke Gembo et Baya (avec cartes).
107. 29 novembre 1913.
Contient entre autres : réduction de divers droits d'entrée ; attribution de lots de terres à la Congrégation des missionnaires de Scheut et à la Compagnie de Jésus ; délivrance de permis spéciaux pour recherches minières ; convention Colonie-Société Kreglinger (culture des arachides ou autres graines oléagineuses, maïs ou autres céréales) ; convention Colonie-The *African Silk Corporation Limited* (culture de vers à soie sauvage).
108. 13 décembre 1913.
109. 20 décembre 1913.
Contient entre autres : contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1914.
- 110-123. Année 1914. 14 chemises
110. 10 janvier 1914.
Contient entre autres : suppression des droits d'entrée pour les engrais chimiques

- organiques ; convention Colonie-Compagnie du Kasaï (exploitation minière, avec carte).
111. 21 février 1914.
Contient entre autres : convention Colonie-Alfred Jordan (concession de terres et exploitation minière) ; interdiction d'exportation de caoutchoucs frelatés et impurs ; délivrance de permis spéciaux pour recherches minières au Katanga ; attribution de terrains à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Luebo (avec carte).
112. 7 mars 1914.
Contient entre autres : Compagnie du Kasaï ; recherche minière au Katanga ; American Presbyterian Congo Mission ; exportation du caoutchouc.
113. 14 mars 1914.
Contient entre autres : Compagnie du Kasaï ; exportation du caoutchouc.
114. 28 mars 1914.
Contient entre autres : octroi de permis spéciaux pour recherches minières ; octroi CKSK (concessions de terres) ; cession de terres à la Mission des Pères capucins à Banzville (avec carte) ; définition du nouveau régime des entrepôts de douane.
115. 2 mai 1914.
116. 9 mai 1914.
Contient entre autres : suppression des droits de sortie des arachides, huile de palme, noix palmistes, sésame et café ; prorogation du droit exclusif de recherches minières accordé à certaines sociétés.
117. 23 mai 1914.
Contient entre autres : octroi de terres à la Congrégation des missionnaires de Scheut à Boyange et à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Kabula (avec cartes).
118. 6 juin 1914.
Contient entre autres : répression de l'adultère et de la bigamie ; impôt indigène.
119. 13 juin 1914.
Contient entre autres : impôt indigène ; législation sur les sociétés civiles et sociétés commerciales.
120. 20 juin 1914.
Contient entre autres : législation relative aux sociétés civiles et aux sociétés commerciales ; impôt indigène.
121. 4 juillet 1914.
Contient entre autres : impôt indigène.
122. 11 juillet 1914.
Contient entre autres : législation minière du Katanga.
123. 25 juillet 1914.
Contient entre autres : réorganisation de la Force publique ; modification du Code civil (contrats et obligations conventionnelles).
- 124-136. Année 1919. 13 chemises
124. 8 mars 1919.
Contient entre autres : contingent pour la Force publique pour l'année 1919 ; organisation judiciaire ; rédaction des actes de décès des individus morts pour la patrie ; réhabilitation.
125. 21 mars 1919.
Contient entre autres : réorganisation de la Force publique ; statut des magistrats.
126. 29 mars 1919.
127. 12 avril 1919.
Contient entre autres : paiement et arrérages des pensions civiques et pensions des fonctionnaires et agents de la Colonie.
128. 7 juin 1919.
Contient entre autres : prix maximum d'achat des noix palmistes et huile de palme ; police judiciaire.

129. 21 juin 1919.
Contient entre autres : prix d'achat noix palmistes et huile de palme ; police judiciaire.
130. 2 août 1919.
Contient entre autres : recensement des indigènes ; délai pour le choix des terres de la *Nieuwe Afrikaansche Handelsvennootschap*.
131. 23 août 1919.
Contient entre autres : organisation judiciaire ; commissionnaires et transporteurs ; modification de conventions conclues avec la Compagnie du Kasai et la Société internationale forestière et minière du Congo ; convention CSK-Groupe Société générale de Belgique (recherche et exploitation du diamant).
132. 4 octobre 1919.
Contient entre autres : délais pour les conventions minières ; convention Colonie-Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga (avec statuts et carte des concessions minières) ; convention Colonie-Van Lancker.
133. 8 novembre 1919.
Contient entre autres : convention minières avec Diehl et Van Bredael, docteur Carré, Goldschmidt, Demoulin, le Comptoir commercial congolais, la Compagnie du Kasai et la Société géologique et minière des ingénieurs et des industriels belges (avec carte).
134. 6 décembre 1919.
Contient entre autres : ordonnance-loi pour le Katanga réprimant les atteintes à la liberté du travail ; convention Colonie-Van Lancker ; conventions minières ; commissionnaires et transporteurs ; convention Colonie-Belgika (cession de terres) ; personnalité juridique du Service des transports fluviaux sur le Haut-Congo.
135. 13 décembre 1919.
Contient entre autres : gage du fonds de commerce, escompte et nantissement de la facture ; signification des jugements ; convention Colonie-Maere et Mouton ; cessions et concessions de terrains au Katanga ; contingent pour la Force publique pour l'année 1920.
136. 20 décembre 1919.
- 137-153. Année 1920. 17 chemises
137. 3 janvier 1920.
Contient entre autres : conventions Colonie-*Lever Brothers Limited* et Kreglinger ; titre II du Code civil « Des biens et des différentes modifications de la propriété » ; opposition, appel et frais ; placement sous le régime du décret du 16 avril 1919 de certaines concessions minières consenties par le CSK.
138. 12 janvier 1920.
Contient entre autres : heure légale.
139. 31 janvier 1920.
Contient entre autres : statuts de la Compagnie cotonnière congolaise ; juges de police ; exécution de jugements répressifs prononcés contre des indigènes ; procédure en cas d'infractions peu graves commises par des non indigènes ; intervention du Ministère public devant les tribunaux en matière civile et commerciale.
140. 6 mars 1920.
Contient entre autres : convention Colonie-Versluys ; convention Colonie-Société Omnium africain ; lettre de change, billet à ordre et protêts.
141. 13 mars 1920.
Contient entre autres : convention CSK-Société minière congolaise ; CSK-Brigode et Eiffé (cession de forêts) ; convention Colonie-Cito et Vandertaelen.
142. 20 mars 1920.
Ce dossier est manquant.

143. 31 mars 1920.
Ce dossier est manquant.
144. 15 avril 1920.
Ce dossier est manquant.
145. 24 avril 1920.
Contient entre autres : interdiction d'introduire des graines de cotonniers ; culture du coton.
146. 8 mai 1920.
Contient entre autres : demande de retrait de l'arrêté-loi du 15 septembre 1915 ; demande de création de bourses du travail à Boma ; relèvement des tarifs de la Compagnie du Chemin de fer du Congo ; prolongation de la durée du droit d'achat des terrains de l'*American Congo Company* ; commission spéciale pour l'examen des conventions accordant des concessions de terres ; lettre de change.
147. 22 mai 1920.
Contient entre autres : révision de l'article 22 de la Loi coloniale ; permis spéciaux pour recherches minières délivrés par le CSK.
148. 5 juin 1920.
Contient entre autres : emphytéose et superficie.
149. 12 juin 1920.
150. 26 juin 1920.
Contient entre autres : frais de justice en matière non contentieuse ; pensions servies par le Trésor colonial ; ventes publiques de biens immobiliers ou mobiliers ; remboursement de frais d'entretien et rapatriement d'indigents non originaires du Congo ou des colonies voisines ; occupations militaires.
151. 3 juillet 1920.
152. 17 juillet 1920.
Contient entre autres : convention Colonie-Société Omnium africain ; cession à la Banque de Bruxelles de plantations et terres d'extension ; cession à La Belgika des usines à riz de l'État à Stanleyville et Kindu ; convention Colonie-Oudenne, Grauwet, Bonnevie et consorts (droit de superficie sur des terres et marais à papyrus) ; convention Colonie-Brigode et Eiffé (droit d'emphytéose sur des terres boisées) ; organisation postale.
153. 17 décembre 1920.
Contient entre autres : émission de billets par la Banque du Congo ; combat contre la tuberculose humaine ; contingent pour la Force publique pour l'année 1921.
- 154-169. Année 1921. 16 chemises
154. 8 janvier 1921.
Contient entre autres : traitement des magistrats ; menace de grève.
155. 22 janvier 1921.
Contient entre autres : justice militaire ; droit de timbre ; armes empoisonnées ; convention Colonie-Clymans (concession de terres de culture à Kale) ; convention Colonie-Société internationale forestière et minière du Congo (cession de la station agricole de l'État à Ganda-Sundi) ; pensions des fonctionnaires et agents de la Colonie.
156. 29 janvier 1921.
157. 5 février 1921.
Contient entre autres : cessions et concessions de terres ; convention Colonie-Puck-Chaudoir (concession de mines entre le Kwango et la Wamba, avec carte) ; convention Colonie-Pierret (concession de terres) ; conventions CSK-Société belge industrielle et minière du Katanga, Société anversoise pour la recherche des mines au Katanga et groupe Société Renard frères, Comptoir national d'Escompte de Paris et Société générale pour favoriser le développement du commerce et de l'industrie en France ; statut des associations de fonctionnaires et agents civils de la Colonie.
158. 19 février 1921.

159. 5 mars 1921.
160. 12 mars 1921.
Contient entre autres : statut des magistrats ; code de discipline pour la navigation fluviale au Congo ; prolongation de délai de constitution de la société d'exploitation des marais à papyrus concédés au Katanga et société d'exploitation des forêts ; délivrance de permis spéciaux pour recherches minières au Katanga.
161. 16 avril 1921.
Contient entre autres : convention Congo-Kasaï-Baron de T'Serclaes (cession de terrain) ; réglementation sur la recherche de mines au Katanga ; hygiène et sécurité des travailleurs ; pension de retraite à Henry, Gouverneur général honoraire ; compétence du Conseil supérieur siégeant comme Cour de cassation.
162. 28 mai 1921.
Contient entre autres : obligation d'examen pour les magistrats à titre provisoire ; vente de la station de Bokala et cession de terres d'extension ; convention Colonie-*American Congo Company* (renonciation aux accords du 5 novembre 1906 en échange de la concession de nouvelles terres et mines) ; suppression des droits d'entrée sur certains médicaments ; culture, achat et égrenage du coton.
163. 4 juin 1921.
Contient entre autres : règlement disciplinaire spécial pour les officiers et sous-officiers de la Force publique ; cession de la ferme de Nyangwe à la Compagnie cotonnière congolaise.
164. 27 juillet 1921.
Contient entre autres : contrat de louage de service ; vente de la station agricole de Kitobola à la Société anonyme des plantations et élevages de Kitobola ; interdiction de recherches minières dans deux zones au Katanga ; recherche et exploitation de mines au Katanga ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières ; rémunérations illicites.
165. 8 octobre 1921.
Contient entre autres : décret sur les sociétés commerciales ; convention CSK-Union minière du Haut-Katanga.
166. 22 octobre 1921.
167. 5 novembre 1921.
Contient entre autres : convention Colonie-CSK (terrains de la Kalule-Sud).
168. 26 novembre 1921.
Contient entre autres : dépôts de dessins et modèles industriels ; cession à l'Ordre de Saint-Benoît de terrains au Katanga (avec carte de la région de Kansenia) ; recherche de mines au Katanga ; délivrance de permis spéciaux pour recherches minières au Katanga.
169. 10 décembre 1921.
Contient entre autres : contingent pour la Force publique pour l'année 1922.
- 170-187. Année 1922. 18 chemises
170. 28 janvier 1922.
Contient entre autres : restriction à l'exportation de bouteilles vides (Katanga) ; délivrance par le représentant du CSK de permis spéciaux pour recherches minières ; suppression du droit d'interjeter un second appel en matière civile et commerciale ; contrat de travail.
171. 11 février 1922.
Contient entre autres : privilèges et hypothèques ; convention Colonie-Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains.
172. 18 février 1922.
173. 4 mars 1922.
Contient entre autres : convention Colonie-Compagnie du Chemin de fer du Congo ; conventions matrimoniales des commerçants.

174. 18 mars 1922.
Contient entre autres : interdiction de nouvelles recherches minières le long de la rivière Lufira (avec carte) ; concessions et cessions de terres ; convention Colonie-Compagnie du Congo belge (avec cartes).
175. 1^{er} avril 1922.
176. 8 avril 1922.
Contient entre autres : pouvoir d'authentifier les notes destinées à servir de base à une inscription dans les registres fonciers ; convention Colonie-Pères de la Compagnie de Jésus (concession du droit de pâture pour bestiaux).
177. 25 avril 1922.
Contient entre autres : renouvellement des droits de recherches minières (région au sud du 5° parallèle) ; délai accordé à Pierret dans le choix de terres au Mayumbe.
178. 29 avril 1922.
179. 20 mai 1922.
180. 8 juillet 1922.
Contient entre autres : force libératoire des monnaies de nickel et de cuivre ; suppression des réserves forestières dans les forêts domaniales non louées ou concédées ; convention avec Bellefroid ; convention avec Banque de Bruxelles ; émigration des indigènes du Congo ; réquisitions civiles ; impôt indigène.
181. 15 juillet 1922.
182. 22 juillet 1922.
Contient entre autres : occupation illégale des terres ; admission de personnes dites indigènes provenant de l'Afrique équatoriale française ; presse ; police de l'immigration ; cession de terres à la Mission des rédemptoristes à Kinshasa, Songololo et Kolo et à la Congrégation des chanoinesses-missionnaires belges de Saint-Augustin à Kolo (avec cartes) ; taux des peines ; frais de justice en matière non contentieuse ; cessions et concessions de terres CSK ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières ; convention Colonie-Les Palmeraies congolaises (concession de terres à Kumba, Makengo, Île Esumba, Île Sumba et Bokala, avec cartes) ; circulation des personnes d'origine africaine.
183. 29 juillet 1922.
184. 28 octobre 1922.
Contient entre autres : contingent pour la Force publique pour l'année 1923 ; circulation des personnes d'origine africaine ; convention Colonie-Les Palmeraies congolaises ; concession de terres à Baud'huin (région Inzia-Lukula) ; concession de terres à la Compagnie du Kasai.
185. 20 novembre 1922.
Contient entre autres : réquisitions civiles ; districts urbains.
186. 2 décembre 1922.
Contient entre autres : districts urbains ; concessions de terres et contrats d'échanges.
187. 16 décembre 1922.
Contient entre autres : droit de sortie de 10 % sur l'ivoire ; permis spéciaux pour recherches minières délivrés par le CSK ; modification de la convention CSK-Groupe Société générale de Belgique.
- 188-201. Année 1923. 14 chemises
188. 20 janvier 1923.
Contient entre autres : transfert du siège du Tribunal d'Appel de Boma à Léopoldville ; chefferies indigènes ; certificats d'enregistrement et hypothèques.
189. 27 janvier 1923.
Contient entre autres : convention Colonie-Syndicat d'études et d'entreprises au Congo (concession de forêts, (avec carte) Lukolela).

190. 24 février 1923.
Contient entre autres : warrants ; combat contre les maladies vénériennes ; chèques non provisionnés et autres effets tirés sans droit.
191. 3 mars 1923.
Contient entre autres : baignage des bovidés.
192. 24 mars 1923.
Contient entre autres : concession de gisement de minerais radioactifs à l'Union minière du Haut-Katanga ; traitement des magistrats, organisation judiciaire et compétences.
193. 2 juin 1923.
Contient entre autres : barème pour les droits de sortie ; interdiction d'abatage des animaux domestiques ; cessions et concessions de terres par les autorités locales ; conventions Colonie-Compagnie du Chemin de Fer du Congo (aménagement Thysville).
194. 16 juin 1923.
Contient entre autres : liquidation des biens allemands ; renouvellement des permis spéciaux de recherches minières par les représentants du CSK.
195. 30 juin 1923.
Contient entre autres : procédure répressive ; procédure civile.
196. 28 juillet 1923.
Contient entre autres : législation minière au Katanga ; pension d'invalidité et pension de retraite ; convention relative à la constitution de la Société nationale de Chemins de fer vicinaux du Congo.
197. 27 octobre 1923.
Contient entre autres : contingent pour la Force publique pour l'année 1924 ; cession de terres aux Jésuites à Bokala, Kisantu, Ipamu, Kingushi, Gingungi, Mokambo, Ngidinga, Bandundu et Kikwit ; convention Colonie-Compagnie du Kasai (terres dans les districts du Kasai et du Kwango).
198. 3 novembre 1923.
Contient entre autres : tarif des droits d'entrée et perception de droits *ad valorem*.
199. 10 novembre 1923.
Contient entre autres : cessions et concessions de terres (autorités locales) ; concession de terres à la Société Palma au Mayumbe ; concession gratuite de terres aux fonctionnaires méritants ; convention Colonie-Groupe Delleur ; code pénal.
200. 1^{er} décembre 1923.
201. 15 décembre 1923.
Contient entre autres : pouvoir de juridiction du Conseil supérieur en tant que Cour d'appel ; interdiction de recherches minières le long de la Lufira.
- 202-210. Année 1924. 9 chemises
202. 19 janvier 1924.
Contient entre autres : police des zones minières pour l'exploitation des substances précieuses ; délivrance par le représentant du CSK de permis spéciaux pour recherches minières ; convention CSK-Compagnie foncière du Katanga (avec statuts et rapports du Conseil d'administration) ; convention CSK-Société industrielle et minière du Katanga (concession de terres).
203. 15 mars 1924.
Contient entre autres : concession de gisement de calcaire à la Société industrielle et minière du Katanga.
204. 5 avril 1924.
Contient entre autres : police des zones minières pour l'exploitation des substances précieuses ; convention CSK-Société commerciale et minière du Katanga ; cessions et concessions de terres (autorités locales) ; droits de sortie des peaux de mouton.
205. 24 mai 1924.
Contient entre autres : cessions et concessions de terres (autorités locales) ; statut

- des magistrats ; pension des magistrats : création de la Caisse du portefeuille du Congo ; délivrance et renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières par le représentant du CSK.
206. 28 juin 1924.
Contient entre autres : classement de la pneumonie infectieuse du porc et rouget parmi les maladies réputées contagieuses épizootiques ; établissement et exploitation de postes radiotélégraphiques et radiotéléphoniques ; prorogation des concessions de mines (avec carte) ; concessions de terres aux Scheutistes à Kangu, Vaku-Kese, Bavu, Mokoasa, Lusambo, Katako-Kombe, Katende (Mokadi), Tshumbe, Fundji, Bena-Dibele, Demba, Luebo, Mai Munene, Bakondo, Tshibalabala, Bokoro, Inongo, Irebu, Boyange, Lisala, Ebonda, Bumba, Yangoma-Elisabetha, Tshilongo, aux Chanoinesses missionnaires de Saint-Augustin à Boyange et aux Jésuites à Bao et Kunzulu (avec cartes).
207. 19 juillet 1924.
Contient entre autres : concession de terres à diverses congrégations religieuses ; acquisition de la concession minière de Whiteley par la Société internationale forestière et minière du Congo (avec carte) ; concession à la Société générale de Belgique ; cessions et concessions de terres (autorités locales) ; exercice de l'art de guérir.
208. 26 juillet 1924.
Contient entre autres : importation de marchandises par le port de Matadi et leur expédition par la voie ferrée de Matadi-Léopoldville ; droits de recherches minières pour la Société internationale forestière et minière du Congo (avec carte).
209. 6 décembre 1924.
Contient entre autres : traitement de magistrats ; contingent pour la Force publique pour l'année 1925 ; exercice de l'art de guérir ; concession minière à Gillain, Van Gele et Lothaire (avec carte).
210. 20 décembre 1924.
Contient entre autres : cession de terres à la Société des missions d'Afrique (Pères blancs) à Logo-Mahagi, Kilo, Fataki, Sembeliabo, Bunia, Rutshuru, Karambi, Kinyamahura, Tanda, Bunagana, Cheya, Lusikamansi, Kisiza, Kabati, Rugari, Kikeri, Kibati, Kibumba, Lukonga, Mulengera, Bwitereke, Katana, Irondobyuhu et Nya-Gezi, à la Compagnie de Jésus à Kilembe, Kikwit, Djuma et Goa, aux Scheutistes à Kutu, Mushie, Nouvelle-Anvers et Dekesha (avec cartes).
- 211-223. Année 1925. 13 chemises
211. 17 janvier 1925.
Contient entre autres : cessions et concessions de terres (autorités locales) ; concession de terres rurales à la Société agricole du Mayumbe ; règlement disciplinaire spécifique aux officiers et sous-officiers de la Force publique ; interdiction d'emploi de porteurs dans certaines régions.
212. 7 mars 1925.
Contient entre autres : concession minière à la Société intertropicale-Comfina ; réglementation pour l'exportation du copal ; cession de terres à la *Disciples of Christ Congo Mission* à Bolenge et Boende (avec cartes) ; pension de Tombeur.
213. 16 mars 1925.
Contient entre autres : statuts UNATRA et convention UNATRA-Colonie.
214. 21 mars 1925.
215. 28 mars 1925.
Contient entre autres : cessions et concessions de terres (autorités locales) ; convention Colonie-Compagnie des produits du Congo ; réserve pour la faune et la flore au Parc national Albert ; pêche à la baleine.
216. 27 juin 1925.
Contient entre autres : vente de la station agricole de Zambi ; importation de marchandises par le port de Matadi et leur réexpédition par la voie ferrée Matadi-Léopoldville ; délivrance de permis spéciaux pour recherches minières (représentant

- du CSK) ; convention CSK-Jacobs et Rollnick (rive gauche de la rivière Lubilash, avec carte) ; convention Colonie-Compagnie du Kasai (e.a. Sanga-Sanga et Leverville, avec carte).
217. 18 juillet 1925.
Contient entre autres : majoration des amendes pénales ; quartiers distincts pour les européens et non-européens dans les centres urbains ; cessions et concessions de terres (autorités locales et CSK) ; droits de recherches minières Puck-Chaudoir ; cession de terres à l'ordre de Saint-Benoît pour la cathédrale d'Élisabethville ; délivrance de permis spéciaux pour recherches minières.
218. 25 juillet 1925.
219. 7 novembre 1925.
Contient entre autres : cession d'un terrain à Tshikapa à la Société internationale forestière et minière (construction d'un hôpital) ; trafiquants ambulants de couleur ; concordat préventif de la faillite ; contrat d'apprentissage ; convention Colonie-Compagnie du Kasai.
220. 28 novembre 1925.
Contient entre autres : contingent de la Force publique pour l'année 1926 ; droits d'entrée ; taux des droits de sortie ; taxe sur la consommation de boissons alcooliques ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières (représentant du CSK).
221. 5 décembre 1925.
Contient entre autres : quartiers distincts pour les européens et non-européens dans les centres urbains ; police sanitaire des animaux domestiques ; taux de l'impôt indigène ; cession d'un terrain à Charlesville (construction d'un hôpital) ; cession de terrains domaniaux à la Société des missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Soa, Mohanga, Kishuwet, Djugu et Umangi ; enregistrement de l'ivoire.
222. 19 décembre 1925.
Contient entre autres : cession de terres à la *Congo Balolo Mission* à Lulonga, Ikau et Baringa, à l'*American Baptist Foreign Mission Society* à Vanga et Tondo, à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Ligasa, à la *Congo Inland Mission* à Kapata et à la *Disciples of Christ Congo Mission* à Bala Lotumbe (avec cartes) ; régimes des licences d'importation de marchandises par le port de Matadi ; régime de l'ivoire ; apprentissage ; convention Colonie-Rhodus-Deby à Léopoldville (avec carte).
223. 24 décembre 1925.
Contient entre autres : régime de l'ivoire ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières ; concession CSK (élevage de gros bétail).
- 224-241. Année 1926. 18 chemises
224. 9 janvier 1926.
Contient entre autres : statut des magistrats ; compétence répressive ; procédure pénale ; concession minière à la société Belgika ; cessions et concessions de terres (autorités locales).
225. 23 janvier 1926.
Contient entre autres : juridictions indigènes.
226. 13 février 1926.
Contient entre autres : régime des licences d'importation de marchandises par le port de Matadi ; droits exclusifs de recherches minières aux Société minière du Kasai et Société minière du Luebo ; opérations d'enregistrement en matière foncière ; cessions et concessions de terres (autorités locales, Congo-Kasai et Province Orientale).
227. 27 février 1926.
Contient entre autres : constitution de la Société des Mines d'or de Kilo-Moto ; décret accordant des concessions minières ; mesures à prendre dans le trafic du bois de chauffage destiné aux bateaux à vapeur ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières (représentant du CSK, avec carte).

228. 27 mars 1926.
Contient entre autres : droits à percevoir pour les opérations d'enregistrement en matière foncière ; juridictions indigènes ; interdiction d'exportation de certains vivres frais au Katanga ; concession de terres à Hallager et Hauzeur (région de Lusangania, avec carte) ; destruction de palmiers Elaeis et extraction, détention, transport et cession de la sève des palmiers.
229. 1^{er} mai 1926.
Contient entre autres : permis spéciaux pour recherches minières par le représentant du CSK ; service des Postes ; taxes sur les permis de port d'armes et la vente d'armes de traite et de munitions aux indigènes ; cession de terres à la *Disciples of Christ Congo Mission* à Monieka, Wema, Bolenge et Belo, à l'*American Baptist Foreign Missionary Society* à Moanza, à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Luebo, à la *Svenska Baptist Missionen* à Ebendela, à l'*Africa Inland Mission* à Dopa, à l'*Heart of Africa Mission* à Ibambi (avec cartes).
230. 29 mai 1926.
Contient entre autres : main-d'œuvre indigène et recensement de la population ; recrutement de travailleurs d'utilité publique pour les travaux du chemin de fer Matadi-Léopoldville et les ports qu'il dessert.
231. 5 juin 1926.
232. 12 juin 1926.
Contient entre autres : droits de chasse (rhinocéros blanc) ; destruction de palmiers Elaeis et extraction, détention, transport et cession de la sève des palmiers ; émigration de personnes dites indigènes hors des territoires du Ruanda-Urundi.
233. 19 juin 1926.
Contient entre autres : mariage ; concession minière pour le Groupe général Tombeur, général Lantonnois Van Rode, colonel Chaltin et colonel Rouling.
234. 26 juin 1926.
Contient entre autres : établissements d'utilité publique ; cessions et concessions de terres (autorités locales et CSK).
235. 3 juillet 1926.
Contient entre autres : instruction dans les écoles du Gouvernement et dans les écoles agréées par celui-ci ; hygiène et salubrité publique.
236. 10 juillet 1926.
Contient entre autres : impôt sur le revenu.
237. 17 juillet 1926.
Contient entre autres : convention Colonie-Société internationale forestière et minière du Congo et Société de colonisation agricole du Mayumbe ; cession de terres aux missions protestantes ; taxes sur les permis de port d'armes et la vente d'armes de traite et de munitions aux indigènes ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières (par représentant du CSK) ; droits de recherches minières pour la Société *American Congo Company*.
238. 24 juillet 1926.
Contient entre autres : cessions et concessions de terres (autorités locales et CSK) ; concession minière Pollet, Hoornaert et Colmant ; convention CSK-Muller et Van Ermingen (concession de terres).
239. 6 novembre 1926.
Contient entre autres : traitement des magistrats ; contingent pour la Force publique pour l'année 1927 ; publication des actes officiels au *Bulletin officiel du Ruanda-Urundi* ; création d'un corps de police administrative indépendante de la Force publique ; concession de terre à Siffer.
240. 20 novembre 1926.
Contient entre autres : accaparement et surenchérissement sur les marchandises ou denrées de consommation de première nécessité ; majoration des amendes pénales ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières par le représentant du

- CSK ; concession de terres à Drousie et à Roumeliotis ; concession à bail à la Compagnie cotonnière congolaise (terrain industriel à Kasongo).
241. 11 décembre 1926.
Contient entre autres : paiement de pensions à charge de la Colonie ; péréquation des pensions civiles et pensions coloniales (ancien régime) ; cession et concessions de terres à Jacobs et Andreiu par le CSK ; convention CSK-Muller et Van Ermingen ; convention Colonie-Société de cultures et d'élevage au Congo belge (fermes de Kambaye et Lulamba, avec carte).
- 242-258. Année 1927. 17 chemises
242. 8 janvier 1927.
Contient entre autres : majoration du taux des amendes pénales.
243. 5 mars 1927.
Contient entre autres : transport de marchandises par le Chemin de fer Matadi-Léopoldville ; traitement des magistrats ; droits de sortie ; convention CSK-Mertens ; convention CSK-Compagnie d'élevage et d'alimentation du Katanga ; concession de terres à la Banque de Bruxelles ; concessions de terres à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Mérode-Salvator, Kinshasa Léopoldville-Est, Léopoldville-Kalina, Luebo, Pangala Zobe et Bena Makima, à la Mission des Pères capucins à Molegbwe et Libenge, aux Pères de la Compagnie de Jésus à Tua et Madimba, à la Congrégation des Dominicains à Doruma, à la Mission catholique des Pères franciscains à Sandoa, à la Mission des Pères croisières au Congo belge à Bondo, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Ponthierville, à l'Association des Sœurs missionnaires du Saint-Coeur de Marie à Bondo, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Kabare-Saint-Joseph (avec cartes) ; cession et saisie des salaires et appointements des ouvriers, artisans et employés non indigènes, au service de sociétés ou de particuliers ; contrat d'échange Province de l'Équateur-Société équatoriale congolaise (Lulonga-Ikelemba).
244. 12 mars 1927.
Contient entre autres : commission des concessions foncières.
245. 18 mars 1927.
Contient entre autres : impôt sur le gros bétail au Ruanda-Urundi ; interdiction d'exportation des monnaies d'or et d'argent ; péréquation des pensions ; convention Colonie-Banque du Congo belge.
246. 19 mars 1927.
Contient entre autres : pensions coloniales ; convention Colonie-Compagnie sucrière congolaise ; convention Congo Kasai-Jules Van Lancker (avec carte) ; convention Colonie-Compagnie du Congo belge ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières par le représentant du CSK ; concession de mines (Société Cominex et groupe Schlugleit, Neef, Lieutenant, Houget, Michiels et Baillieu) ; institution de la Caisse coloniale d'assurance.
247. 2 avril 1927.
Contient entre autres : Pensions coloniales de Fuchs, Henry et Tombeur ; convention Colonie-Société textile africaine ; cession de terres (Scagliosi).
248. 23 avril 1927.
Contient entre autres : création de la Caisse coloniale d'assurance ; délai pour parfaire le choix de terres de pacage (Compagnie de Jésus) ; convention Colonie-Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga ; concessions minières (Groupe Société générale de Belgique, Banque de Bruxelles et Van Santen et Vanden Brock).
249. 30 avril 1927.
250. 10 mai 1927.
251. 10 juin 1927.
Contient entre autres : coupe de bois dans les forêts domaniales ; interdiction de recherches minières dans trois zones au Katanga ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières par le représentant du CSK ; concessions dans

- Ruanda-Urundi au Groupe *East African Trust Limited* et Williams ; convention pour la concession de terre à Maes et Armand ; convention pour la concession de terres de pâturage à la Mission des Rédemptoristes ; extraction du copal.
252. 16 juillet 1927.
Contient entre autres : cession de terres à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Mirambo, Mwana Kusu, Nya Luhwinja, Nia Bangere, Jihorano, Lurala et Kiburule (avec cartes) ; hygiène et salubrité publique ; réserve pour la faune et la flore au Parc national Albert (Ruanda) ; loteries au Congo ; convention Colonie-Société Les Plantations congolaises ; convention Colonie-Société de colonisation agricole au Mayumbe ; cession de terre CSK-Congrégation des Missionnaires de Scheut ; convention Colonie-Gottschalk, Vanderkerken et Wibier ; convention Colonie-Chaudron, de Bournonville et Vleurinckx ; convention Colonie-Demoulin, Fels et Ghewy ; convention Colonie-Société Union minière du Haut-Katanga ; concessions minières au Ruanda-Urundi au groupe Société intertropical-Comfina et Société minière de la Tele.
253. 23 juillet 1927.
Contient entre autres : impôt de capitation au Ruanda-Urundi pour 1927.
254. 6 août 1927.
Contient entre autres : cession de terres aux Missionnaires de Scheut à Umangi, à la Mission des Capucins à Ibondjo, à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Maganga, Yetuta et Yalembe, à l'*Evangelization Society* à Shabunda ; à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Malemba, à la *Disciples of Christ Congo Mission* à Coquilhatville, à l'*Heart of Africa Mission* à Wamba, à la *Svenska Baptist Missionen* à Semendua et Ebendela (avec cartes).
255. 29 octobre 1927.
Contient entre autres : impôt sur le gros bétail Ruanda-Urundi ; interdiction d'exportation sur les monnaies d'or et d'argent ; péréquation des pensions ; accord avec la Banque du Congo belge.
256. 5 novembre 1927.
Contient entre autres : contingent pour la Force publique pour l'année 1928 ; Comité national du Kivu ; convention Colonie-Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains.
257. 19 novembre 1927.
Contient entre autres : mesures préventives contre les disettes de vivres au Ruanda-Urundi ; mesures spéciales de police en matière d'exploitation et de commerce de substances précieuses ; renouvellement et délivrance de permis spéciaux pour recherches minières ; échange de terres avec la Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie ; contrat avec la Compagnie des produits du Congo ; répression du détournement de la main-d'œuvre ; droits d'abatage dans les abattoirs publics ; convention Colonie-Compagnie de Linéa ; cession à la Mission catholique des Franciscains à Kafakumba (avec carte) ; pension des agents civils de couleur.
258. 10 décembre 1927.
Contient entre autres : récolte des produits végétaux dans les terres domaniales ; droit de dépôt des actes de sociétés ; majoration des frais de justice en matière pénale, en matière civile et commerciale et en matière non-contentieuse ; droits de chancellerie ; impôt indigène ; concession minière Delleur (avec deux cartes) ; droit de propriété des dépouilles d'éléphants femelles, non adultes, et de rhinocéros blancs.
- 259-270. Année 1928. 12 chemises
259. 14 janvier 1928.
Contient entre autres : échange de terrains ; interdiction de recherche de mines dans deux zones du Ruanda-Urundi ; cession gratuite à la Mission évangélique de l'Ubangi (terrain à Kala, avec carte).
260. 4 février 1928.
Contient entre autres : extension du régime des licences à tous les ports du Bas-

- Congo ; mesures spéciales de police relatives à l'exploitation et au commerce de substances précieuses ; modification des droits d'entrée ; statut des magistrats ; convention avec Les Palmeraies congolaises ; concession gratuite de terre à l'ancien agent méritant Van Inghelghem.
261. 3 mars 1928.
Contient entre autres : modification du décret constitutif du Comité national du Kivu ; concession d'un terrain rural à la Société minière du Kasai ; concession de terres aux Plantations congolaises (région d'Inkisi, avec carte) ; concession du droit d'emphytéose à Unatra ; permis de circulation pour les trafiquants de couleur.
262. 17 mars 1928.
Contient entre autres : régime des boissons alcooliques ; concession d'un terrain à Léopoldville-Est à Unatra ; convention CSK-Société commerciale et agricole du Tanganyika ; convention CSK, Hubert et Société Katanga-Kivu (avec cartes) ; concession de terres à Andersson Gylden ; concessions minières.
263. 31 mars 1928.
Contient entre autres : statut des magistrats ; immatriculation des indigènes ; adultère et bigamie ; règlement pour les transport et distribution d'énergie électrique ; standardisation des courants électriques.
264. 19 mai 1928.
Contient entre autres : péréquation des pensions des magistrats ; taux de l'impôt de capitation au Ruanda-Urundi ; publication des actes ; police des chemins de fer ; pensions civiques et coloniales ; pension des agents des régies ; droit de pâture pour la Mission des Rédemptoristes région Inkisi-rive gauche ; concession de terres à Allard (région de Pania-Mutombo) ; échange de terrains Colonie-Compagnie du Congo pour le commerce et l'industrie ; conventions Compagnie du Congo belge-concessions de terres au Kwango ; prorogation des concessions minières.
265. 15 juin 1928.
Contient entre autres : transport et distribution de l'énergie électrique ; interdiction de recherche de mines dans la région pétrolifère du Ruanda-Urundi ; personnalité civile pour la Fondation médicale de l'Université de Louvain au Congo ; cession gratuite de terrain à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Upoto, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Luluabourg-Gare, aux Rédemptoristes et à la Compagnie de Jésus ; échange d'un terrain Colonie-Mission de Mill-Hill.
266. 30 juin 1928.
Contient entre autres : tromperie, adultère et bigamie ; traitement des magistrats ; taux de l'impôt personnel ; cession de terrains à la Compagnie du Congo belge ; cession gratuite de terrains à l'*American Presbyterian Congo Mission* et à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Port-Francqui (avec cartes).
267. 20 octobre 1928.
Contient entre autres : contingent de la Force publique pour l'année 1929 ; droits de sortie du bétail ; concession à Boone de 20.000 hectares au Katanga (avec carte) ; convention CSK-Société mercantile anversoise ; contrats d'occupation provisoire CSK-Maurice et Vermeersch ; cession gratuite d'un terrain aux Missionnaires du Sacré-Coeur à Mondombe-Moke (avec carte) ; rétrocession de terrains à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Coquilhatville ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Lazaristes de Biloro à Bikoro ; concession à bail de terrains urbains Unatra à Léopoldville ; convention Province Orientale-Mertens ; concession d'un terrain CSK-Moyaert ; création du Service de chèques et virements postaux.
268. 10 novembre 1928.
Contient entre autres : vente d'un terrain à Matadi à la Société équatoriale congolaise Lulonga-Ikelemba ; cession gratuite d'un terrain à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Boende ; convention Société des Chemins de fer vicinaux du Congo-Société des trains fluviaux au Congo (création) ; convention Colonie-Société anonyme des pétroles au Congo ; convention CSK-Goethals-concession d'un terrain à Shisinka.

269. 1^{er} décembre 1928.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à la Mission catholique des Franciscains à Kanzenze et à la *Disciples of Christ Congo Mission* à Wafania et à Bolenge ; impôt indigène ; convention CSK-Goethals (concession d'un terrain à Kapiri) ; cession de terrains à la Compagnie du Congo belge à Wangata.
270. 15 décembre 1928.
Contient entre autres : cession d'un terrain à la Congrégation israélite du Katanga à Élisabethville ; octroi de concessions minières au Ruanda-Urundi ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Swanga ; concession d'un terrain à l'Intertropical Comfina à Pai-Kongila ; cession gratuite d'un terrain à Baptiste, ancien fonctionnaire méritant ; cession gratuite à la Mission des Révérendes Sœurs de la Charité de Gand à Kimpese.
- 271-279. Année 1929. 9 chemises
271. 25 janvier 1929.
Contient entre autres : statut des magistrats ; cession gratuite à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Wafania ; convention Ruanda-Urundi-Société textile africaine (concession dans la vallée de la Ruzizi, avec carte) ; concession d'un terrain à la Société minière du Bécéka à Lukaie ; convention Colonie-Société des Chemins de fer vicinaux du Congo-Société des trains fluviaux au Congo (création) ; pensions coloniales.
272. 2 mars 1929.
Contient entre autres : pensions Henry et Tombeur ; droit à payer pour le dépôt des actes de sociétés congolaises par actions à responsabilité limitée ; droits d'entrée produits chimiques ; péréquation du traitement des magistrats ; concession d'un terrain boisé à Unatra et Socoma dans le Bas-Congo ; convention CSK-Vermeersch ; convention Colonie-Mission des Rédemptoristes ; convention Colonie-Compagnie du Chemin de fer du Congo (exploitation des ports de Matadi, Ango et Léopoldville) ; convention Colonie-Compagnie du Congo belge.
273. 23 mars 1929.
Contient entre autres : concession minière Coulon dans le Ruanda-Urundi ; convention Colonie-Synkin (concession d'un terrain boisé à Bolombo, avec carte) ; statuts de la Société auxiliaire agricole du Kivu ; cession gratuite d'un terrain à la *Congo Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* à Kabongo.
274. 20 avril 1929.
Contient entre autres : règlement de perception des droits de sortie ; régime des boissons contenant de l'alcool au Ruanda-Urundi ; convention Colonie-Société d'élevage et de culture du Congo belge (cession éventuelle de terres et droit de pâture, avec carte).
275. 24 mai 1929.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : création d'une réserve pour la faune et la flore au Parc national Albert ; taux du cautionnement pour immigrants non pourvus d'un contrat d'emploi ou personnes autorisées à entrer temporairement ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Dominicaines à Niangara, à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Dembe et à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Bumba ; concession Chanic à Léopoldville ; cession de terrains à Maes à Mambuta et Maluku ; conventions CSK-Van Mierlo (concession de terres agricoles dans le territoire de Kanda-Kanda, avec carte) ; convention Colonie-Société anonyme des huileries du Congo belge (cercle Brabanta, avec carte) ; convention Sedec (échange de terrains à Léopoldville) ; convention Ruanda-Urundi-Kreglinger (concession de terres de culture pour le sisal) ; convention Ruanda-Urundi-Platanga (concession de terres dans la région de Rumonge-Nzanza) ; convention CSK-Sacomitra (concession de terres pour l'élevage de gros bétail, avec carte) ; convention Gottschalk et Van Der Keren (concession de terres pour l'élevage de moutons à laine) ; statut des magistrats ; ordonnance-loi déterminant les textes répressifs du Congo belge applicables au Ruanda-Urundi.

276. 28 juin 1929.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : contrat de bail CSK-Lefebvre ; cession de terres à Sedec à Léopoldville ; avortement épizootique ; cession gratuite à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Charlesville et au Lac Léopold II, à la Mission des Franciscains à Dilolo, à la *Conto Balolo Mission* dans le district de Lulonga, à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Bolima, à la Compagnie de Jésus à Kisantu et aux Missionnaires de Mill-Hill dans le district de Lulonga ; contrat de bail de la Compagnie cotonnière congolaise ; bail emphytéotique Colonie-Brasserie de Léopoldville ; concession Combelga ; concession à la Compagnie du Kivu ; concession Sacomintra ; concession à la Compagnie d'élevage et d'alimentation du Katanga ; convention CNKi-divers (création de la Société immobilière pour l'aménagement de centres urbains au Kivu) ; modification d'un article du Livre II du Code pénal de la Colonie.
277. 19 juillet 1929.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Dika ; concession d'un terrain à Combelga à Panga ; concession d'un terrain à la Compagnie du Kivu (kilomètres 12 à 15 de la route Usumbura-Shangugu) ; convention Colonie-Société des Chemins de fer vicinaux du Congo ; taux des pensions dans la Colonie ; taux de l'impôt de capitation pour 1929.
278. 8 novembre 1929.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : cession d'un terrain à Rainieri dans le territoire de Mussonioie ; contrat de vente CSK-Société des ciments du Katanga ; concession du droit de pâture aux Rédemptoristes et à la Congrégation des Frères des écoles chrétiennes (terrains près de Tumba), à la Compagnie de Jésus (terrains sur la rive gauche du Kasai) ; échange de terres avec la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill à Lulonga ; cession gratuite de terrains à la Mission des Franciscains à Kamina ; concession gratuite à Krol, agent méritant ; location d'un terrain à Cotonco ; convention avec l'*American Congo Company* ; échange de terrains Colonie-Unatra ; convention CNKi-Société des Chemins de fer au Kivu (création) ; cession gratuite à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Bakwa-Nzeba ; concession Raemaekers dans le territoire des Cataractes-Sud.
279. 13 décembre 1929.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : contrat de bail d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Lengule ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Senge ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1930 ; prolongation des droits miniers au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; cession gratuite d'un terrain à la Mission catholique des Franciscains à Mobanga et à Lukonzolwa, des Rédemptoristes à Kimpangu, à la *Christian and Missionary Alliance* à Kyonzi, à l'*American Baptist Foreign Mission Society* à Sona-Bata et à l'Association des Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul à Sona-Bata ; concession monseigneur Sak à Kafubu ; droits d'entrée ; cel frauduleux d'objets mobiliers.
- 280-289. Année 1930. 10 chemises
280. 18 janvier 1930.
Contient entre autres : contingent pour la Force publique pour l'année 1930 ; prorogation des droits de recherches minières au Congo belge et Ruanda-Urundi ; cession de terres aux Franciscains à Lukonzolwa, aux Rédemptoristes à Kipangu, à la *Christian and Missionary Alliance* à Kikonzi, à l'*American Baptist Foreign Mission Society* à Sona Bata, à l'Association des filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul à Sona-Bata ; tarif des droits d'entrée ; répression du cel frauduleux d'objets mobiliers ; tarif pour l'asbeste brut et exemption de droits d'entrée ; échange de terrain Colonie-*Christian and Missionary Society* ; cession de terres à la Mission des Capucins à Yakoma et à la *Svenska Mission Forbundet* à Mudimbungu ; concession de terres à Bock, à Bukare ; contrat de bail Colonie-

- Compagnie cotonnière congolaise à Abumombazi ; concession minière Société commerciale d'Outremer/Socoume.
281. 28 février 1930.
Contient entre autres : concession de terre à monseigneur Sak à Kafubu ; convention Colonie-Comité national du Kivu (création de la Société des Chemins de fer au Kivu ; suspension du droit de recherches minières dans le domaine du CSK ; cession de terres à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Basoko ; concession de terres à la société La Lowa à Masamba ; concession de terres à Fassin ; cession de terres à l'Union minière du Haut-Katanga à Musadays ; cession de terres à la Société textile africaine à Léopoldville-Ouest ; convention Colonie-Société anonyme des Pétroles au Congo ; renouvellement et permis spéciaux pour recherches minières par le représentant du CSK ; octroi de permis spéciaux pour recherches minières par la Compagnie des Chemins de fer du Congo au Grands Lacs africains ; statut de pensions en faveur des militaires noirs de la Force publique.
282. 21 mars 1930.
Contient entre autres : droits de sortie des peaux de bétail ; art de guérir ; droits sur le dépôt des brevets d'invention ou d'importation ; cession de terres aux Pères blancs à Nyaruwangara et Inkokwe, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Batania, à la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill à Mompono, aux Dominicains à Dungu, à monseigneur Sak à Kafubu, à la *Heart of Africa Mission* à Nala et Niangara ; concession de terres à Elskens ; cession de terres à Andrieu pour faire de l'élevage ; cession de la plantation de l'État d'Avakubi à l'Intertropical ; concession de terres à la Compagnie pastorale du Lomami ; limites du domaine du Comité national du Kivu.
283. 11 avril 1930.
Contient entre autres : exonération du paiement des droits de sortie pendant deux ans sur les produits végétaux, huiles de palme et sucre de canne exportés de la Colonie ; cession de terres à Congrégation des Dominicains à Poko, à l'Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie à Malela, à la Compagnie de Jésus dans la circonscription urbaine de Bandundu ; augmentation des rentes afférentes aux Ordres nationaux ; augmentation des pensions de la Colonie.
284. 6 juin 1930.
Contient entre autres : cession de terres à la Mission catholique des Pères franciscains à Kamina, à la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill à Simba, à la Compagnie de Jésus à Djuma ; cession de terres à la Fondation médicale de l'Université de Louvain (Fomulac) à Kisantu ; cession de terres à la Société des bois et produits du Mayumbe (Boproma) ; concession de terres à la Compagnie du Chemin de fer du Bas-Congo au Katanga (forêts) ; concession d'un terrain domanial à Alvès à Bokala ; concession de terres à Blomme ; conventions CSK-Rainieri ; statut des fonctionnaires et agents de la Colonie applicables au personnel européen de la Force publique ; acquisition et cession gratuite ou à crédit de boissons alcooliques ; lettre de change, billet à ordre, protêts ; état civil.
285. 27 juin 1930.
Contient entre autres : taux de l'impôt de capitation pour 1930 au Ruanda-Urundi ; cession de terres aux Pères blancs à Kalehe, à la Congrégation des Dominicains à Dingba, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Moyaria, à la Compagnie de Jésus à Gingungi, à la Mission des Croisiers au Congo belge à Monga, à l'*Evangelisation Society (African Mission)* à Luyingi, à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Yalamba, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Lisala ; concession de terres à la Compagnie cotonnière congolaise à Kumu ; concession à Laridon à Bulongo (forêts) ; exonération du paiement du droit de mutation et de dépôt des actes de fusion de sociétés congolaises par actions à responsabilité limitée ; obligations d'ordre médical dans les contrats de concessions de terres ; standardisation de l'énergie électrique.
286. 11 juillet 1930.
Contient entre autres : tarif des droits d'entrée ; cession de terres à l'*Evangelisation Society (African Mission)* à Shabunda ; protection huileries mécaniques.

287. 24 octobre 1930.
Contient entre autres : coupe et vente de bois au Ruanda-Urundi ; délai pour le choix de terres pour l'*American Congo Company* ; échange de terres Colonie-Compagnie du Chemin de fer du Congo et Compagnie immobilière du Congo ; convention CNKi pour l'aménagement de centres urbains au Kivu ; convention CSK-UMHK (agglomération urbaine dans la région des mines de l'Ouest, avec carte) ; cession gratuite de terres à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Tanganyika-Moero, à l'*African Inland Mission* à Yakululu, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Avakubi et à la *Congo Balolo Mission* à Mompono ; concession Beck à Lufubu ; concession Rainieri à Kasinga ; concession Holland ; attentat à la pudeur et viol ; organisation du barreau dans la Colonie.
288. 5 décembre 1930.
Contient entre autres : concession Povoas à Bokala ; concession gratuite d'un terrain à Blomme, ancien fonctionnaire méritant, dans la région de Léopoldville ; rétrocession de terrains au CSK ; concession d'un terrain à la Compagnie du Kasai à Lumbe ; location d'un terrain à Ringoet à Yatolema ; concession d'un terrain à l'*Algemeen Beleggingskantoor* à Yongama ; donation d'un terrain à la Mission des Prémontrés à Zobia ; échange de terrains avec la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill à Basankusu ; location d'un terrain à l'Association des Sœurs missionnaires du Saint-Coeur de Marie ; organisation et compétence judiciaires ; Code de procédure civile ; Code de procédure pénale ; contingent à recruter pour la Force publique pur l'année 1931 ; taxe de consommation sur les huiles minérales légères importées.
289. 12 décembre 1930.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à l'*Africa Inland Mission* à Dungu, à la Mission catholique des Franciscains à Sandoa et à Kabundji, à l'Association des Chanoinesses du Saint-Sépulcre à Aketi, aux Sœurs blanches du Ruanda à Astrida et à l'Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie au sud d'Ankoro ; occupation provisoire des terres agricoles à Coimbra et Carballo à Kaballa ; occupation provisoire d'un terrain par l'Office central du travail du Katanga à Musadays ; concession gratuite d'un terrain Schafrad ancien fonctionnaire méritant à Nioka ; Everaert (droit de rechercher des substances combustibles dans la zone du Kwango) ; coordination des dispositions légales relatives à la taxe de statistique ; modification du Code civil « Des contrats ou des obligations conventionnelles » ; responsabilité des transporteurs.
- 290-296. Année 1931. 7 chemises
290. 16 janvier 1931.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à la Société des Missionnaires d'Afrique à Kilangula, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Panga et à la *Disciples of Christ Congo Mission* à Bosombo ; concession agricole van der Stegen de Schrieck dans la Lulua ; concession Combelga à Tshaba ; terrain Sogechim à Panda-Likasi ; permis spéciaux pour recherches minières délivrés par la Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs et CSK (et renouvellement CSK) ; capital minimum que doivent consacrer aux exploitations minières les concessionnaires ayant obtenu des concessions du Gouvernement du Congo belge.
291. 13 mars 1931.
Contient entre autres : convention CSK-UMHK ; mise en exploitation des mines du Katanga ; taxe de consommation sur les boissons contenant de l'alcool de fermentation ou de distillation importées ou fabriquées dans la Colonie ; cession gratuite d'un terrain à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Banalia, à la Mission évangélique des adventistes du septième jour à Gitwe et à la Croix-Rouge du Congo à Pawa ; échange de terrains Colonie-Mission des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango ; convention Colonie-Van Mierlo ; convention CSK-Van Mierlo ; occupation provisoire d'un terrain à la Compagnie d'élevage et d'alimentation du Katanga à Luputa ; échange d'un terrain CSK-De Cloedt ; convention CSK-Société Lovoi au Lomami, De Haes et Huybrechts (droit

- d'emphytéose sur les terres au Lomami, avec carte) ; convention CNKi-SAAK (prorogation de délai pour le choix de terres) ; convention CNKi-CIM (centres urbains au Kivu, à Rutshuru et Goma) ; transport de l'énergie électrique ; droit de dépôt des actes de sociétés et droit de mutation.
292. 24 avril 1931.
Contient entre autres : industrie et commerce du riz ; cession gratuite d'un terrain à l'Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie à Kindu, à la Société des missionnaires du Sacré-Coeur à Coquilhatville, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Umangi, à la Mission catholique des Franciscains à Kamina ; convention Ruanda-Urundi-Protanag ; remboursement des droits d'entrée sur les marchandises réexportées ; régime des boissons alcooliques ; acclimatation des travailleurs ; centres indigènes extracoutumiers ; contrat d'emploi.
293. 19 juin 1931.
Contient entre autres : concession Bock à Rubare ; cession gratuite de terrains à la Mission des Croisières au Congo belge à Bili et à Bondo, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) sur l'Île Cheya et à l'*Evangelization Society African Mission* à Itampo ; échange de terrains CSK-Congo *Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* à Likasi ; convention Ruanda-Urundi-Compagnie de la Ruzizi (avec carte) ; convention Ruanda-Urundi-Société textile africaine ; convention Colonie-Société textile africaine ; passeports de mutation.
294. 3 juillet 1931.
Contient entre autres : terrain Drousie à Seda ; prorogation de divers droits de recherches minières au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; mise en exploitation de mines au Katanga ; régime de l'impôt indigène au Ruanda-Urundi ; modification du Code pénal « concours d'infractions ».
295. 9 octobre 1931.
Contient entre autres : convention Banque du Congo belge ; droits d'entrée ; transport et standardisation de l'énergie électrique ; droit de pâturage pour la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Katende ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Mill Hill à Godoro, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Bushisi-Rutshunda, à la Mission des Prémontrés à Titule et à l'Ordre de Saint-Benoît dans le Haut-Luapula ; rétrocession d'un terrain à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) au CSK à Lukulu ; cession d'un terrain par les Rédemptoristes à la Congrégation des Sœurs de la Charité de Gand à Kimpese ; bail emphytéotique Colonie-La Niengéle à Pidi ; location d'un terrain industriel CSK à la Compagnie cotonnière congolaise à Kamana ; convention CSK-Compagnie de Lubilash (terrain à Fungurume) ; terrain pour la Société textile africaine à Bena-Kakona ; droit d'emphytéose Laridon (forêts à Mwene-Ditu) ; concession d'un terrain CSI à Mertens, sur le fleuve Lualaba ; droit de rechercher des substances combustibles dans la zone du Kwango (Michel) ; concession de terres agricoles et d'élevage à De Backer (région d'Ekumbi) ; concession gratuite d'un terrain à Hessel, ancien fonctionnaire à Mokame ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières par le CSK ; contrat d'emploi ; centres extracoutumiers.
296. 13 novembre 1931.
Contient entre autres : suppression du régime des licences d'importation de marchandises par le Bas-Congo ; impôt personnel ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Bominenge, aux Pères de la Compagnie de Jésus desservant la mission du Kwango à Bao, à la Mission des Rédemptoristes à Matadi et à la Mission évangélique des adventistes du septième jour à Gitwa ; échange de terrains CSK-Congo *Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* ; convention Colonie-Société d'élevage et de culture au Congo belge (prolongation des délais de la convention Colonie-American Congo Company) ; convention Colonie-La Lova ; convention Colonie-Société cotonnière du Nepoko ; cession d'un terrain CSK à Compagnie commerciale et agricole du Tanganyika à Tembwe ; conventions Société des ciments du Congo (gisements calcaires, avec

carte) ; fixation du prix maximum et minimum pour l'achat de produits indigènes ; expropriation pour cause d'utilité publique.

- 297-307. Année 1932. 11 chemises
297. 8 janvier 1932.
Contient entre autres : impôt personnel sur la quatrième base (bateaux et embarcations) ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1932 ; tarif des droits d'entrée ; taxe de consommation sur la bière et le vin ; taux du droit d'entrée des huiles minérales légères ; réduction du droit d'entrée sur certaines matières ; impôt personnel ; organisation du barreau de la Colonie ; art de guérir ; personnalité civile des Chambres de commerce ; remplacement des contrats d'occupation provisoire et contrats de location par contrats d'emphytéose ; permis spéciaux pour recherches minières à la Compagnie des Chemin de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains ; enquêtes sur la cession des terres indigènes.
298. 13 février 1932.
Contient entre autres : obligations conventionnelles d'ordre médical ; statut des magistrats ; frais de justice ; tribunaux de police et tribunaux de territoire ; cautionnement en matière de transit et d'entreposage de marchandises ; taxe de consommations sur les tabacs fabriqués, importés ou produits au Congo belge ; concession agricole à la Compagnie de Libenge à Kala-Aval ; concession agricole Intertropical Comfina à Bugaya et à Mwene-Ditu ; concession La Lowa dans l'île de M'Bie ; convention CSK-Compagnie du Lubilash (droit d'emphytéose pour un élevage au Lomami et échange et occupation terres dans territoire Likasi, avec carte) ; convention Unatra (concession d'un terrain à Léopoldville) ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) du Vicariat apostolique du Kivu (M'Bene), à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Lokandu et forêt à Panga, à l'*Evangelization Society (African Mission)* à Kirundu, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Mwitulu, à l'Association des Sœurs de la Charité de Gand à Kimpese, à la Mission évangélique de l'Ubangi à Yutumba, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Luputa et à la Mission des Prémontrés à Likasi.
299. 11 mars 1932.
Contient entre autres : convention Unatra (terrain à Léopoldville) ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Luputa, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Lokandu, à la Mission des Prémontrés à Likati, Mission évangélique de l'Ubangi à Kala et à l'*Heart of Africa Mission* à Bomili ; art de guérir ; droits d'entrée pour le sucre ; exonération des droits de sortie sur les produits végétaux ; régime douanier des emballages ; impôt personnel sur les véhicules ; réduction ou exonération de la taxe de statistique ; régime des concessions de pêche ; convention CSK-Syluma ; échelle des plans à joindre aux demandes de permis d'exploitation des mines au Katanga ; permis spéciaux pour recherches minières à la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains et CSK ; concession Brissoni, ancien fonctionnaire méritant à Basongo.
300. 15 avril 1932.
Contient entre autres : concession de terres à Brissoni, à Basongo ; impôt indigène ; concession de terres à Rainieri (terres d'élevage, région Haut-Lualaba, avec carte) ; rapport annuel 1930.
301. 22 avril 1932.
Contient entre autres : rapport annuel 1930.
302. 6 mai 1932.
Contient entre autres : impôt indigène ; concession de terres à Rainieri (terres d'élevage dans la région du Haut-Lualaba) ; rapport annuel 1930.
303. 20 mai 1932.
Contient entre autres : convention CSK-Société coloniale minière (Colomines) ; rapport annuel 1930.

304. 17 juin 1932.
Contient entre autres : rapport annuel 1930 ; protection huileries mécaniques ; régime des concessions de pêche ; location d'un terrain à usage agricole à la société La Iowa ; convention CSK-Société coloniale minière (Colomines) ; avances en numéraire ou en marchandises aux indigènes ; cession de terres à l'Ordre de Saint-Benoît à Kasenga, à l'Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur près de Kindu (forêt), à la *Congo Balolo Mission* à Baringa, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Ponthierville, à la Mission des Lazaristes à Irebu, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Ilo, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) dans le district du Kivu, à la Mission des Capucins à Banzyville, à la *Garenganze Evangelical Mission* à Mayumba, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Nsontin, à la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill à Yalumbalisere, à l'*Africa Inland Mission* à Maituru, à la *Congo Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* près du village de Musumba ; échange d'un terrain Colonie-Dominicains à Watsa ; échange d'un terrain CSK-*Congo Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* ; concession à Van Gils ; convention CSK-de Mathelin de Papigny ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières par la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières par le représentant du CSK ; concession minière à la Compagnie du Katanga ; décret organique pour le service postal.
305. 8 juillet 1932.
Contient entre autres : location d'un terrain agricole La Iowa à île Kitaye ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Lazaristes de Bikoro, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs), à la *Garenganze Evangelical Mission* à Mayumbe (Ankoro), à la *Congo Conference of the Methodist Episcopal Church* à Likasi ; protection huileries mécaniques ; régime des boissons alcooliques ; tarif des droits d'entrée ; réglementation sur la fabrication des alcools carburants ; convention Colonie-Société textile africaine (échange de terrain).
306. 7 octobre 1932.
Contient entre autres : impôt sur le revenu ; impôt personnel.
307. 26 novembre 1932.
Contient entre autres : exonération des droits de sortie consentie aux produits végétaux, huiles de palme et sucre de canne ; contingent pour la Force publique pour l'année 1933 ; art de guérir ; convention Colonie-van der Stegen de Schrieck ; contrat sur l'occupation provisoire de terre Colonie-Société du Haut-Uele et du Nil ; convention Colonie-Société en nom collectif Victor Cooreman et Cie ; cession de terres à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Bokala-Taketa ; échange de terrains Colonie-Société des Missionnaires du Sacré-Coeur ; cession de terres à la Mission des Prémontrés à Lolo, à la Mission des Lazaristes de Bikoro à Irebu, à la *Garenganze Evangelical Mission* à Tengo, à la *Ruanda General and Medical Mission Auxiliary of the Church Missionary Society of London* à Gahini.
- 308-319. Année 1933. 12 chemises
308. 6 janvier 1933.
Contient entre autres : concession d'un terrain à Sicomac, à Boso-Djafo et à Bosondju ; concession d'un terrain à Belgika à Kimbombo ; location d'un terrain industriel à la Compagnie cotonnière congolaise à Lokolela ; bail emphytéotique Intertropical Comfina sur des terres à Gumba ; terrain (forêts) Van Vliet et Joannides dans le Maniema ; occupation provisoire d'un terrain par Germain Cornille et héritiers ; concession gratuite d'un terrain à Seynave, ancien agent de la Colonie ; concession gratuite de terres à Scagliosi, ancien fonctionnaire de la Colonie à Kunkulu ; concession de terres à Beck, à Malela ; concession de terres à Allard, à Mulubule ; cession gratuite d'un terrain aux Sœurs de la Charité de Gand à Kimpese, à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Wafania, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Ibeke-Ngembo, à la Société des Prêtres

- du Sacré-Coeur à Bomili, à l'Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie à Lueki, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Vumba et à Mombese, à la Mission des Capucins à Abumonbazi, à la Mission évangélique de l'Ubangi à Kala, à la *Methodist Episcopal Congo Mission* à Tunda, à la *The Congo Union Mission of Seventh Day Adventist* dans le territoire Ponhierville et à la Mission baptiste norvégienne dans le district de l'Uele-Itimbiri ; permis spéciaux pour recherches minières CSK et CFL ; convention minière CSK-Simkat ; concession de mines au Katanga ; concession de mines au Congo belge ; alcools carburants ; capsules ou amorces pour fusils à piston ; Parc national Albert ; article 28 : contrat d'emploi ; répression des outrages publics aux bonnes mœurs.
309. 3 février 1933.
Contient entre autres : convention minière CSK-Géomines ; location de terrains à la Société commerciale et minière de l'Uele à Dembia et à la Compagnie cotonnière congolaise à Dingila ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs missionnaires du Saint-Coeur de Marie à Buta, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) de l'Urundi, au Vicariat apostolique du Ruanda, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) dans le district du Kivu, à la Mission catholique des Franciscains dans le Haut-Luapula, à l'*Evangelization Society (African Mission)* au Maniema et à l'*Africa Inland Mission* à Gondeia ; rétrocession gratuite d'un terrain à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Ponhierville ; concession de mines à Guermant dans le territoire Madimba, à la Société des ciments du Congo dans la région du Bas-Congo et à Sluys au Katanga ; Code disciplinaire et pénal sur la navigation fluviale dans la Colonie ; statut des magistrats.
310. 10 mars 1933.
Contient entre autres : protection huileries mécaniques ; réglementation du contrat d'engagement fluvial ; outrages aux bonnes mœurs ; contribution temporaire de crise en 1933 ; régime des solutions alcooliques parfumées et alcool à brûler ou dénaturé ; régime des boissons alcooliques ; tarif des droits d'entrée ; enregistrement de l'ivoire ; droit de sortie sur l'ivoire travaillé ; compétence de la Cour de Cassation sur les litiges relatifs aux impôts directs ; cession gratuite de terres à la Mission du Lac Albert à Aru, Zi, Rona et Goto (district Kibali-Ituri) ; cession gratuite de terrains à l'Association des Chanoinesses du Saint-Sépulcre à Likati, à la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill à Mampoko, à la Congrégation des Frères de la Charité à Astrida au Ruanda-Urundi, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Lokatu (Élisabetha) dans la Province Orientale et à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Bandu ; convention CNKi-SAAK ; concession d'un terrain agricole à la Compagnie cotonnière congolaise ; réorganisation du CNKi (avec carte) ; convention Colonie-CFL ; pension des agents TSF.
311. 17 mars 1933.
Contient entre autres : protection huileries mécaniques.
312. 23 mars 1933.
Contient entre autres : liberté du travail ; réglementation de l'industrie et du commerce du riz ; circonscriptions indigènes.
313. 5 mai 1933.
Contient entre autres : impôt personnel ; régime de protection pour certains produits du Ruanda-Urundi ; convention Colonie-Laridon ; cession gratuite d'un terrain à l'*American Congo Company* par la Société d'Exploitation forestière au Kasai ; échange de terrains Colonie-Compagnie des produits du Congo ; cession gratuite d'un terrain à la Compagnie du Kasai à Mushuni ; convention CNKi-SAAK (prorogation du délai) ; bail emphytéotique CNKi (succession Cornelius Albertus) ; convention Ruanda-Urundi-Platanga (prorogation du délai) ; cession gratuite de terres à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) du Vicariat apostolique du Kivu, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) dans le territoire du Tanganyika-Moero et à Longo-Npoa, à la Mission du Lac Albert à Esoko, à l'Ordre de Saint-Benoît à Kasenga, à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Congo-Mosengere, à la *Congo Balolo Mission* dans le district

314. Ubangi-Congo, à l'*Africa Inland Mission* à Linga ; convention CSK-Sorekat et CSK-Grégoire-Delecourt ; protection des jeunes éléphants et rhinocéros ; pensions.
9 juin 1933.
Contient entre autres : exonération des droits de sortie sur les tissus de coton fabriqués dans la Colonie ; convention Colonie-Compagnie agricole et industrielle du Congo (bail emphytéotique pour un terrain à Kitomesa) ; convention Colonie-Société des plantations du Congo Oriental (concession d'un terrain au Mont Me) ; concession gratuite d'un terrain à Drousie, à Seda, à la Congrégation des Dominicains à Niangara, à l'Institut des Franciscaines missionnaires près de Bumba, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Kikange et dans le district du Tanganyika-Moero, au Vicariat apostolique du Ruanda à Kanzi, à l'Ordre de Saint-Benoît à Mokabe-Kasari, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) du Vicariat apostolique du Kivu, à la *Garenganze Evangelical Mission* à Katelwa ; recherche et exploitation des mines au Katanga ; permis spéciaux pour recherches minières CFL ; prorogation par la Colonie des droits de recherches minières.
315. 30 juin 1933.
Contient entre autres : pensions de la Colonie ; régime des produits protégés au Ruanda-Urundi ; juridictions indigènes ; peine du fouet au Ruanda-Urundi ; concession de terres de pâturage à la Congrégation des Missionnaires de Scheut dans le district du Kasaï ; cession gratuite de terres à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Bolobo, à l'*American Presbyterian Congo Mission* sur la rive du lac Munkamba.
316. 27 octobre 1933.
Contient entre autres : sursis dans les poursuites de saisie immobilière et vente par voie parée ; mode de paiement des pensions de la Colonie et prorogation pour un an de la réduction de 25% sur le montant des pensions ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill à Baringa et à Yamboyo, à la Congrégation des Salésiens à Tshinsenda, à la Mission catholique des Franciscains à Kimpuki, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) du Vicariat apostolique du Kivu à Ishamuhiro, à l'Association des Sœurs missionnaires du Saint-Coeur de Marie à Monga, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à M'Pala, à la *Svenska Baptist Missionen* à Mjabaju, à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Cité indigène à Léopoldville-Est, à la *Garenganze Evangelical Mission* à Munene et à Kamubangwe, aux anciens fonctionnaires de la Colonie Manet à Mpotia et Delaey sur la Kisishi, à la *Heart of Africa Mission* dans les territoires de Wamba et Medje ; concession du droit de pacage à Delaruye, dans la région de Moanda ; convention Colonie-CNKi-CFL ; prorogation des droits de recherches minières au général baron Jacques de Dixmude et Syndicat minier du Congo septentrional ; exploitation des forêts domaniales.
317. 1^{er} décembre 1933.
Contient entre autres : concession de terre à pâture à Delaruye, à Moanda ; tarifs des droits d'entrée ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1934 ; juridictions indigènes ; peine du fouet au Ruanda-Urundi ; cession gratuite de terres aux Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Kaalaba ; concession gratuite à De Cloedt, près d'Élisabethville ; permis spéciaux pour recherches minières CSK ; modification de trois concessions minières au Ruanda-Urundi ; procédure de vacance de terres, constatation et cession de droits appartenant aux indigènes ; contrat d'emploi ; entretien et rapatriement de personnes tombées à charge de la bienfaisance publique.
318. 11 décembre 1933.
Contient entre autres : XXV^e anniversaire et séance au Palais des Académies (rapport sur l'activité au cours de ses 25 années d'existence) ; discours du ministre des Colonies ; invitations et réponses ; condamnation conditionnelle ; concession gratuite d'un terrain à Lundqwist, ancien fonctionnaire, à Nioka ; droits de sortie.
319. 22 décembre 1933.
Contient entre autres : cession gratuite de terrains aux Pères blancs à Tumpa-Msitu,

Ngozi, Usumbura et Kitega, à la *Garenganze Evangelical Mission* à Kabumbulu ; contribution temporaire de crise pour 1934 ; tarif des droits de sortie ; cession et échange de terres ; droit de dépôt des actes de sociétés et droit de mutation.

320-327. Année 1934. 8 chemises

320. 12 janvier 1934.

Contient entre autres : tarifs des droits d'entrée ; exploitation des forêts domaniales ; police sanitaire des animaux domestiques ; exportation de café vert ; convention Colonie-Grandry-Grégoire-Delecourt-Société minière de l'Afrique centrale ; convention Ruanda-Urundi-CIM-Société minière de la Muhinga et de Kigali-Société des mines d'étain du Ruanda-Urundi, CSK-Optat-Société d'agriculture et d'élevage de la région minière du Haut-Katanga-Grandry-Engels-Jacques-Dhanis-De Schaetzen, CSK-Grégoire-Delecourt, CSK-Société belge industrielle et minière du Katanga, CSK-Société coloniale minière ; concession gratuite d'un terrain à Lundqvist ; cession gratuite de terres au Vicariat apostolique du Ruanda-Urundi dans le Ruanda, à la Société des religieuses du Sacré-Coeur à Banza-Boma, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Moliro, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Bolongo, à Léopoldville et à Busu-Mandji, à la Mission des Lazaristes de Bikoro, à la Congrégation des Dominicains à Faradje, à l'Ordre de Saint-Benoît à Kipushi, à la *Congo Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* à Kipushi, aux Sœurs Dominicaines missionnaires de Fichermont-Waterloo à Niangara, à la Mission du lac Albert à Ugoröi, à l'*Immanuel Mission* sur l'Amanzuruna (affluent de la Lulua), à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Pimu ; échange de terrains Colonie-Missionnaires de Scheut à Luluabourg-gare ; vente d'une terre Colonie-Société du Haut-Uele et du Nil à Aba ; contrat d'emphytéose CNKi-Compagnie congolaise des cafés à Buserengeny ; cession gratuite pour hôpital et dépendances de la Compagnie cotonnière congolaise à Tobela.

321. 9 mars 1934.

Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie à Busu-Modanda, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Fuamba, à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Pincu, à la Congrégation des Dominicains à Duru, à la *Garenganze Evangelical Mission* à Munene, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) du Vicariat apostolique du Kivu à Costermansville, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Wamba, à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Boteke, Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Mlonde et près de la rivière Kaunga et à la Mission catholique des Pères franciscains à Mutshatsha ; police sanitaire des animaux domestiques ; pouvoirs des Commissaires de province et Commissaires de district urbain ; droit d'emphytéose : terrain à Synkin à Lukolela, en échange d'un terrain dans la région de l'Aruwimi (avec carte) ; conventions d'échange et d'emphytéose avec la Société des Mines d'or de Kilo-Moto ; l'UMHK demande interdiction de recherche et d'exploitation de mines dans la zone longeant le Lualaba et la Kando ; permis spéciaux pour recherches minières CFL et renouvellement ; impôt indigène ; institution du droit proportionnel d'administration sur l'actif brut des successions de non indigènes décédés au Congo ; adultère, bigamie et immatriculation des indigènes.

322. 27 avril 1934.

Contient entre autres : enquêtes sur la vacance des terres, constatation et cession des droits indigènes ; droits d'entrée pour le café ; cession gratuite de terres au Vicariat apostolique du Ruanda au Ruanda, aux Religieuses du Sacré-Coeur à Banza-Boma, à l'Ordre de Saint-Benoît et à la *Congo Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* à Kipushi, à la Mission libre suédoise à Walikale, à la Mission des Prémontrés à Aketi, à la Société des Missionnaires d'Afrique à M'Faya, aux Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kibwadi, à l'*African Inland Mission* à Banda, à la Mission libre suédoise à Kilizha, à l'Association des églises libres de Norvège à Kakwende ; contrat d'emphytéose Vievien à Binga ; convention avec la Compagnie pastorale du Lomami

- (modifications des concessions de terres) ; contrat d'emphytéose Delmotte (terrain au Mont Me) ; contrat d'occupation de la Compagnie de Libenge à Yumbi-Aval ; concession gratuite d'un terrain à Mauen, ancien fonctionnaire, à Munama ; convention Colonie-CNKi-Société immobilière du Kivu ; concession de terres à la Compagnie Jules Van Lancker région Kolo ; convention sur les limites des concessions à la Société Géomines (région Kikondja) ; concessions minières CSK ; exportation du café vert ; organisation judiciaire et compétences ; contrat d'emploi, entretien et rapatriement des personnes non originaires du Congo ou des colonies voisines ; lettre de change, billet à ordre et protêts ; faillites.
323. 25 mai 1934.
Contient entre autres : cartes relatives aux convention CSK-Compagnie pastorale du Lomami, convention Compagnie Jules Van Lancker (concession de terres dans la région de Kolo), convention Colonie-CNKi-Société immobilière du Kivu à Costermansville (plan d'ensemble parcellaire) et Uvira (plan d'ensemble des rues et terrains) ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs missionnaires du Saint-Coeur de Marie à Ibembo ; taux du droit de sortie des diamants industriels type Lubilash ; permis spéciaux pour recherches minières CFL et CSK et renouvellement ; concession de mines à la Sorekat ; concession minière Tilman ; contrat de travail ; impôt sur le bétail au Ruanda-Urundi ; centres extracoutumiers ; pensions coloniales.
324. 5 juillet 1934.
Contient entre autres : banqueroute et cas assimilés ; cession de terres à la Mission des Prémontrés à Buta, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville-Est, à la Mission des Capucins à Tarambanza, à la Mission évangélique des adventistes du septième jour à Buganda, à la Mission évangélique de l'Ubangi à Karawa, à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Luebo, à la *Congo Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* à Élisabethville ; concession gratuite d'un terrain à Krol, ancien agent de la Colonie ; contrat d'emphytéose d'un terrain agricole Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Makabo ; contrat d'emphytéose CNKi-Plantations de la Loashi (terres le long de la rivière Loashi) ; occupation provisoire d'un terrain Cotonco à Dingila ; concession minière à la Compagnie minière du Congo belge ; convention CSK-Simkat ; concession de mine Chennels ; redevance sur les appareils récepteurs radioélectriques ; modification du décret organique relatif au Parc national Albert ; création du Parc national de la Kagera.
325. 19 octobre 1934.
Contient entre autres : organisation judiciaire et compétence ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières à la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains ; contingent pour la Force publique pour l'année 1935 ; pensions des fonctionnaires et agents administratifs et militaires et de l'ordre judiciaire Colonie.
326. 9 novembre 1934.
Contient entre autres : contribution de crise pour l'année 1935 ; exonération de certains droits de sortie ; création de l'Institut des parcs nationaux ; limites du Parc national Albert ; création du Parc national de la Kagera ; protection aux animaux domestiques ; statut des magistrats de carrière ; cession de terres à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Kishondja (Lushoke), au Vicariat apostolique du Ruanda dans la circonscription urbaine d'Astrida, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) dans le district Kivu, à la *Garenganze Evangelical Mission* à Masamba, à la *Disciples of Christ Congo Mission* à Coquilhatville, à la *Baptist Missionary Society* à Yakusu, à la *Heart of Afrika Mission* à Kisanga ; concession de terres à la Compagnie agricole de l'Urundi au sud de Rumonge ; concession Puffet à Kwa ; concession à Hawotte ; concession à Van Moer ; contrats d'occupation provisoire des terres à la Compagnie du Kasai à Pimu et Busu Gomu ; convention Colonie-Société des usines textiles de Léopoldville ; concession d'un terrain à usage agricole à De Leuze à Bafwapada ; convention Colonie-Compagnies réunies des Huileries du Congo belge et Savonneries Lever

- Frères (Huilever) ; concession pour l'occupation provisoire de la Société anonyme Belgika à Yeforoma ; concession minière à la Société coloniale minière (Colomines) ; renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières à la Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs ; convention minière CSK-Weiland à Kashobwe ; convention minière CSK-Société de recherches minières du Sud-Katanga ; régime des boissons alcooliques.
327. 14 décembre 1934.
Contient entre autres : réduction de 5 % du montant des pensions coloniales ; statut des fonctionnaires et agents de la Colonie, autres que les magistrats, etc. ; convention Colonie-Société domaine de Cognée-Kavumu (terrain à M'Bayo) ; cession de terres à la Congrégation des Missionnaires à Bena-Kanona, à la Mission du Lac Albert à Kisa, à l'*Africa Inland Mission* à Aungba, à la Mission Westcott à Ikoka-Kakese ; échange de terrains urbains Colonie-Institut des Franciscaines missionnaires de Marie à Basoko ; prorogation des droits miniers ; convention Colonie-Société des transports fluviaux rapides au Congo belge (Sotranco) (concession minière) ; convention Colonie-Compagnies réunies des Huileries du Congo belge et Savonneries Lever Frères (Huilever).
- 328-337. Année 1935. 10 chemises
328. 18 janvier 1935.
Contient entre autres : tarif des droits d'entrée ; droit d'option applicable au personnel européen de la Force publique ; prorogation du droit de dépôt des actes de société et droit de mutation ; cession gratuite d'une terre au Vicariat apostolique du Ruanda, à la Congrégation des Dominicains à Rungu, à la Mission catholique des Pères franciscains près de Kapanga, à la *Congo Balolo Mission* à Ikau et à l'*Assemblies of God Mission* à Gombari ; convention Exploitation forestière du Kasaï (prorogation des délais de choix de terres) ; conventions Speli (échange de terrains et emphytéose sur des terres à Nioka).
329. 22 février 1935.
Contient entre autres : droit de sortie de l'or et des produits aurifères ; arrêté royal du 1^{er} février 1935 (statut applicable au personnel européen de la Force publique) ; réduction du traitement et indemnités des magistrats ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Croisiers au Congo belge à Bondo et à la Croix-Rouge du Congo à Viadana ; droit d'emphytéose sur une concession à la Société cotonnière du Komokandi à Naba ; permis spéciaux pour recherches minières CFL ; concession minière Sogétain ; constatation de vacance de terre ; réparation civile des accidents d'autos et assurance-obligatoire.
330. 5 avril 1935.
Contient entre autres : impôt sur le bétail au Ruanda-Urundi ; parité entre franc congolais et franc belge ; caractères dans lesquels devront être écrits les livres de commerce ; banqueroute ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Dames bernardines d'Audenaerde à Kanzi au Ruanda, à la Mission catholique des Pères franciscains à Dilolo-Gare, à l'*Heart of Africa Mission* à Boma-Banghbetu et à la Fomulac à Bandera ; convention Colonie-Société Victor Cooreman et Compagnie ; convention Colonie-La Cotonnière coloniale ; contrats d'occupation provisoire de terrains d'élevage pour Roy à Nioxa ; permis spéciaux pour recherches minières CFL ; renouvellement et prorogation des droits miniers à Michel ; convention CNKi-CFL ; prolongation des droits miniers Société minière du Maniema ; convention CSK-Géomines.
331. 3 mai 1935.
Contient entre autres : réparation civile des accidents d'autos et assurance obligatoire ; adaptation aux conditions actuelles des contrats de location d'immeubles, d'emphytéose ou de prêt ; évaluation des indemnités ou dommages et intérêts ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Joséphites à Luluabourg, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) du Vicariat apostolique du Kivu à Bujonge, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Basoko et à Yanonge, à la Mission du Lac Albert à Essebi et à Dju, à l'Association des Filles de la Charité de

- Saint-Vincent de Paul à Lukolela, à la Mission des Capucins à Businga, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Katenga, à Kasanga, à Misembe et à Kabalo, à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Luebo ; prorogation du délai de location d'un terrain à Chanic ; concessions minières de Leener, Muller, Duwez et Grandry ; concession minière Lohest ; convention relative à la constitution de la Société minière CSK-Aspremont-Lynden ; régime de pensions des agents civils cadre indigène au Ruanda-Urundi ; impôt personnel ; main d'œuvre au Maniema.
332. 5 juillet 1935.
Contient entre autres : location provisoire d'un terrain à la Société commerciale et minière de l'Uele à Dambia ; convention Colonie-Huilever ; nouvelle législation sur les mines ; nouvelle charte d'émission de la Banque du Congo belge.
333. 19 juillet 1935.
Contient entre autres : convention Colonie-Huilever ; droit d'occupation provisoire d'un terrain pour Verlaine à Kalangile ; concession forestière Socomina ; convention Société anonyme de cultures au Congo belge (prorogation du délai de bornage terres) ; cession gratuite d'un terrain à la Mission du Lac Albert, à l'Association des Sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique (Sœurs blanches) du Lac Albert à Logo et à Mahagi, à l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie à Nouvelle-Anvers, à la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Yasa, à l'*Heart of Africa Mission* à Opienge, à la *Congo Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* à Kasaji, à l'*Immanuel Mission* à Nyankunde et à Mombasa ; prorogation des droits miniers à la Compagnie minière du Congo belge ; permis spéciaux pour recherches minières CFL ; police sanitaire des animaux domestiques ; pensions des agents indigènes du corps de la police urbaine ; pensions des fonctionnaires et agents de la Colonie ; taxes sur les permis de port d'arme.
334. 18 octobre 1935.
Contient entre autres : limites du Parc national Albert ; convention Colonie-CNKi-CFL.
335. 25 octobre 1935.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain pour Speli à Nioka ; cession à la Colonie d'un terrain *American Congo Company* à Kimpoko ; échange de terrains Belgika ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Dominicains à Faradje, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) du Vicariat apostolique du Kivu à Kashofu, à la Mission du lac Albert à Kitambala, à l'Ordre de Saint-Benoît à Mufunga, à l'*Unevangelised Africa Mission* à Kwanguba et à la *Ruanda General and Medical Mission Auxiliary of the Church Missionary Society of London* à Shyira ; permis spéciaux pour recherches minières CFL ; convention Colonie-Colomines ; prorogation des droits miniers Symaf, Somuki et Sominor ; engagement de chômeurs involontaires ; autorisation de surseoir aux poursuites dans les procédures de saisie immobilière et de vente par voie parée ; statut des magistrats ; détermination des formes, conditions et portée d'option accordée aux magistrats ; pensions des magistrats ; trafiquants ambulants de couleur et capitas de négoce ; protection de la fille indigène non nubile.
336. 22 novembre 1935.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à l'Ordre de Saint-Benoît à Mulungan, à l'*Unevangelised Mission* à Rwanguba, à la Mission des Croisiers au Congo belge, à la Congrégation des Sœurs franciscaines d'Herenthals à Abumombazi, à la Congrégation des Dominicains à Viadana, à la Mission des Capucins à Bosolongo et à la Mission évangélique des adventistes du septième jour à Buganda Urundi ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1936 ; contribution temporaire de crise aux rémunérations attribuées et profits réalisés ; convention Colonie-Van der Stegen de Schrieck ; convention Colonie-Société des Chemins de fer vicinaux du Congo ; constatation de vacance des terres et cession des droits des indigènes ; concessions minières Muller, Duwez, De Leener et Grandry ; pensions des fonctionnaires et agents de la Colonie ; pensions de la Colonie ; droits d'enregistrement en matière foncière.

337. 20 décembre 1935.
Contient entre autres : réduction des taux de diminution des pensions de la Colonie ; conseils d'appel en matière de droits d'entrée ; concession minière Colomines ; concession minière Colonel Muller ; cession gratuite d'un terrain à la Mission catholique des Pères franciscains à Luashi et Dilolo-Poste, à la Mission du lac Albert à Aba, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Kasenge, et la *Ruanda General and Medical Mission Auxiliary of the Church Missionary Society of London* à Kanyamafunde ; échange de terrains Colonie-Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Mukila ; cession de terrains à SAAK ; convention CSK-Sorekat ; prorogation des droits de la Société minière de Surongo ; régime du port d'arme ; procédure pénale.
- 338-347. Année 1936. 10 chemises
338. 31 janvier 1936.
Contient entre autres : convention Colonie-Société commerciale et minière de l'Uele (terrain à usage agricole) ; octroi et renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières à la Compagnie des Chemins de fer du Congo supérieur aux Grands Lacs africains ; renouvellement des concessions minières CSK ; conventions CSK-Grandry et Grégoire-Delecourt ; exploitation des forêts domaniales ; chasse et pêche ; pension civique pour anciens fonctionnaires, magistrats ou militaires devenus citoyens belges avant le 1^{er} janvier 1911.
339. 13 mars 1936.
Contient entre autres : concessions minières Miomandre, Paté, Wangermée, la Société cotonnière congolaise (Colocoton) ; exploitation des forêts domaniales ; tarif des droits d'entrée dans la Colonie et le Ruanda-Urundi.
340. 3 avril 1936.
Contient entre autres : échange de terrains Colonie-Congrégation des Missionnaires de Scheut et Colonie-Baptist Missionary Society Corporation ; cession de terres au Vicariat apostolique du Ruanda à Tshyanika et à l'Association des Dames bernardines d'Audenaerde ; convention Colonie-Société d'exploitation forestière au Kasaï ; convention CSK-Union minière du Haut-Katanga et Société de recherche minière du Sud-Katanga ; dépôt des actes de sociétés commerciales ; droits d'enregistrement en matière foncière et vente publique de biens mobiliers et immobiliers ; constatation de la vacance des terres ; concession minière au colonel Muller ; convention Colonie-Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs-Compagnie minière des Grands lacs ; délivrance et renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières à la Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs ; droits de recherches minières de la Société des mines d'étain du Ruanda-Urundi ; interdiction de recherches minières dans une zone du Ruanda-Urundi.
341. 1^{er} mai 1936.
Contient entre autres : concession minière à la Société minière coloniale (Colomines) ; procédure pénale ; bases de la pension de retraite du Gouverneur général ; montant des pensions coloniales ; 4 % de taux intérêts de retard d'impôts ; convention CSK-Union minière du Haut-Katanga.
342. 29 mai 1936.
Contient entre autres : exploitation des forêts domaniales ; cession de terres à l'*Unevangelised Africa Mission* à Katwa, au Vicariat apostolique du Ruanda à Nyamasheka, à la Société des missionnaires d'Afrique (Pères blancs) de l'Urundi dans le territoire Kitega, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Mutongo, à la Mission des Croisiers à Baye, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Bafwabaka, à la Mission des Sœurs de l'Enfant Jésus à Bafwabaka, à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Mondombo, à la Mission des Croisiers à Ango, à l'Association d'Eglises libres de Norvège à Nya-Kaziba, à la *Congo Mission of Seventh Day Adventists* à Kikanba, à la Mission des Augustins de l'Assomption à Mulo, à l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie à Léopoldville-Est, à l'Association des Ursulines de Wavre-Sainte-Catherine à Titule, à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Bibanga, à l'*Unevangelised Africa*

- Mission à Kitsombiro ; échange de terrains Colonie-Mission de Scheut à Bote-Kiumba et Berghe-Sainte-Marie ; impôt indigène ; recherche d'or et d'argent par la Société minière du Kasai ; concession de terres à Charpentier, à Kwatebala ; convention Colonie-Comité national du Kivu-Société immobilière du Kivu (Simak) ; convention Comité national du Kivu-Compagnie immobilière du Nord du Kivu (Cimnoki) ; convention Colonie-Comité national du Kivu-Société auxiliaire agricole du Kivu (SAAK)-Compagnie de la Linéa.*
343. 26 juin 1936.
Contient entre autres : protection de la fille indigène non nubile ; procédure pénale ; convention CSK-Sorekat ; autorisation pour la recherche d'or et d'argent par la Société minière du Kasai, par la Société minière du Luebo et par la Société minière de la Lueta ; cession gratuite d'un terrain à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Wafania, à la *Svenska Baptist Missionen* à Samendua, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) de l'Urundi à Rumeza et à Ikiganda et à la Mission des Lazaristes de Bikoro à Bolobo ; permis spéciaux pour recherches minières CFL ; concession minière Comte d'Aspremont-Lynden ; concession en emphytéose d'un terrain à Vieien, à Belga-Molanda ; modification du décret relatif aux réquisitions civiles ; pouvoir du Ministre des Colonies d'accorder toutes pensions, rentes, allocation de capital tenant lieu de pension ; incessibilité et insaisissabilité de la valeur de rachat de la rente acquise à la Caisse coloniale d'assurance.
344. 10 juillet 1936.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à l'*American Baptist Foreign Mission Society* à Kikongo sur Wamba ; prolongation de délai pour le choix de terrains des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango ; Institut des Parcs nationaux du Congo belge ; limitation des plantations de caféiers ; réglementation à l'exportation des produits végétaux de cueillette ou de culture.
345. 30 octobre 1936.
Contient entre autres : contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1937 ; autorisation de surseoir aux poursuites dans les procédures de saisie immobilière et de vente par voie parée ; cession gratuite d'un terrain à la *Congo Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* à Kamene, Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Lusaka et à Albertville ; protection des huileries.
346. 20 novembre 1936.
Contient entre autres : constatation de vacance des terres et droits des indigènes ; cession gratuite de terres à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Mobangu, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) du Vicariat apostolique du Kivu à Mulambula-Byizi, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur et à l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie à Stanleyville, à l'*American Presbyterian Mission* à Luebo, à la *Svenska Baptist Missionen* à Bosoke, à la Mission libre suédoise à Pinga, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville-Ouest, à l'Association des Sœurs missionnaires du Saint-Coeur de Marie à Ibembo, à la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame à Giginda, Congrégation des Religieux salésiens au confluent des rivières Kafubu et Mushosi et à la *Garengaze Evangelical Mission* à Mulima ; échange d'un terrain Colonie-Mission des Rédemptoristes à Thysville ; prorogation du délai de choix de terres de pacage à la Mission des Rédemptoristes ; concession gratuite d'un terrain à Daelman, à Kumu ; droit de pacage sur un terrain à Delaruye, dans la région de N'Goye et renonciation à des terres de pacage dans la région de Moanda ; concession d'un terrain à la société Les Plantations de la Luba entre Kashimbi et Kitengo ; échange de terrains Colonie-Synkin à Léopoldville ; cession d'un terrain à la Société d'élevage et de culture au Congo belge à Luputa ; convention Colonie-Société d'élevage et de culture au Congo belge (modification des statuts) ; droits de recherches CIM ; convention pour la concession minière Somuki ; concession minière Lohnberg ; pensions des fonctionnaires et agents de la Colonie.

347. 18 décembre 1936.
Contient entre autres : protection des huileries ; impôt personnel ; remboursement des droits de douane en cas de réexportation ; concession d'un terrain à Schafrad, à Nioka ; transfert à Peree de terres Comanco à Tshimbane ; concession en emphytéose d'un terrain à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Makabo ; convention CSK-Sud-Kat ; permis spéciaux pour recherches minières CFL ; statut des magistrats ; exercice de l'art de guérir.
- 348-364. Année 1937. 17 chemises
348. 22 janvier 1937.
Contient entre autres : circonscriptions indigènes ; cession de terres à la Mission du Lac Albert à Luma, à la Mission des Croisiers à Gwane, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Mwetshi, à l'*American Baptist Foreign Mission Society* à Sona-Pangu, à la Congrégation des Missionnaires de Mill Hill à Basankusu et à l'Association des Sœurs de Notre-Dame ten Bunderen à Basankusu ; stage pour agents sanitaires ; unification des règles du transport aérien international ; décret minier ; conventions Colonie-*American Presbyterian Congo Mission* terres à Mutoto ; cession de terres à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Musaka, et à Albertville ; application au personnel européen de la Force publique des dispositions statutaires propres aux officiers et sous-officiers des cadres actifs de l'armée métropolitaine en service dans la Colonie ; compénétration Force publique ; tarif des droits d'entrée ; cession de terres à la Mission suédoise à Nya-Magira, à la Mission des Adventistes du Septième Jour à Inamituzura (Ruanda-Urundi) ; convention Ruanda-Urundi-Société cotonnière de l'Afrique orientale (Cotafor) ; convention Colonie-Staquet et Colonie-Coppens ; juridictions indigènes ; contrat d'emploi ; entretien et rapatriement personnes non originaires du Congo ou des colonies voisines, tombées à charge de la bienfaisance publique.
349. 29 janvier 1937.
Contient entre autres : contrat de travail ; droits de recherches minières Compagnie commerciale industrielle et minière CIM ; convention Ruanda-Urundi-Société minière de Muhinga et de Kigali (Somuki) ; concession minière Lohnberg, Société cotonnière de l'Afrique orientale (Cotafor), Staquet ; convention Colonie-Coppens ; commission étude projet de décret minier.
350. 5 février 1937.
Contient entre autres : unification des règles du transport aérien international ; statut des officiers et sous-officiers de l'armée métropolitaine en service dans la Colonie ; compénétration Force publique ; cession de terres à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Lusaka et à Albertville, à la Mission libre suédoise à Nya-Magira, à la Mission évangélique des adventistes du septième jour à Inamituzura (Ruanda-Urundi) ; tarif douanier ; entretien et rapatriement personnes non originaires du Congo ou des colonies voisines, tombées à charge de la bienfaisance publique.
351. 12 février 1937.
352. 19 février 1937.
Contient entre autres : tarif des droits de sortie ; pensions civiques et coloniales.
353. 26 février 1937.
354. 5 mars 1937.
355. 12 mars 1937.
Contient entre autres : convention Colonie-*American Presbyterian Congo Mission* (cession de terrains à Mutoto) ; sanctions contre les concessionnaires qui s'opposeraient à l'inspection des mines ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs de la Charité de Gand à Lusambo, à la Mission des Lazaristes de Bikoro à Lukolela, au Vicariat apostolique du Ruanda à Kanyanza, Nyanza, Kaduha et Muyunzwe, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Libanda, Association des Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul dans l'Équateur à Coquilhatville ; concession emphytéotique à la Mission des Pères de la Compagnie de Jésus

- desservant la Mission du Kwango (terrains de pacage à Baya et à Luani) ; échange de terrains Colonie-Mission des Rédemptoristes à Sona-Bata, Kasangulu et Cattierville.
356. 14 mai 1937.
Contient entre autres : chasse et pêche ; échange de terrains Colonie-Scogliosi ; cession d'un terrain à Rainieri, à Lubudi ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Dingila ; concession d'un terrain à Bureaux, à la Luiswishi ; convention CSK-Grégoire-Delecourt ; convention CSK-Société d'entreprises minières au Congo belge ; conventions Ruanda-Urundi-Dessart et Ruanda-Urundi-Frère ; convention Ruanda-Urundi-Cardinael ; décret minier.
357. 21 mai 1937.
Contient entre autres : décret minier.
358. 28 mai 1937.
Contient entre autres : décret minier.
359. 4 juin 1937.
Contient entre autres : allocations spéciales et compénétration ; tarif des droits d'entrée ; droit de visite des personnes, marchandises et moyens de transport conféré au personnel douanier ; cession de terres à la Congrégation des Salésiens à Kipushia, à l'Association des Dominicaines de Lubbeek à Lolo, à la *North Sankuru Mission* à Pelenge, à l'Institut de la Sainte-Famille à Costermansville, à l'Association des Missions d'Afrique (Pères blancs) à Uvira, aux Lazaristes de Bikoro à Yumbi, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Kabwe ; concession Société des Mines d'or de Kilo-Moto ; cession à la Colonie par la Société forestière et agricole du Mayumbe (Agrifor) (terrain dans le bloc des Kondo et concession à la Société du droit d'exploitation des forêts dans réserve de la Luki) ; concession Société commerciale et minière de l'Uele (terrain à Egwangatana) ; concession à la Société immobilière, agricole et forestière du Congo (Imafor) (terrain à Kinsuka), concession à la Société d'élevage et de culture au Congo belge (forêts à Makumbi et Kabongo) ; concession Union minière du Haut-Katanga (terres agricoles dans l'île de Biawa, échange de terres Colonie-Van de Velde à Kutu ; convention Colonie-Société des Chemins de fer vicinaux du Congo (postes à bois le long des lignes) ; délivrance et renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières à la Compagnie des Chemins de fer des Grands Lacs ; prorogation des droits de recherches minières de la Compagnie du Kivu et de la Société de recherches minières au Congo (Sobemco) ; gage sur fond de commerce ; réhabilitation des condamnés ; art de guérir.
360. 25 juin 1937.
Contient entre autres : concession de terrains à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto, à Makabo ; impôt sur le revenu ; degré de cessibilité et de saissabilité des traitements, soldes et allocations du personnel de la Colonie ; projet de décret minier.
361. 16 juillet 1937.
Contient entre autres : allocations spéciales et compénétration de la Force publique ; traitements des magistrats ; rente viagère aux titulaires de la Médaille commémorative du Congo ; avantages aux coloniaux qui ont participé aux débuts de l'entreprise africaine ; délivrance et renouvellement des permis spéciaux pour recherches minières à la Compagnie des Grands Lacs ; convention Colonie-S.A. belge pour le commerce du Haut-Congo (SAB) (reprise du bloc de la Busera-Momboye) ; cession de terres à la Fondation médicale de l'Université de Louvain au Congo (Fomulac) à Rambo, à la *Congo Union Mission of Seventh Day Adventist* à Songa, à la Congrégation des Bénédictines missionnaires à Jadotville, à la Congrégation des Passionnistes à Lufebu, à la Congrégation des Sœurs de la Visitation à Mukila-sur-Wamba, à la Congrégation des Sœurs de l'Enfance de Jésus à Bokoro, à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Rwaza.
362. 28 juillet 1937.
Contient entre autres : décret minier ; impôt personnel selon les superficies des concessions minières ; convention Colonie-Hallet (concession minière et pétrolière

- dans la région du Lac Albert ; impôt sur le revenu ; centimes additionnels (impôt sur le revenu) ; pensions civiques et coloniales ; cession gratuite d'un terrain à la Fondation Kipako-baron de Launoit à Kipako.
363. 29 octobre 1937.
Contient entre autres : contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1938 ; cession gratuite d'un terrain aux Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Kala, à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Boende, à la Congrégation des Chanoinesses missionnaires belges de Saint-Augustin à Busu-Mandji, Mission des Prêtres du Sacré-Coeur à Ahudza ; convention CSK-Compagnie des grands élevages congolais ; concession d'un terrain à la Société cotonnière du Bomokandi à Kasibu et à Nala ; cession de terrains à la Compagnie coloniale belge (plantations et élevage de Kitobola à Kikandikila) ; concession à Mortier, à Bobene ; concession gratuite d'un terrain à Mortelmans, ancien fonctionnaire, à Mushie ; concession d'un terrain agricole à la Société commerciale et minière de l'Uele à Aketi ; concession du droit de pâture à la Compagnie des produits et des frigorifères du Congo dans le territoire du Bas-Fleuve ; concession à Detienne, à Kipaka-Lutshi ; convention minière Ruanda-Urundi-Collard ; conventions minières Ruanda-Urundi-Van Baelen, Bervoets, Henrion et veuve Lambert ; permis spécial CSK à Semco ; prorogation des délais de la convention Colonie-Staquet ; prorogation des droits de recherches minières à Colomines ; statut du personnel européen de la Force publique ; création d'une taxe sur les rizières.
364. 16 décembre 1937.
Contient entre autres : taxe sur les chiens ; régime des boissons alcooliques ; statut des magistrats ; code de procédure pénale ; cession gratuite d'un terrain à l'*Unevangelized Fields Mission* à Bagondza, à l'Association des Sœurs de la Charité de Gand à Rhysville, à la Congrégation des Sœurs franciscaines d'Herenthals à Businga, à la Mission des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kikwit et à l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie à Dilolo-Poste ; statuts CNKi ; concession d'un terrain à Prum, à Yokana ; concession en emphytéose d'un terrain au prince Sapieha à Luvosati ; prorogation des droits de recherches minières à la Société minière du Maniema, à la Société Symor et à la Compagnie Cominoc ; convention Ruanda-Urundi-Ryckx ; permis spéciaux pour recherches minières CFL.
- 365-374. Année 1938. 10 chemises
365. 18 février 1938.
Contient entre autres : impositions personnelles ; taxe sur les rizières ; juridictions indigènes ; création d'un impôt personnel sur les véhicules ; droits de sortie sur le bois ; taxe sur l'essence pour moteurs ; police sanitaire des animaux domestiques ; création du Parc national de la Garamba ; contrôle des peaux de bétail à l'exportation.
366. 25 février 1938.
Contient entre autres : traitement des magistrats de carrière ; statut du personnel européen de la Force publique ; cession gratuite d'un terrain à la *Congo Mission Conference of the Methodist Episcopal Church* à Elisabethville, à la *Garenganze Evangelical Mission* à Mutshatsha et à la *Congo Inland Mission* à Charlesville ; concession de terrains à la Société cotonnière congolaise à Kamana, Gandajika et Sentery ; Convention Compagnie sucrière congolaise ; concession d'un terrain agricole à Andersson Gyliden, à Bosenge ; concession de terres (forêts à Leokadi) ; convention CNKi-Société auxiliaire agricole du Kivu (cession de droits fonciers) ; concessions minières de Borgchrave d'Altena et Melkenbeek au Ruanda-Urundi ; prorogation des droits miniers à la Somuki ; autorisation de recherches de diamants à la Société internationale forestière et minière du Congo dans le Bas-Congo ; convention CSK-Colomines ; convention CSK-Optat Paté ; convention minière Ruanda-Urundi-Hallet.
367. 1^{er} avril 1938.
Contient entre autres : taxe de consommation sur les essences légères pour moteurs ;

police sanitaire des animaux domestiques ; tarif des droits d'entrée ; cession de terres à la Congrégation des Augustins de l'Assomption à Paidà, à la Congrégation des Chanoines missionnaires belges de Saint-Augustin à Léopoldville, à la Mission des Sœurs de l'Institut de l'Enfant-Jésus à Ponthierville, à l'*American Baptist Foreign Society* à Sona-Bata, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Bakwame, à la Congrégation des Montfortains à Isangi ; cession de terres à la Société Belgika à Stanleyville, à la Compagnie cotonnière congolaise à Niangara, à la Société des Forces hydro-électriques de Sanga à Sanga, à l'Union chimique belge à M'Bayo ; délivrance et renouvellement de permis spéciaux pour recherches minières à la Compagnie des Grands Lacs ; convention CSK-Compagnie géologique et minière des ingénieurs et industriels belges (Géomines) (recherche de tantale et niobium) ; convention CSK-Société générale de l'étain (Sogétain) (recherche de tantale et niobium).

368. 13 mai 1938.

Contient entre autres : concession de terres à la Compagnie Jules Van Lancker, dans la région de Kolo ; convention Ruanda-Urundi-Compaan ; prorogation des délais accordés à la Société de recherches minières au Congo belge (Somemco) ; droits de recherche Compagnie minière du Congo belge et Société minière de Surongo ; protection des sites, monuments et productions de l'art indigène ; restitution aux anciens combattants « de race noire » du droit de prétendre à une pension ; secret professionnel ; cession de terres aux Croisières à Api, à la *North Sankuru Mission* à Djima, à l'Association Présentation Notre-Dame à Baya ; échange de terrains Colonie-Compagnie de Jésus au Kwango ; concession à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto de terrains à Songolo ; cession de terres à Dehu, à Yatutu ; terrains apportés à la Société de colonisation agricole au Mayumbe par les Sociétés *American Congo Company* et Forminière ; convention pour recherche de mines dans la zone du CSK par la Société de recherches et d'exploitations aurifères au Katanga ; permis spéciaux pour recherches minières à la Société de recherches et d'exploitations aurifères au Katanga ; droits miniers à la Société minière du Maniema et à la Société Symar dans domaine du Comité national du Kivu ; délai accordé aux sociétés minières pour se soumettre aux nouvelles dispositions législatives sur les mines.

369. 20 mai 1938.

Contient entre autres : concession de terres à la Compagnie Jules Van Lancker, région de Poko ; dispense d'enregistrement des terres SAB (retour à la Colonie) ; cessibilité et saisissabilité des traitements, soldes, allocations et pensions du personnel de la Colonie ; enquêtes sur la vacance de terres et la cession de droits fonciers par les indigènes.

370. 1^{er} juillet 1938.

Contient entre autres : droits d'entrée et taxe de consommation sur les boissons contenant de l'alcool ; cession gratuite d'un terrain à l'*Unevangelized Tribes Mission* à Kamayala, à la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame à Lemfu, à l'Association des Sœurs Annonciades d'Heverlee et à la Mission des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kisandji, à la Mission des Pères franciscains à Dubie et à Kayeye et à la Congrégation des Chanoinesses missionnaires belges de Saint-Augustin à Léopoldville ; concession d'un terrain à Thiebaut, à Bandjwade ; concession d'un terrain à la Société des ciments du Congo à Kimpese ; permis spéciaux pour recherches minières CFL ; réouverture du domaine du CSK à la prospection publique.

371. 8 juillet 1938.

Contient entre autres : permis d'exploitation minière ; réglementation de l'industrie et du commerce du riz ; limitation temporaire des plantations de café au Congo belge et Ruanda-Urundi ; statut des officiers et sous-officiers de la Force publique ; traitement des magistrats ; article 3 relatif aux sociétés commerciales ; article 114 du Code de procédure civile ; articles 138, 139 et 140 du Code de procédure pénale ; candidats à la Commission administrative de l'INEAC ; publication en néerlandais des rapports du Conseil colonial et du Compte-rendu analytique des séances.

372. 21 octobre 1938.
Contient entre autres : tarifs des droits d'entrée ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kielan, Léopoldville-Kalina, Kimvula et à Pese, à l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie à Kimvula, à la Congrégation des Dominicains à Ingi et à la Congrégation des Sœurs de Notre-Dame à Pese ; échange de terrains Colonie-Congrégation des Missionnaires de Scheut à Kangu et Colonie-American Baptist Foreign Mission Society ; Stocks imposés aux importateurs de produits pétroliers dans la Colonie ; contrats tripartites ; convention Colonie-Huilever ; concession d'un terrain à la Société du Haut-Uele et du Nil à Aru ; concession d'un terrain à Brogniez, ancien fonctionnaire de la Colonie, à Congo-Defi ; concession gratuite d'un terrain à Rouma, ancien fonctionnaire de la Colonie ; concession en emphytéose de terrains Meesen à Kwandroma et à Kana ; convention CSK-Géomines ; concession minière à Marti, au Ruanda-Urundi ; renouvellement de droits miniers de Tilman ; permis spéciaux pour recherches minières CFL ; ouverture d'une partie de la province de Léopoldville à la prospection publique des mines ; impôt indigène ; avances en numéraire et en marchandises aux indigènes.
373. 25 novembre 1938.
Contient entre autres : convention Colonie-Huilever ; concession de terres à la Compagnie Jules Van Lancker, région de Kolo ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1939 ; autorisation de surseoir aux poursuites dans les procédures de saisie immobilière et de vente par voie parée ; concession du droit de pacage à la Congrégation des Frères des Écoles chrétiennes à Mawete et à Luvituku ; concession en emphytéose à Wurth, au Mont Adjo ; concession gratuite d'un terrain à Rongé, ancien fonctionnaire, au kilomètre 69 de la route Bafwabalinga-Opienge ; concession d'un terrain à Verheyleweghen à Tsupu-Kidogo ; permis spéciaux pour recherches minières CFL.
374. 2 décembre 1938.
Contient entre autres : contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1939 ; contrats tripartites ; convention Colonie-Huilever.
- 375-386. Année 1939. 12 chemises
375. 6 janvier 1939.
Contient entre autres : tarif des droits d'entrée ; impôt sur le revenu ; convention Colonie-Huilever ; concession d'un terrain à la Société commerciale et minière à Ekwankatana ; cession d'un terrain Delmotte à Mont-Me ; prolongation du délai pour le choix de terres pour Perée, à Tshuambane ; concession d'un terrain à Hollan, sur la rivière M'Koroy ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Oblats de Marie-Immaculée à Goso, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Batama, à la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill à Abunakombo, à la Congrégation des Sœurs franciscaines d'Hérenthals à Banzyville et à l'*Unevangelized Fields Mission* à Paego ; impôt indigène ; centres extracoutumiers ; circonscriptions indigènes ; convention CSK-Compagnie géologique et minière des ingénieurs et industriels belges ; prorogation du délai d'inscriptions dans les livres miniers des droits de recherche et d'exploitation dérivant de conventions particulières.
376. 17 février 1939.
Contient entre autres : impôt personnel ; droits de sortie de l'huile de palme et du café ; interdiction d'exportation de matériel de plantation du Congo belge et Ruanda-Urundi ; cession gratuite d'un terrain à l'*Africa Inland Mission* à Mwenda et à Oïcha, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Boma.
377. 17 mars 1939.
Contient entre autres : taxe sur les chiens au Ruanda-Urundi ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Yambuku ; concession gratuite d'un terrain à Deraes, ancien fonctionnaire, à Wanie-Rukula ; prorogation des droits miniers de la Compagnie du Kivu et de la Société coloniale minière ; prorogation des droits miniers de Lohnberg, au Ruanda-Urundi ; convention relative à l'autorisation de recherches minières par Vigner, Gastrell et Dubois au Ruanda-

- Urundi ; concession minière à la Société de recherches et d'exploitation au Maniema ; concessions minières Verjus ; concession d'un terrain à la Société anonyme Plantations et entreprises coloniales aux droits de la société La Lowa à Masamba ; redevances locatives afférentes au terrain Wurth au Mont-Adjo ; droit de choix de terres à la Société d'élevage et de culture au Congo belge ; cession gratuite d'un terrain à l'*Unevangelized Tribes Mission* à Kikwit ; pénalités à appliquer aux indigènes au cas d'infraction à des mesures d'ordre général.
378. 28 avril 1939.
Contient entre autres : création du Parc national de l'Upemba ; personnalité civile Centre médical et scientifique de l'Université Libre de Bruxelles au Congo et L'Œuvre d'assistance sociale au Congo ; cession gratuite d'un terrain à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Djubu-Djubu, à l'Association des Filles de la Charité de Saint-Vincent de Paul dans l'Équateur à Irebu, à l'Association du Saint-Esprit et du Sacré-Coeur de Marie à Manono, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Luluabourg, à la Mission des Pères de la Compagnie de Jésus desservant les Missions du Kwango à Beno et à l'Association des Religieuses de Saint-André à Beno ; cession gratuite d'un terrain à Roy, vétéran colonial, à Nioka ; concession gratuite d'un terrain à Van der Cruys, ancien agent du CSK, sur la rivière Naviundi près d'Élisabethville ; concession d'un terrain à Gilleaux, à Ibambi ; concession d'un terrain à la Société minière de la Tele, à Babeyru ; concession d'un terrain Sicimac, à Wengi ; concession du droit de pâturage à la Compagnie d'élevage et d'alimentation du Katanga, sur la rivière Kivura près de Jadotville ; fausses déclarations en matière de transport ; congés statutaires des magistrats.
379. 5 mai 1939.
Ce dossier est manquant.
380. 7 juillet 1939.
Contient entre autres : protection des sites, monuments et productions de l'art indigène ; tarif des droits d'entrée ; taxe de consommation des huiles minérales raffinées ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Lemfu.
381. 14 juillet 1939.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Lemfu et à Kikombo, à la Congrégation des Dominicains à Makoro, à la Congrégation des Sœurs augustines de Mons à Mawuya, à la Mission des Sœurs Annonciades d'Heverlee à Kikombo, à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Thysville, à l'Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie à Kulu, à la *Congo Balolo Mission* à Etoke et à l'*American Baptist Foreign Mission Society* à Tondo ; concession du droit de pacage à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Baudouinvillie ; échange de terrains Colonie-Congrégation des Dominicains à Faradje ; échange de terrains Colonie-Société anonyme Plantations tropicales au Mayumbe ; convention CSK-Congrégation pastorale du Lomami-terrains d'élevage ; octroi de permis d'exploitation par la CFL à la Compagnie minière de l'Urega, Les Mines d'orBelgika, la Société minière Cololacs et la Société des Mines d'or de Kindu ; concession minière à la Société minière de Surongo ; prorogation des droits miniers à la Somuki ; pension des militaires de race noire ; pension des agents de race noire ; réquisitions militaires et d'intérêt public ; Code pénal ; fixation des traitements de base des pensions coloniales.
382. 13 octobre 1939.
Contient entre autres : réquisitions militaires et d'intérêt public ; taxe de bâtisse ; impôt personnel sur les véhicules ; prescription en matière de droits de douane ; tarif des droits d'entrée ; pension coloniale pour les anciens combattants des campagnes d'Afrique (1914-1918) ; commerce ambulant ; vente de cafés au Ruanda-Urundi ; concession de terres à la Société financière des Colonies dans le district de Tshuapa ; cession d'un terrain à Charpentier ; cession gratuite d'un terrain agricole à Freitag, à Viadana ; concession du droit d'exploitation des forêts à la Société forestière et agricole du Mayumbe, dans la réserve de la Luki ; cession gratuite d'un terrain à

- l'Association des Sœurs de la Charité de Gand à Luluabourg et à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Wemba ; concession en emphytéose de terrains à Verheyleweghen, à Tshupu-Kidogo et à Kwandroma ; prorogation des droits de recherches minières du lieutenant-général baron Jacques de Dixmude et à la Compagnie minière en Afrique orientale ; concession minière à Moses, au Ruanda-Urundi ; convention Colonie-CSK-Société du Sud-Katanga ; concession minière Sominor ; octroi de permis d'exploitation par le CFL à la Société minière Victoria ; permis d'exploitation CNKi (avec « Note sur l'intervention du Conseil colonial en matière d'octroi des permis d'exploitation minière »).
383. 17 novembre 1939.
Contient entre autres : droits de sortie de l'huile de palme et du café ; commerce ambulant ; statut du personnel européen de la Force publique ; cession gratuite d'un terrain à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Ikela, à la Congrégation des Prémontrés à Angodia ; échange de terrains au Ruanda-Urundi et Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) de l'Urundi à Kitega ; concession de terrains à la Société minière de Bafwaboli à Makere, Adjangwa, Ebongi, Itaka, Makere et à Tabili ; concession en emphytéose d'un terrain à Rensonnet, à Tokodo ; concession de terres d'extension à la Société Lukolela plantations ; concession en emphytéose d'un terrain Huilever à Maluku ; concession d'un terrain à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Dele ; octroi de permis d'exploitation par la CFL à Société minière Cololacs et à la Société des Mines d'or de Kindu ; convention relative à l'autorisation pour Dierckx d'effectuer des recherches minières au Ruanda-Urundi ; constatation de vacance de terres domaniales ; convention Colonie-CNKi ; création de la Régie des distributions d'eau du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; candidats membres de la Commission administrative de l'INEAC.
384. 24 novembre 1939.
385. 4 décembre 1939.
386. 22 décembre 1939.
Contient entre autres : concession à la Société minière de Bafwaboli à Ebengi ; Code pénal congolais ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1940 ; impôt sur le revenu ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Capucins à Dondo et à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Albertville, ; échange de terrains au Ruanda-Urundi et Association des Sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique du Ruanda à Kigali ; échange de terrains Colonie-Congrégation des Missionnaires de Scheut à Makao, Freko et Berghe-Sainte-Marie ; cession gratuite de terrains à Neirinck, vétéran colonial, à Bokakata ; convention Société des Chemins de fer vicinaux du Congo (exploitation de réserves forestières) ; concession du droit de pâturage à Van Weerhaege, à Kamina ; échange de terrains Colonie-Secli à Wendji ; cession de terrains à la Société Domaine de Cognée-Kavumu, à Kavumu et à Buinika ; concession en emphytéose par le CSK à Géomines sur la rivière Luvua au lieu-dit chutes Piana-Mwanga ; ouverture pour prospection des mines, de la partie de la province d'Élisabethville non comprise dans le domaine minier du CSK ; concession minière Minafor et Van Baelen au Ruanda-Urundi ; suspension des droits et obligations dérivant de la convention Colonie-Hallet ; autorisation à la Société internationale forestière et minière du Congo pour l'exploitation des gisements d'étain dans concession de la Lukulu ; concessions de terres aux anciens agents et fonctionnaires de la Colonie ; trafiquants ambulants de couleur et capitas de négoce ; obligation de constitution et de conservation des stocks de produits pétroliers et des huiles minérales de graissage ; décret minier.
- 387-392. Année 1940. 6 chemises
387. 26 janvier 1940.
Contient entre autres : convention Colonie-CNKi ; ouverture à la prospection publique des mines de la partie de la province d'Élisabethville non comprise dans le domaine minier du CSK ; tarif des droits d'entrée ; taxe de consommation sur les boissons alcooliques ; impôt personnel sur les véhicules ; cession gratuite d'un

- terrain à l'Association des Sœurs de la Visitation de Celles à N'Giss-Wamba, à la Mission des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à N'Gi s-Wamba et à Kingandu, à l'Association des Sœurs de l'Union du Sacré-Coeur à Kingandu, à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Bokala, à la *Methodist Episcopal Church Congo Mission* près du lac Mankomba, à la Mission du Lac Albert à Lita, à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Kasha-lez-Luputa et à M'Boy et à la Congrégation des Prémontrés à Ambangite ; concession de terres à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* ; permis d'exploitation à Kinor pour les polygones de Lusako et Hiatus-Lusako ; permis d'exploitation Symétain pour le polygone Kalima 30 ; permis d'exploitation Minerga pour les polygones de Niamisigo, Mogo-Or, Mogo I, Mogo II, Kayela et Kamasesa ; permis d'exploitation Verjus pour le polygone de Kiakupa ; interdiction de recherches de mines dans les terrains d'inondation dans les bassins des rivières Lufira et Haut-Luapula ; législation générale sur les mines et décret minier ; droits d'enregistrement en matière foncière et vente publique de biens mobiliers et immobiliers ; réglementation du commerce, détention et consommation de denrées destinées à l'alimentation humaine.
388. 2 février 1940.
Contient entre autres : convention Colonie-CNKi ; concession à la Société financière des Colonies du district de Tshuapa ; convention Colonie-Huilever.
389. 8 mars 1940.
Contient entre autres : prospection publique des mines au Katanga ; taxe de consommation sur les boissons alcooliques ; cession gratuite de terres à la Mission des Pères de la Compagnie de Jésus au Kwango dans le territoire de Bayaka et le territoire de Bapende, à l'Association des Sœurs de l'Union du Sacré-Coeur dans le territoire de Bapende et à Bokela, à la Mission du Lac Albert dans le territoire Djugu, à la *Methodist Episcopal Congo Mission* dans territoire Tshofa, à l'*American Presbyterian Congo Mission* dans le de territoire Luisa et le territoire de Kanda-Kanda, à la Congrégation des Prémontrés dans le territoire de Buta, à la Mission des Prémontrés à Gwobo, à la Mission des Pères croisières à Bondo ; concession de terres à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* dans le district de Congo-Ubangi ; permis d'exploitation Kinor, Symétain et Minerva ; abrogation de l'interdiction de recherches de mines dans les terrains d'inondation ; droits d'enregistrement en matière foncière et vente publique de biens mobiliers et immobiliers ; convention Colonie-CNKi ; taxes locales du district urbain ; permis d'exploitation Verjus pour le polygone de Kiakura ; législation générale sur les mines et décret minier ; concession en emphytéose d'un terrain aux Établissements Fernand Delmotte, au Mont Ota ; concession d'un terrain à Noyaert, à Musaka ; permis d'exploitation Symétain pour le polygone de Kalima 38 ; permis d'exploitation Sogamin pour le polygone de Ganga Kalumia ; permis d'exploitation Fredrekson pour le polygone de Malonga ; concession minière Demoulin ; prorogation des droits miniers Sominor et Mincobel ; spéculation illicite et hausse et baisse anormales du prix des denrées ou marchandises ; télécommunications dans la Colonie ; régime des pensions des agents civils de race noire et agents indigènes des corps de police urbaine.
390. 15 mars 1940.
Contient entre autres : télécommunications.
391. 12 avril 1940.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à l'Institut de Scheut à Busu-Gebe et à Yakamba, aux Pères blancs du Vicariat apostolique du Kivu à Burale, à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Komane ; cession et concession de terres à la Compagnie du Kasaï, dans le Kasaï ; concession d'un terrain à la Société du Haut-Uele et du Nil, à Faradje ; location d'un terrain à la Société minière du Beceka, à Tshimbulu et à Tshikisha ; prorogation des droits miniers à la Société minière de Surongo ; convention Colonie-CNKi-Simak ; législation générale sur les mines et décret minier.
392. 17 mai 1940.
Contient entre autres : Ordre du jour ; demande de terrain formulée par la Mission des Pères du Sacré-Coeur à Baboma ; augmentations de traitements des

fonctionnaires et agents de la Colonie, applicable aux officiers et sous-officiers de la Force publique ; terrain demandé par la Congrégation des Missionnaires de Mill-Hill à Boyenge ; terrain Somiba à Imbwandja ; demande de terrain par la Congrégation des Oblats de Marie Immaculée à Mateke (avec cartes) ; terrain aux Plantations De Leuze, à Kilinga.

- 393-398. Année 1946. 6 chemises
393. 8 février 1946.
Contient entre autres : concession d'un terrain à la Société du Haut-Uele et du Nil à Faradje, aux Plantations de Dembia à Kana, à Dobbelaere à Yaso et Lima et à Pollet à Galaba ; répression de l'adultère et de la bigamie et immatriculation des indigènes.
394. 3 mai 1946.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain à la Compagnie de Libenge à Isato ; cession d'un terrain à Cipolat, à Potopoto ; concession en emphytéose d'un terrain d'élevage à la Compagnie Jules Van Lancker, à Kolo ; cession gratuite d'un terrain à Allard, vétérans colonial, à Mulubule ; convention relative à la réduction du capital de Simak et à la répartition du bénéfice ; permis d'exploitation Miluba, pour le polygone de Kiandube ; permis d'exploitation Kinor pour les polygones de Kanzigi et de Katshamba.
395. 28 juin 1946.
Contient entre autres : permis d'exploitation Symétain pour le polygone d'Ito ; pension des magistrats ; protection du titre d'avocat ; inscription et protection du mariage monogamique ; concession d'un terrain aux Huileries et Plantations du Kwango, à Dende ; cession d'un terrain à la Société des bois et produits du Mayumbe au km 82-83 du Chemin de fer du Mayumbe ; concession d'un terrain par le CNKi à la CFL à M'Boko ; réhabilitation des condamnés ; situation du personnel de la Colonie déclaré physiquement inapte à continuer leur carrière et contraints de résider en Afrique du Sud ; taux de liquidation des allocations spéciales du régime de la compénétration ; avantage au personnel administratif étendu aux magistrats ; allocation aux magistrats ayant servi au Congo pendant les hostilités.
396. 18 octobre 1946.
Contient entre autres : permis d'exploitation de la Société minière du Lualaba pour le polygone de Luguguma-Sud ; permis d'exploitation de la Compagnie minière de l'Urega pour les polygones de Tshamulung et Kiangala ; prorogation des droits miniers de la Société minière de Nyangwe et de la Compagnie du Kivu dérivant de la convention Colonie-Lohest ; prorogation des droits miniers dérivant de la convention Moses ; échange de terrains Colonie-Africa Inland Mission ; cession gratuite d'un terrain à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Thysville et à la cité indigène de Léopoldville, à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville-Est et à la Mission des Croisiers à Monge ; concession Vermeersch à Kimanda ; concession Mamet à Ipeke ; concession gratuite d'un terrain à Prevers, ancien combattant, sur la Luiswishi ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Masipiri ; échange de terrains Colonie-Forminière à Yonda et aux chutes Pogge II sur le Kasai ; concession d'un terrain à la Société industrielle d'exploitations forestières au Congo (Siefac) à Kikobo ; concession de terrains à la Compagnie congolaise des cafés à Ponthierville ; cession gratuite d'un terrain à Longville, ancien fonctionnaire, à Yena ; concession d'un terrain à Velleman, sur la rivière Djili, km 347-352 du Chemin de fer Matadi-Léopoldville ; concession d'un terrain aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biara à Katende ; concession d'un terrain à Bureaux, sur la Luiswishi ; concession d'un terrain à Thiebaut, à Bobiti ; concessions gratuites de terre aux anciens fonctionnaires de la Colonie ; cessions et concessions gratuites en vue de favoriser la petite colonisation ; taux de liquidation de l'indemnité de fonctions du commandant en chef de la Force publique.
397. 22 novembre 1946.
Contient entre autres : contingent à recruter pour la Force publique pour l'année

- 1946 ; prorogation des droits miniers dérivant de la convention Colonie-Schlugleit, Neefs et consorts ; concession gratuite d'un terrain à Rubhausen, ancien fonctionnaire, sur la rivière Lumono.
398. 13 décembre 1946.
Contient entre autres : prorogation des droits fonciers du CNKi ; officiers des cadres actifs de l'Armée métropolitaine servant dans la Force publique sous le régime des allocations spéciales ; complément de congé au personnel de la Colonie servant en Afrique pendant hostilités, applicable à la Force publique ; indemnité mensuelle de vie chère pour le personnel européen de la Force publique ; complément de congé aux magistrats ayant servi en Afrique pendant les hostilités ; attribution au secrétaire général des pouvoirs du gouverneur général par certains décrets et ordonnances législatives ; réservation de gisements miniers au profit du Ruanda-Urundi ; indépendance de la magistrature.
- 399-409. Année 1947. 11 chemises
399. 31 janvier 1947.
Contient entre autres : convention CFL-Symétain ; délai de prescription des arrérages des pensions et rentes.
400. 7 mars 1947.
Contient entre autres : permis d'exploitation de la Société minière du Lualaba pour le polygone Luguma-Sud et la Compagnie minière de l'Urega pour le polygone Tshumulungu ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1947 ; cession gratuite d'un terrain à l'Association du Vicariat apostolique du Ruanda à Mukibaya/Nyomba et à l'*Africa Inland Mission* à Bi-Blukwa ; concession d'un terrain à Charpentier, sur le plateau des Bianos ; cession d'un terrain à de Esprito Santo, à Lodja ; concession d'un terrain à Shun, à Panga ; concession gratuite d'un terrain à Robiano, ancien agent de la Colonie, à Kitshula ; concession de terrains à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yatelema, Yahila et Yapehe ; concession d'un terrain à Somiba, à Tabili ; prorogation des droits miniers dérivant de la convention Henrion.
401. 4 avril 1947.
Contient entre autres : majoration des pensions civiques et coloniales ; permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega pour les polygones de Kiangala, M'Ptote et Kela-Est ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Croisiers à Monga et à l'Association du Vicariat apostolique du Ruanda, à Rwankuba-Bumbogo ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Masipiri et à la Société Belgika à Bombatsa ; concession minière Sorekat.
402. 25 avril 1947.
Contient entre autres : concession minière à la Société de recherches et d'exploitations aurifères du Katanga ; répression de l'adultère et de la bigamie et protection des mariages monogamiques.
403. 23 mai 1947.
Contient entre autres : répression de l'adultère et de la bigamie et protection des mariages ; cession gratuite à l'Association Institut de la Sainte-Famille à Costermansville ; échange de terrains Colonie-Association des Religieuses ursulines de Bili ; concession de terrains à Tabacongo, dans la région du Lomami ; concession de terres à la Compagnie du Congo belge, dans le territoire de Basankusu ; cession de terrains à la Société cotonnière coloniale, à Mwene-Ditu ; concession d'un terrain SAB à Likete ; permis d'exploitation Symétain pour les polygones de Katanta et Kalima ; culture, industrie et commerce du coton ; police des chemins de fer ; articles Livre II du Code civil congolais ; statut des magistrats.
404. 11 juin 1947.
Contient entre autres : concession gratuite d'un terrain à Rubhausen, ancien fonctionnaire, sur la rivière Lumono ; concession de terrains à Delforge, à Lorobi ; concession d'un terrain à la Société des plantations de Dembia à Kana ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Kabinda ; concession d'un terrain Huilever à Makakoria ; décret minier.

405. 18 juin 1947.
Contient entre autres : création de la Société de crédit au colonat ; taxe douanière spéciale sur l'oxyde d'uranium ; révision du tarif des droits de sortie ; abrogation impôt exceptionnel de guerre ; création d'une taxe de sélection ; fixation des prix et taux du change et régularisation de la réévaluation de l'encaisse-or de la Banque du Congo belge ; impôt supplémentaire sur les bénéfices des sociétés par actions.
406. 25 juillet 1947.
Contient entre autres : cession gratuite à l'Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) du Vicariat d'Afrique du Kivu, à Costermansville ; échange de terrains Colonie-*Garenganze Evangelical Mission* à Dilolo-gare ; cession d'un terrain à la Société industrielle et chimique du Katanga, à Jadotville ; concession gratuite d'un terrain à Gonda, ancien fonctionnaire du CSK, sur la rivière Luiswishi ; concession d'un terrain à Servranckx, sur la rivière Kalombwa ; concession d'un terrain à Mortier, à Zambeke ; permis d'exploitation minière pour Les Mines d'or de Kindu, Les Mines d'or Belgika, Symétain et la Société minière Cololacs ; contrôle des échanges commerciaux Congo belge-Ruanda-Urundi.
407. 24 octobre 1947.
Contient entre autres : convention Banque du Congo belge ; assurance vieillesse et décès prématuré des employés ; indemnité tenant lieu de complément de congé pour les magistrats ; complément de congé des magistrats pour période de guerre ; cession gratuite d'un terrain à l'Ordre de Saint-Benoît à Elisabethville, Mission des Pères augustins de l'Assomption à Butembo, Association des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) du Vicariat apostolique du Kivu, à Rwaza ; concession du droit de pâture sur un terrain à la Congrégation des Frères des Écoles chrétiennes à Gombe-Matadi ; location à la Société cotonnière de Bomokandi, à Gosamo ; concession en emphytéose d'un terrain à la Société internationale forestière et minière, sur la rive droite du Kasai ; concession gratuite d'un terrain à Delcroix à Balba-Bishasha, à De Schacht ancien fonctionnaire de la Colonie au Lac Munkamba et à Ryckaert ancien fonctionnaire de la Colonie à Mwene-Ditu ; Concession d'un terrain à Collee, à Bogu ; concession d'un terrain à Willems, à Kasha ; concession d'un terrain d'élevage à Simons, à Lubi ; concession minière à la Société minière de Kamola ; convention minière à la Société minière de Suronge ; prorogation des droits miniers dérivant de la convention Colonie-Société minière du Congo septentrional.
408. 21 novembre 1947.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain à la Forminière, aux Chutes Poggen n° 2 ; concession gratuite d'un terrain résidentiel à Deschacht, au Lac Munkamba ; pensions coloniales ; taux de la rente viagère des titulaires de la Médaille commémorative du Congo et réversibilité des pensions et rentes aux veuves des bénéficiaires ; permis d'exploitation pour Les Mines d'or de Kindu pour les polygones de Kiakubeswa, Lubulani et Buembo, Les Mines d'or Belgika pour les polygones de Songwe 45, Mukulwa, Wamasingu-Est et Wamasingu-Ouest, Symétain pour les polygones de Momi-Nord I, Momi-Nord II et Momi-Sud II, Société minière Colomines pour le polygone Colomines-Est n° 27 ; permis d'exploitation Compagnie de l'Urega ; répression de l'adultère et de la bigamie et protection des mariages.
409. 19 décembre 1947.
Contient entre autres : contingent à recruter en 1948 ; allocations familiales des employés non indigènes ; régime fiscal applicable aux revenus d'actions série B ; prorogation des droits miniers dérivant de la convention Colonie-Société minière du Congo septentrional ; concession en emphytéose d'un terrain à Zurpele, à Sanda ; concession d'un terrain d'élevage à la Société d'élevage et de cultures au Congo belge à Dianiamia ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Lusambo et à Mulundu ; échange de terrains Colonie-Congrégation des Passionnistes ; conditions de la mise en valeur d'un terrain à la Société industrielle d'exploitations forestières au Congo.

- 410-425. Année 1948. 16 chemises
410. 9 janvier 1948.
Contient entre autres : recrutement de la Force publique.
411. 16 janvier 1948.
Contient entre autres : allocations familiales des employés du ministère des Colonies ; recrutement de la Force publique ; Société d'Élevage et de Culture au Congo belge (S.E.C.).
412. 14 février 1948.
Ce dossier est manquant.
413. 20 février 1948.
Contient entre autres : création d'un Conseil supérieur de statistiques de la Colonie ; majoration des taxes sur délivrance et transfert de permis de récolte, droits de patente, taxes sur délivrance de permis de commerce des trafiquants ambulants, délivrance permis de circulation pour commerce ambulant, prix des licences de boissons alcooliques, permis vente et port d'armes ; majoration de l'impôt personnel sur la superficie des concessions minières ; location d'un terrain à la Société cotonnière de Bomokandi, à Gisamo ; cession gratuite d'un terrain au Vicariat apostolique du Ruanda, à Mu-Kibuya, et à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Yassa ; échange de terrains Colonie-Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango ; concession de terres de pacage à la Congrégation des Chanoinesses missionnaires belges de Saint-Augustin, à Vunzu ; concession en emphytéose d'un terrain à la Compagnie de Libenge, à Zambi ; cession gratuite de terrains à la Société de Luta, à Katanga, Kabodi et Lukusa ; concession d'un terrain à la Société Belgika à Malengoya ; cession d'un terrain à Chanic, à Léopoldville-Ouest ; concession d'un terrain à Richard, à Kwadruma ; convention Colonie-Société anonyme des Plantations tropicales ; abrogation de la mesure spéciale à employer dans le trafic du bois de chauffage destiné aux bateaux à vapeur.
414. 27 février 1948.
Contient entre autres : droits de sortie ; impôt sur le revenu ; taxe de sélection ; impôt personnel ; impôt personnel sur les véhicules.
415. 19 mars 1948.
Contient entre autres : répression de l'adultère et de la bigamie et protection du mariage monogamique ; statut des magistrats, organisation judiciaire et compétences au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; juridictions indigènes au Ruanda-Urundi.
416. 9 avril 1948.
Contient entre autres : répression de l'adultère et de la bigamie et protection du mariage monogamique.
417. 23 avril 1948.
Contient entre autres : indemnités familiales aux titulaires de pensions civiques et coloniales ; impôt indigène ; permis d'exploitation de la Société des Mines d'or Belgika, pour les polygones de Myaya, Nyamvieti et Wamisenye, de Symétain pour le polygone Makarie, de Cololacs pour le polygone Colomines-Est ; concession du droit de pâture à la Congrégation des Missionnaires de Scheut, à Makaw ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Scheut dans la cité indigène de Léopoldville, Mission des Pères scheutistes à Luluabourg, Mission du Lac Albert à Geti ; convention Colonie-CFL-CNKi ; cession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Kulumbi, à Angodia et à Dingila ; cession gratuite d'un terrain à Rose, à Mondala ; échange de terrains Colonie-Société internationale forestière et minière du Congo ; concession en emphytéose d'un terrain à la Mission du Lac Albert à Essebi ; convention CSK-Jean Van Geysel-concession de terres dans le Nord-Est du Katanga ; taxe de statistique ; assurance maladie ou invalidité des employés coloniaux.
418. 21 mai 1948.
Contient entre autres : impôt indigène ; cession gratuite à l'*American Presbyterian Congo Mission*, à Matadi-Parisis ; concession en emphytéose d'un terrain à Van De

- Kerckhove-De Clercq, à Gale ; cession gratuite d'un terrain à Eloy, agent pensionné de la Colonie, à Batanankase ; permis d'exploitation des Mines d'or Belgika pour les polygones de Kisala et Watamba I, Société minière de Bafwaboli pour le polygone d'Amagbada et Compagnie minière du Ruanda-Urundi pour les polygones de Kinyoni, Lemera et Magere ; bloc de recherches minières de la Société minière du Congo septentrional « Bloc-Kate » ; prorogation des droits miniers Société minière de Surongo ; renouvellement des droits de recherches minières de la Compagnie minière du Congo occidental pour blocs de Lumbu et Bembezi ; taxe de statistique ; pension des militaires titulaires de l'Ordre national pour services dans l'Armée coloniale ; droit d'auteur ; recherche de la paternité et obligation alimentaire en faveur de l'enfant naturel non reconnu.
419. 11 juin 1948.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain à De Zurpele, à Sanda ; convention Colonie-CFL-CNKi ; échange d'un terrain Colonie-Association des Dominicaines missionnaires de Namur, à Faradje ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise, à Dingila ; concession d'un terrain à la Compagnie du Kasai, à Dibaya-Lubue ; prorogation des droits de recherches minières de la Compagnie minière en Afrique orientale, dans les blocs de Butare, Kavumu, Kimuga et Rebega.
420. 18 juin 1948.
Contient entre autres : statut des magistrats, organisation judiciaire et compétence au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; compétence des tribunaux du Ruanda-Urundi ; juridictions indigènes du Ruanda-Urundi ; concession d'un terrain à la Société équatoriale congolaise Lulonga-Ikelemba, à Mondje ; convention minière Ruanda-Urundi-Géoruanda-Minétain-Mirui-Somuki ; police de l'immigration ; recherche de paternité et obligation alimentaire basée sur la vraisemblance de la paternité.
421. 24 septembre 1948.
Contient entre autres : police de l'immigration ; personnalité civile de l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango ; allocations familiales des employés non indigènes ; régime forestier ; contrat d'emploi ; concession d'un terrain à Mortier, à Lambeke ; concession gratuite d'un terrain à Delcroix, ancien agent de la Colonie à Bamba-Bishasha et terrain à Georghiou, à Lemba ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères scheutistes à Lusambo et à la Mission des Pères scheutistes à Mwandju-Tubeya ; concession d'un terrain à l'*Africa Inland Mission*, à Aungba ; concession d'un terrain à Del, à Gaume.
422. 22 octobre 1948.
Contient entre autres : concession d'un terrain à Swanepoel sur la rivière Kasenga près de Jadotville, à Shun à Aba, à Cotonco à Demba et à Dingila, à Socobom à Boto, à la Société des plantations Tabacongo dans la Province Kasai, à la Société minière du Bécéka à Kongolo, à Somiba à Nzula ; concession en emphytéose d'un terrain à Thys, à Yoseki ; concession d'un terrain de pacage à Shun, à Faradje ; rétrocession de terrains à la Société anonyme de cultures au Congo belge à Dobo, Busu-Kema et Budjalie ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Tinda ; échange de terrains à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Bokela ; prorogation des droits miniers dérivant à la concession Schlugleit, Neefs et consorts ; permis d'exploitation Belgikaor pour le polygone de Mukulwa ; convention Colonie-Compagnie des Chemins de fer du BCK-Léokadi ; concession en emphytéose d'un terrain à la Compagnie de Libenge, à Zambi ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères scheutistes à Mwandji-Tubeya, à la Mission des Augustins de l'Assomption à Beni ; concession d'un terrain à Jamar, à Kaniama ; cession d'un terrain à Van Den Broeck, à Lumpungu ; concession en emphytéose à la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi à Gashaga ; cession gratuite à la Société minière du Bécéka au Plateau de Bozala ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Avoa.
423. 12 novembre 1948.
Contient entre autres : contrôle des importations et octroi de devises ; déclarations des avoirs en devises étrangères ; art. 114 du Code de procédure civile ; urbanisme ;

- concession d'un terrain à Janseunne, à Mwene-Dito Bukasa ; concession gratuite d'un terrain à Morlighem, ancien auxiliaire médical, à Molandji ; concession d'un terrain à Pirenne, à Malibombi ; concession du droit de pâturage à Holland, à Kabaki ; concession de terrains à la Compagnie du Congo belge à Bitshambele et à la Compagnie cotonnière congolaise, à Atso ; convention CFL-Les Mines d'étain de Kindu ; permis d'exploitation à la Société Les Mines d'or Belgika pour le polygone de Mubundji ; exonération du droit proportionnel et du droit proportionnel de mutation.
424. 3 décembre 1948.
Contient entre autres : décret minier ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs de la Charité de Gand, à Lusambo, à la *Baptist Missionary Society* dans la cité indigène de Léopoldville-Est ; concession d'un terrain de pacage pour le bétail à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango, à Kimyala ; concession d'un terrain à Libert, ancien agent de la Colonie, au Mont Ota ; concession d'un terrain à la Société anonyme Belgika, à Agometo ; droits miniers à Moses ; concessions minières CSK ; assurance vieillesse et décès prématuré des employés.
425. 17 décembre 1948.
Contient entre autres : régime forestier ; concessions minières à la Société d'exploitation et de recherches minières au Katanga ; taxe de statistique ; concession de terrains à la Société cotonnière coloniale, à Mwene-Ditu ; échange de terrains Colonie-Société anonyme Syndicat d'études et d'entreprises au Congo ; convention Colonie-Huilever (concession de terres d'élevage) ; coordination de textes législatifs sur les taxes de consommation ; coordination et révision du régime douanier.
- 426-444. Année 1949. 19 chemises
426. 14 janvier 1949.
Contient entre autres : protection des huileries.
427. 11 février 1949.
Contient entre autres : cession gratuite de terrains Congrégation des Chanoinesses régulières de Saint-Augustin de Jupille-Berlaymont, dans la cité indigène et circonscription urbaine de Kolwezi et à l'Armée du Salut dans la cité indigène de Léopoldville-Est ; échange de terrains CSK-Mission catholique des Pères franciscains et Colonie-Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Niangara ; concession d'un terrain à Bastin, à Kpolokpolo ; concession de terrains à la Société équatoriale congolaise-Lulonga-Ikelemba à Sungu ; concession en emphytéose d'un terrain à Simons, à Lubi ; impôt indigène au Ruanda-Urundi ; pouvoirs aux ingénieurs du Service géologique ; taxe sur les installations radioélectriques privées ; majoration des frais de justice en matière civile et commerciale, en matière répressive et en matière non contentieuse ; statut du personnel administratif de la Colonie applicable à la Force publique ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1949 ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Missionnaires d'Afrique du Vicariat apostolique du Kivu à N'Kungu ; concession d'un terrain Bonte à Bakeri ; convention Colonie-Société anonyme des Pétroles au Congo ; permis d'exploitation Minétain ; régime douanier des marchandises destinées à la base de l'Armée belge dans la Colonie ; centres extracoutumiers ; organisation de la propriété privée et hypothèque des immeubles par incorporation et parties d'immeubles ; exonération du droit proportionnel de mutation.
428. 11 mars 1949.
Contient entre autres : concession d'un terrain à l'*American Presbyterian Congo Mission*, à Lubondaie ; concession en emphytéose à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango, à Kanzombi ; échange de terrains CSK-Compagnie des grands élevages congolais ; échange de terrains Colonie-SA belge pour le commerce du Haut-Congo ; associations coopératives indigènes.

429. 1^{er} avril 1949.
Contient entre autres : organisation de la propriété privée et de l'hypothèque d'immeubles par incorporation et parties d'immeubles ; réparation civile d'accidents automobiles et assurance obligatoire ; concession de terrains à la Société cotonnière congolaise, à Mwene-Ditu ; concession en emphytéose d'un terrain de pacage à la Congrégation des Chanoinesses missionnaires belges de Saint-Augustin à Mushie ; échange de terrains Colonie-Congrégation des Sacrés-Cœurs, à Edumbe ; concession du droit de superficie de terrain à De Gay, à Kingabwa ; location d'un terrain à Roy, à Golo ; concession d'un terrain à la Compagnie coloniale belge, alias Plantations et élevages de Kitobola, à Kitobola ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise, au km 6800 de la route Dungu-Doruma ; permis d'exploitation à la Société Les Mines d'or Belgika pour les polygones de Kiluku et Nyakoko I ; impôts sur le revenu.
430. 8 avril 1949.
Contient entre autres : impôt sur le revenu.
431. 29 avril 1949.
Contient entre autres : décret minier ; permis d'exploitation à la Société Les Mines d'or Belgika pour le polygone de Kiembwe-Est ; associations coopératives indigènes ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Pères scheutistes à Dumba-Tshimbulu ; concession de terrains à la Compagnie cotonnière congolaise à Kutosongo ; permis d'exploitation Symétain pour le polygone d'Elila, Les mines d'étain de Kindu pour le polygone de Moga-Wolfram, Compagnie minière de l'Urega pour le polygone Mundu ; augmentation du capital social de la Société minière de Muhagi et de Kigali par incorporation de réserves ; composition des tribunaux de première instance siégeant en matière commerciale ; abandon de famille.
432. 6 mai 1949.
Contient entre autres : décret minier ; composition des tribunaux de première instance siégeant en matière commerciale.
433. 13 mai 1949.
Contient entre autres : associations coopératives indigènes ; création des Offices de Centre extracoutumier ou de Cité indigène et institution du Conseil supérieur des Centres extracoutumiers et des Cités indigènes.
434. 20 mai 1949.
Contient entre autres : exposé de politique générale en matière de concessions pour l'élevage.
435. 3 juin 1949.
Contient entre autres : contrat d'emploi ; cession gratuite d'un terrain dans la ville de Léopoldville ; concession gratuite d'un terrain à Paquay, ancien agent du CSK, à Kivura ; concession d'un terrain à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto, à Yegu ; permis d'exploitation Société des Mines d'or Belgika pour les polygones de Kamilanga-Wolfram et Kamilanga-Niangulube, Société minière du Lualaba et Les Mines d'or de Kindu pour le polygone Hiatus-Wamanga ; renouvellement des droits de recherches minières de la Société minière de Muhiga et de Kigali.
436. 17 juin 1949.
Contient entre autres : associations coopératives indigènes ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville ; concession d'un terrain à la Société anonyme Belgika à Bafwakwene ; réparation dommages accidents du travail et maladies professionnelles des travailleurs indigènes.
437. 24 juin 1949.
Contient entre autres : décret minier ; changement de destination de terrains à la Société anonyme Belgika près de Stanleyville ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères capucins à proximité du centre extracoutumier de Libenge, à la *Baptist Missionary Society Corporation* à Yasilombo ; concession d'un terrain pour pâturage à Van Weehaeghe, à Mukishi ; location d'un terrain à la Brasserie de Léopoldville, à N'Djili ; réversion du traitement des magistrats ; pensions des agents

- administratifs et militaires et ceux de l'ordre judiciaire ; associations coopératives indigènes ; annulation de plein droit de toute convention matrimoniale polygamique nouvelle et réglementation sur l'installation et la résidence des anciens polygames dans certaines agglomérations ou régions de la Colonie.
438. 8 juillet 1949.
Contient entre autres : cession gratuite du Vicariat apostolique du Ruanda à Kivumu et terrain de pacage à la Congrégation des Chanoinesses missionnaires belges de Saint-Augustin à Kolo et à la Mission des Pères jéséphites à Sanganiembe ; concession d'un terrain à Sinfac, à Lowe ; impôt personnel sur la superficie des concessions minières.
439. 15 juillet 1949.
Contient entre autres : associations coopératives indigènes.
440. 7 octobre 1949.
Contient entre autres : réparation dommages accidents du travail et maladies professionnelles des travailleurs indigènes ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Yasa, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) de l'Urundi à Usumbura, à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Yonda, à l'Association des Dominicaines missionnaires de Namur à Niangara ; échange de terrains Colonie-Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango ; concession d'un terrain à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Lukusu-Kabinda-M'Pata ; concession d'un terrain à Corryn ancien fonctionnaire de la Colonie, à Kandinda, à Vrancken ancien agent de la Colonie à Mwagu, à Groven ancien agent de la Colonie à Bogoro, à De Bom à Mwadi-Kayembe, à Jacques Richard au Mont Aboro, à Delforge à Bunia ; cession gratuite d'un terrain à la Société minière du Bécéka, à Miabi ; concession d'un terrain à la Société Belgika à Banzali, à la Société d'élevage et de culture au Congo belge à Kamushilu et à la Société équatoriale congolaise Lulonga-Ikelemba à Wendji ; permis d'exploitation de la Société Les Mines d'or Belgika pour le polygone de Belametscho ; dispositions du décret du 24 janvier 1949 applicable aux concessions dérivant de conventions particulières ; réservation de quatre zones du domaine minier du CSK ; convention Colonie-CNKi ; pensions civiques et coloniales des magistrats, fonctionnaires et agents civils et militaires et ceux de l'ordre judiciaire ; pensions coloniales des fonctionnaires et agents civils et militaires et de l'ordre judiciaire ; exonération du droit proportionnel.
441. 14 octobre 1949.
Contient entre autres : concession d'un terrain à Herman ancien fonctionnaire de la Colonie au Sud de Kolwezi sur la Musonoïe, à Meessen à Manzika, à Belot au Mont Rona, à la Société d'élevage au Kasai à M'Balo, à Macodibe à Falanga, à la Compagnie du Kasai à Kalonda ; convention Colonie-CNKi-Société immobilière du Kivu ; convention Colonie-Huilever ; convention Colonie-Compagnie du Katanga ; autorisation à la Société minière du Congo septentrional, délimitation de la zone complémentaire de la région de Madimba ; convention minière Colonie-Société minière de la Bili ; convention Colonie-CNKi ; pensions coloniales des fonctionnaires et agents civils et militaires et de l'ordre judiciaire ; protection des titres de licencié, docteur agrégé, ingénieur et pharmacien.
442. 18 novembre 1949.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville ; extension des attributions du CNKi ; protection des huileries ; convention Colonie-CSK-Raick ; régime forestier ; concession d'un terrain de pacage à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Tatshi ; concession en emphytéose d'un terrain de pacage à la Congrégation des Frères des Écoles chrétiennes aux environs de Tumba ; échange de terrains Colonie-Mission des Pères scheutistes à Tohibala ; concession d'un terrain à Van Oppens à Mwene-Ditu, à la Société d'exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Genegene, à la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi à Kizanie ; concessions minières à Cardinael, Marti, Van

- Der Mijnsbruggen, Huberty, Clever, Pomba, Campion, Mackels, Ortman, Van Ruymbeke, Gengoux, Doyen, Libion, Stinglhamber, Ferry, Dupon, Neys, Luyten, Bayens, Contant ; organisation du barreau au Ruanda-Urundi ; nouveau régime des pensions des magistrats.
443. 16 décembre 1949.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à la Mission catholique des Pères franciscains à Kasaji ; échange de terrains Colonie-Mission du Lac Albert à Aba ; concession gratuite à Maenhaut van Lemberge, ancien fonctionnaire de la Colonie, à Katera-lez-Miala ; concessions à la Société minière du Bécéka aux Chutes Tshala ; permis d'exploitation à la Compagnie des Mines d'étain Belgika pour le polygone de Kankisu et à la Société Les Mines d'or Belgika pour le polygone de M'Busu ; institution de l'Inspection du travail.
444. 23 décembre 1949.
Contient entre autres : concession d'un terrain à Van Oppens, à Mwene-Ditu ; organisation du barreau au Ruanda-Urundi ; convention Colonie-Ruanda-Urundi-Régideso e.a. (distribution d'énergie électrique) ; organisation judiciaire du Ruanda-Urundi ; compétence des tribunaux du Parquet ; contrat d'emploi ; polygamie ; échange de terrains Colonie-Mission des Pères jésuites et concession en emphytéose d'un terrain de pacage à Luluabourg ; concession gratuite de terrains à d'anciens fonctionnaires de la Colonie : Maenhaut Van Lemberge à Katera-lez-Miala, Dhaennens à Kasao et Schols à Bianco ; concession de terrains à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Mopa et à Avini, à la Société cotonnière du Bomokandi à Nawimi et à la Société des plantations Tabacongo à Kabululu et à la Lubi.
- 445-458. Année 1950. 14 chemises
445. 13 janvier 1950.
Contient entre autres : nouveau régime des pensions des magistrats ; concession d'un terrain à Schols à Biana, à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Adumba-Gagao, à la Société cotonnière du Bomokandi à Nawiwi ; exonération du droit de mutation sur les mines.
446. 20 janvier 1950.
Contient entre autres : convention Colonie-Ruanda-Urundi-Régideso e.a. (distribution de l'énergie électrique) ; concessions aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Katende, Oluke et Biaro ; concessions minières à Ortmans, Chin, Elquine, Faucon, Steffens et Rouhard au Ruanda-Urundi ; renouvellement des droits de recherches minières à Somuki pour les blocs de Mweri, Heha et Gomvi ; concession minière à la Société coloniale et minière ; enregistrement de terrains au nom du CSK ; régime des armes à feu et munitions.
447. 3 février 1950.
Contient entre autres : convention Colonie-Ruanda-Urundi-Régideso e.a. ; organisation judiciaire Ruanda-Urundi (distribution de l'énergie électrique) ; impôt personnel ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1950 ; institution de l'Inspection du travail.
448. 3 mars 1950.
Contient entre autres : régime forestier ; polygamie ; réparation des accidents d'autos et assurance obligatoire ; concession d'un terrain aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro, à Genegene ; sécurité et salubrité du travail ; réévaluation de l'encaisse-or Banque du Congo belge ; cession gratuite d'un terrain à la Société du Kasai à Badibanga.
449. 10 mars 1950.
Contient entre autres : institution du Registre de Commerce ; réparation des accidents d'autos et assurance obligatoire ; création de la Caisse d'épargne du Congo belge.
450. 31 mars 1950.
Contient entre autres : concession de terrains à la Société des Mines d'or de Kilo-moto, à Mopa et à Avini ; concession d'un terrain à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à rivière Fula, d'un terrain de

pacage à la Mission des Pères rédemptoristes près de Tumba ; concession d'un terrain à Charpentier sur la rivière Mofia, à Tollet à Mayenga, à Van Asch ancien agent CSK à Musaka, à la Société commerciale belgo-africaine à Bena-Dibele, à la Compagnie du Kasai à Kingondji, aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Miako, à Ubilo et à Batikamonji ; concessions minières à Flament, Brisbois, Defays, Decrolier, Tachteris et Simandiris au Ruanda-Urundi ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango dans le centre extracoutumier de Kintanu et à Kingandu, à la Congrégation des Dominicains à Paulis, à l'Association de l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie à Stanleyville ; convention Colonie-Morlighem ; concession en emphytéose d'un terrain agricole à Thys, à Yapere ; concession d'un terrain à la Société des plantations de Dembia à Baya-Moke-Nampa, à la Compagnie du Kasai à Mangai, à la Société des huileries et plantations du Kwango à Dondo-Zushi, à la Compagnie congolaise des cafés à Lilu, à la Société Fima à Léopoldville-N'Dolo, à la Société du Haut-Uele et du Nil à Nioka ; renouvellement des droits miniers à la Société minière de Surongo ; permis d'exploitation à la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour les polygones de Meeke, Lualatshi et Mutziki, aux Mines d'or Belgika pour le polygone Kabuti ; organisation du barreau de la Colonie ; port illégal de décorations.

451. 28 avril 1950.

Contient entre autres : régime forestier ; réparation des accidents d'autos et assurance obligatoire ; concession d'un terrain à la Société d'exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Matikamonji ; création de la Caisse d'épargne du Congo belge.

452. 12 mai 1950.

Contient entre autres : concession d'un terrain à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango, sur la rivière Fula ; concession de terrains à la Société des plantations Tabacongo à Kabululu et à la Lubi ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique à Astrida ; cession d'un terrain à Roumeliotis, à Kapolowe ; cession gratuite d'un terrain à De Geeter, ancien agent de la Colonie à Bakoba ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Boeli ; location et concession de terrains à Chanic à Léopoldville ; permis d'exploitation à la Société forestière et minière du Congo pour le bloc n°1 du Bas-Congo, à Symétain pour le polygone de Misobo ; renouvellement des droits de recherches minières dans bloc de Kayeve (convention Ruanda-Urundi-Henrion) ; art de guérir ; statut des magistrats ; enfance délinquante ; constatation de vacances des terres domaniales.

453. 9 juin 1950.

Contient entre autres : rentes de survie à charge du Trésor colonial ; concession d'un terrain à la Congrégation des Dominicains à Niangara ; cession gratuite à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Stanleyville, à l'Association de l'Institut de Scheut à Bumba ; exonération du paiement du droit de mutation sur la valeur des immeubles à la Congrégation des Religieux salésiens ; concession d'un terrain d'élevage à la Société des Missionnaires d'Afrique à Baudouinville ; cession gratuite de terrains à l'IRSAC à Bakwalanga et îles Bienge, Mpoko, Eluwa, Mbele, Itumba et Elunda du Lac Tumba ; cession gratuite et concession de terrains à la Société minière du Bécéka à Kamangu et à Diulu ; concession d'un terrain à la *Bamboli Cultuurmaatschappij* à Yaleko ; concession en emphytéose d'un terrain à la Société immobilière, agricole et forestière du Congo à Litendele ; permis d'exploitation Symétain pour le polygone de Mukungu ; concessions minières Minétain, Minafor, Mirudi, Géoruanda et Somuki au Ruanda-Urundi ; transfert à la veuve Bisman du droit de recherches minières dérivant de la convention Ruanda-Urundi-Bisman ; concessions minières à Dufrasne, Goethals, Henrion, Lens, Quoirin, Vachadeuz, Tsacanas, Mierge et Simonart au Ruanda-Urundi ; concession minière à Corem, au Ruanda-Urundi ; permis d'exploitation Kinorétain pour les polygones de Kamazezi-Or et Kamazezi-Tantale ; extension du droit général de recherches minières dérivant des nouvelles conventions Ruanda-Urundi-colons miniers et sociétés minières, à la

- zone à droit général de recherches minières Corem ; assurance de vieillesse et du décès prématuré des employés et pension des agents administratifs et militaires et ceux de l'ordre judiciaire ; standardisation en régie électrique.
454. 7 juillet 1950.
Contient entre autres : échange de terrains CSK-Société des Missionnaires d'Afrique à Mpola ; cession d'un terrain agricole à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Kasha ; concession gratuite d'un terrain à Wilmotte, ancien fonctionnaire de la Colonie à Binda-Londa, Marchal au Mont Rona, de terrains de pâturage à Schols à N'Guli et Dilongo-Yulu ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Bondo ; concession de terrains à la Compagnie cotonnière congolaise à Atse et Kutusongo, à la Société Les Plantations de la Mambika à Kinguvu et à la *Bamboli Cultuurmaatschappij* à Yaleke ; chasse et pêche.
455. 28 juillet 1950.
Contient entre autres : enfance délinquante ; cession d'un terrain à Roumeliotis, à Kapolowe ; cession gratuite à la Mission des Augustines de l'Assomption à Ivatama, l'Association des Missionnaires d'Afrique du Vicariat apostolique de Kivu à Uvira, à l'*American Baptist Foreign Mission Society* à Boko, à la Société d'élevage et de culture au Congo belge à Bakwa Tombwe ; concession d'un terrain à Ménager à Namembi, à la CFL à Mulongo, à la Société d'exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Lusa, à la *Bangala Cultuurmaatschappij* à Bolombo ; permis d'exploitation aux Mines d'or Belgika pour les polygones de Kaliba, Itamu-Ouest et Lubinga ; cessions et concessions gratuites de terres aux anciens fonctionnaires et agents de la Colonie et en vue de favoriser la petite colonisation.
456. 13 octobre 1950.
Contient entre autres : échange de terrains Colonie-Mission catholique des Pères franciscains à Dilolo-Gare, Colonie-Mission des Augustins de l'Assomption à Mutwanga, Colonie-Société des prêtres du Sacré-Coeur à Stanleyville, Colonie-*Association Heart of Africa Mission* à Buambi et à Kondolole ; location d'un terrain à la Fondation du bien-être indigène de l'Utexleo et Usines textiles de Léopoldville dans la cité indigène Léopoldville-Ouest ; échange de terrains Colonie-Compagnie Jules Van Lancker à Kolo ; convention Colonie-Société anonyme de cultures au Congo belge ; location et concession de terrains à la Compagnie cotonnière congolaise à Businga et à Niangara ; concession en emphytéose d'un terrain à Golle/veuve Van Hyfte à Kamipini, à Richard à Aruda et à Questiniaux à Zaïla-Muleba ; concession d'un terrain à la Société du Haut-Uele et du Nil à Katambi autorisation de participation à la Caisse coloniale des pensions et Allocations familiales pour employés (participation dans une société coopérative) ; occupation illégale de terres ; polygamie ; régime des allocations familiales pour travailleurs indigènes.
457. 3 novembre 1950.
Contient entre autres : cession gratuite à l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie à Stanleyville ; concession d'un terrain à Van Hee, colon au Mont Rona ; concession d'un terrain à la Société anonyme Belgika à Yatike-Yamenga ; régime des taxes sur les brevets.
458. 1^{er} décembre 1950.
Contient entre autres : enfance délinquante ; concession gratuite d'un terrain à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Boende, à l'*Africa Inland Mission* à Blukwa ; droit de superficie sur dix blocs de terrains forestiers à Leokadi, le long du chemin de fer de Tenke à Dilolo ; juridictions indigènes ; impôt sur le revenu ; impôt complémentaire sur les bénéfices.
- 459-476. Année 1951. 18 chemises
459. 19 janvier 1951.
Contient entre autres : concession d'un terrain à la Compagnie africaine Cooreman à Okwanzole-Ikundu ; institution du Registre de Commerce ; articles 16 à 20 du Livre II du Code civil congolais ; organisation des servitudes nécessaires à l'exercice des droits concédés sur les eaux et les lits des lacs et des cours d'eau ; concession et

- administration des lacs et cours d'eau ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1951 ; concession d'un terrain à Peree à Tshimbane, à Yernaux à Mankata ; concession en emphytéose d'un terrain à la Compagnie coloniale belge alias Plantations et élevages de Kitobela à Kitobela ; permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega pour le polygone de Diamaka-Nord, à la Société minière de Bafwaboli pour les polygones de Tipoyin Samuda et Dunga, à la Société Les Mines d'or Belgika pour les polygones de Kibenge I et Belametsho II, à Sominel pour le polygone de Mai-Dombe (transfert à Belgikaétain), à Lopes pour le polygone de Matala ; concessions minières à Schmid, Aldaheff et Chantrenne au Ruanda-Urundi ; standardisation électrique.
460. 16 février 1951.
Contient entre autres : permis d'exploitation de la Compagnie minière de l'Urega pour le polygone de Bila, à Symétain pour le polygone de Biamaka-Nord ; régime des allocations familiales pour les travailleurs indigènes ; statut des magistrats ; organisation judiciaire de la Colonie ; concession gratuite d'un terrain à la Mission méthodiste du Sud-Congo à Élisabethville, à la Fondation Symétain pour l'Amélioration du bien-être des indigènes sur la rive droite de la rivière Ulundi ; prolongation de la durée des obligations imposées aux indigènes ; allocation annuelle et supplément à la rente attachée à la Médaille commémorative du Congo ; droit de choix de terres de pacage pour la Société congolaise de banque dans le territoire de Mushie.
461. 2 mars 1951.
Contient entre autres : articles 16 à 20 du Livre II Code civil congolais ; organisation des servitudes nécessaires à l'exercice des droits concédés sur les eaux et les lits des lacs et des cours d'eau ; concession et administration sur les lacs et cours d'eau ; personnalité civile de l'Association *Quadragesimo Anno* ; minima de pensions civiles et coloniales et clause de déchéance du droit à pension coloniale dans les régimes nouveaux.
462. 6 avril 1951.
Contient entre autres : concession d'un terrain agricole aux Plantations de la Mambika à Kinguvu ; concession gratuite de terrains à la Mission de l'Ordre de Saint-Benoît à Kipushi et à Mwera ; échange de terrains CSK-Congo *Evangelistic Mission* ; concession gratuite d'un terrain à Legein ancien fonctionnaire de la Colonie à Kanzenze et à Moritz à Bakwa-Tombolo ; location et concession de terrains CFL à Kalombe et à Kiabo ; rétrocession d'un terrain à Istat par la Colonie, à Kutu ; concession en emphytéose d'un terrain à Gylden colon-plantateur à Bosenge et à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Tapa-Berunda ; droit de choix de terres de pacage à la Société Les élevages de Kindundu-Elkin dans le district du Bas-Congo ; concession d'un terrain à la Compagnie du Kasai à Lubue ; convention pour l'étude géologique et minière de la cuvette centrale congolaise ; réservation d'une zone du domaine minier du CSK ; prorogation des droits de recherches à la Société minière du Congo septentrional ; renouvellement des droits de recherches à la Société minière de Nyangwe dérivant de la convention Colonie-Lohest ; permis d'exploitation à la Société minière de Lualaba pour le polygone du bloc d'Ona-Aka, à la Société minière Victoria pour le polygone de Kamudu, au CNKi pour le polygone de Wamanga.
463. 4 mai 1951.
Contient entre autres : régime des allocations familiales pour travailleurs indigènes ; occupation illégale des terres ; prorogation des droits miniers Marchal ; autorisation de prospection publique des mines du domaine minier de la CFL ; occultisme.
464. 25 mai 1951.
Contient entre autres : concession gratuite d'un terrain à Lerein ancien fonctionnaire de la Colonie, dans la région de Kanzenze ; prorogation des droits miniers à Marchal ; occupation illégale des terres ; cession gratuite à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Léopoldville-Kalina, à la Mission du Lac Albert à Gety ; concession d'un terrain à Cardoso Frères à Kindembe, à Golle et à Van Hyfte à Munamazi et à la CFL à Kiabo ; permis

- d'exploitation de la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine de Shaki ; redevance annuelle sur les postes récepteurs radioélectriques ; convention sur la production et la distribution d'énergie électrique.
465. 8 juin 1951.
Contient entre autres : convention sur la production et la distribution d'énergie électrique ; droit de choix terres de pacage pour Elkasai, dans la Province du Kasai ; permis d'exploitation à la Société Les Mines d'or et d'étain de Kindu pour le polygone de Kaseka ; art de guérir.
466. 15 juin 1951.
Contient entre autres : création de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; texte néerlandais du Code de procédure pénale de la Colonie.
467. 22 juin 1951.
Contient entre autres : création de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
468. 29 juin 1951.
Contient entre autres : création de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
469. 13 juillet 1951.
Contient entre autres : octroi du droit de choix aux Élevages de Kindu-Elkin pour des terres de pacage dans le district du Bas-Congo et à la Compagnie coloniale belge (alias Plantations et élevages de Kitobola) dans le territoire des Cataractes ; impôts sur le revenu ; impôt complémentaire sur les bénéfices.
470. 20 juillet 1951.
Contient entre autres : convention sur la production et la distribution d'énergie électrique ; création de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; concession d'un terrain à la Société anonyme Belgika à Yatotike-Yamenga ; concession en emphytéose d'un terrain à la Société immobilière agricole et forestière du Congo à Litendele ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kikwit, à la Société des prêtres du Sacré-Coeur à Stanleyville ; échange de terrains Colonie-Congrégation des Missionnaires de Scheut à Bonkonko et à Ikari ; convention Colonie-Fondation Symétain pour l'amélioration du bien-être des indigènes ; concession de terrains aux Établissements Madail à Léopoldville ; cession gratuite d'un terrain à la Société minière du Bécéka à Katende-Koboko ; concession Société du Haut-Uele et du Nil sur la rivière Lamaladze ; convention CSK-Bolle ; droit de choix terrains à la Société Simak dans la région de Fizi et à la Compagnie de l'Hévée ; permis d'exploitation à la Compagnie minière Arema pour le polygone de Mulila dans domaine minier de la CFL ; levée des séquestres de guerre.
471. 26 octobre 1951.
Contient entre autres : impôt indigène au Ruanda-Urundi ; cession gratuite et concession en emphytéose de terrains à la Mission du Lac Albert à Bunia ; échange de terrains CSK-Mission des Pères blancs à Albertville ; avenant à la convention CSK-Gonda (concession gratuite d'un terrain sur la rivière Luiswishi) ; convention Colonie-Caprassé (cession gratuite d'un terrain à Djelo-Binza) ; concession d'un terrain à Van Den Brande à Kasiki ; concession gratuite et concession de terrains à la Compagnie du Congo belge à Léopoldville et à Asto ; concession en emphytéose d'un terrain aux *Congo Rubber Estates* à Bafaki ; allocations familiales des employés non indigènes ; droit de recherche de mines à la Société de recherches minières du Sud-Katanga dans le domaine minier CSK ; annulation de la concession Nauwelaerts Lukula I ; permis d'exploitation de la Société minière Victoria pour le polygone de Mubundji ; garantie de destination de terres cédées par la Colonie, le CSK ou le CNKi, ainsi que le droit de reprise ; allocations spéciales propres au régime de compénétration ; pensions des agents du corps de police territoriale ; pensions aux militaires « de race noire » ; pensions du personnel civil du cadre indigène ; droits d'enregistrement en matière foncière ; droits de chancellerie.

472. 9 novembre 1951.
Contient entre autres : art de guérir ; garantie de destination des terres cédées par la Colonie, le CSK ou le CNKi, ainsi que le droit de reprise ; reconnaissance aux titulaires de droits réels immobiliers du pouvoir de faire des immeubles par destination ; introduction dans la législation congolaise de la loi uniforme sur le chèque.
473. 23 novembre 1951.
Contient entre autres : articles 16 à 20 du Livre II du Code civil congolais.
474. 30 novembre 1951.
Contient entre autres : servitudes nécessaires à l'exercice des droits concédés sur les eaux et les lits des lacs et des cours d'eau ; concession et administration des lacs et cours d'eau.
475. 7 décembre 1951.
Contient entre autres : convention Colonie-Caprass (cession d'un terrain à Djelo-Binza) ; régime de la compénétration ; pensions des agents du corps de la police territoriale ; pensions aux militaires « de race noire » ; assurance maladie ou invalidité ; assurance vieillesse et décès prématuré ; concession d'un terrain à Cardose Frères, à Dindemba ; cession d'un terrain à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kintanu, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Liapenda ; échange de terrains CSK-Association des Frères savésiens à Jadotville ; avenant à la convention Colonie-FBEI de la société Utexteo ; conventions Colonie-CSK ; cession gratuite de terrains à la Société minière du Bécéka à Goie-Mwana, Luilu et Mulenda ; concession d'un terrain à Braeckman au Mont Rona, à Van Weehaeghe à Kamina et à la Compagnie congolaise des cafés à Nzale ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Kole ; concession d'un terrain à la Société industrielle et commerciale de l'Afrique centrale, à Boso-Likala et à Bomenge ; prorogation des droits miniers de la Société coloniale minière ; permis d'exploitation de la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour le polygone de Tuembe, à la Société minière du Congo septentrional pour le polygone de Nambangulu, à la Société Symétain pour le polygone de Tshamaka ; impôt indigène au Congo belge ; abrogation de l'article 42 du décret sur les circonscriptions indigènes ; abrogation de l'article 19 du décret sur les juridictions indigènes ; abrogation de l'article 21 de l'ordonnance-loi sur les juridictions indigènes au Ruanda-Urundi ; sécurité et salubrité du travail au Ruanda-Urundi ; institution de l'Inspection du travail au Ruanda-Urundi) ; petite colonisation.
476. 21 décembre 1951.
Contient entre autres : reconnaissance aux titulaires de droits réels immobiliers du pouvoir de faire des immeubles par destination ; introduction dans la législation congolaise de la loi uniforme sur le chèque ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1952 ; échange de terrains Colonie-Société des religieuses du Sacré-Coeur, Colonie-Officie du Centre extracoutumier de Stanleyville-Institut des Franciscaines missionnaires de Marie ; concession gratuite d'un terrain à Cabu, ancien fonctionnaire de la Colonie, sur la rivière Mikalo ; concession d'un terrain à la Société forestière de la Rubi à Mombombwa, à Senn à Kundulungu, à la Société Inco-Sarma à Léopoldville ; concessions en emphytéose de terrains à la Société cotonnière du Bomokandi à Boto et à la Société minière du Bécéka à Bosala, permis d'exploitation de la Société Les Mines d'or Belgika pour le polygone d'Ona-Uku et de la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi pour le polygone de Muganza.
- 477-494. Année 1952. 18 chemises
477. 11 janvier 1952.
Contient entre autres : concession d'un terrain à Cardoso Frères, à Kindembe ; concession d'un terrain à la Compagnie congolaise des cafés, à Nzale ; conventions Colonie-Compagnie du Kasai ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1952 ; majorité et puissance légale des biens des enfants mineurs ;

- immatriculation des indigènes ; concession en emphytéose d'un terrain à la Mission des Pères croisiers à Kenze et à Zigba et à la Compagnie de Libenge à Yumbi ; concession à la Société Amato Frères à Léopoldville et à la Compagnie cotonnière congolaise à Masipiri ; permis d'exploitation à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de Muhira-Moyen.
478. 25 janvier 1952.
Contient entre autres : candidats pour la Commission administrative de l'INEAC ; concession d'un terrain à la Société anonyme Belgika à Yaotike-Yamenga ; garantie de destination des terres cédées par la Colonie, le CSK ou le CNKi ainsi que le droit de reprise ; assimilation pour l'application des décrets coordonnés sur l'organisation judiciaire et la compétence, les indigènes immatriculés et les indigènes détenteurs de la carte du mérite civique, aux non indigènes ; assimilation des indigènes immatriculés et des détenteurs de la carte du mérite civique, aux non indigènes, en matière de droit pénal, procédure pénale et réhabilitation des condamnés.
479. 8 février 1952.
Contient entre autres : concession d'un terrain à la Société forestière de la Rubi à Mombombwa ; articles 16 à 20 du livre II du Code civil congolais ; garantie de destination des terres cédées par la Colonie, le CSK ou le CNKi ainsi que le droit de reprise ; art de guérir ; réorganisation politique indigène au Ruanda-Urundi ; création de l'Office des cités africaines.
480. 15 février 1952.
Contient entre autres : création de l'Office des Cités africaines.
481. 29 février 1952.
Contient entre autres : concession d'un terrain à la Société anonyme Belgika, à Yaotike-Yamenga ; droit de choix terres de pacage à la Société cotonnière du Bomokandi dans les territoires de Paulis et Wamba, à la Compagnie des produits et des frigorifères du Congo dans les territoires de Matadi, Thysville et Boma, Société d'élevage et de culture de l'Uele dans territoire de Poko ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Chanoinesses missionnaires belges de Saint-Augustin dans la cité indigène Léopoldville-Est, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Stanleyville, à la Société minière du Bécéka à Lomuele ; concession en emphytéose d'un terrain à l'*Unevangelized Tribes Mission* à Kijiji ; échange de terrains CSK- Congrégation des Religieux salésiens à Sakania ; concession gratuite d'un terrain à Hec, ancien fonctionnaire de la Colonie, à l'Étoile du Congo ; convention Colonie-Société de colonisation agricole au Mayumbe ; concession d'un terrain à la Compagnie de l'Uele, sur la rivière Kpanga ; location d'un terrain à la Compagnie congolaise à Bondo et à Dingala ; prorogation des droits de recherches minières à la Société minière du Congo septentrional ; commerce de bétail au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; statut des magistrats.
482. 21 mars 1952.
Contient entre autres : art de guérir ; création de l'Office des Cités africaines ; convention Colonie-Huilever (terres d'élevage) ; petite colonisation ; cession gratuite à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Léopoldville-Kalina ; concession d'un terrain à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Yegu.
483. 25 avril 1952.
Contient entre autres : concessions et administration des lacs et cours d'eau ; réorganisation politique indigène au Ruanda-Urundi ; concessions en emphytéose et location d'un terrain à la Société minière du Bécéka, à Bosala ; contingent à recruter pour la Force publique en 1952 ; cession gratuite d'un terrain à Aga Khan, à Usumbura ; concession gratuite d'un terrain à Courtois ancien agent de la Colonie à Sangaie et à Francus à Leyna ; concession du droit de choix terres de pacage à la Compagnie Jules Van Lancker dans la région de Kole et à la Compagnie cotonnière congolaise dans le territoire de Libenge ; convention Colonie-Société des Chemins de fer vicinaux du Congo ; droits miniers Demidoff ; permis d'exploitation de la Société minière du Lualaba pour le polygone d'Idambo B et la Société Les Mines d'or Belgika pour les polygones de Hiatus Songwe 1 et 3 ; statut des magistrats

- (calcul des augmentations de traitement) ; pensions coloniales des fonctionnaires et agents administratifs et militaires et ceux de l'ordre judiciaire.
484. 9 mai 1952.
Contient entre autres : concession d'un terrain à la Compagnie de l'Uele, sur la rivière Kpanga ; concession gratuite à Courtois à Sangaie et à Francus à Leyna ; réorganisation politique indigène au Ruanda-Urundi ; régime douanier pour les marchandises destinées aux bases et camps de l'armée belge dans la Colonie.
485. 23 mai 1952.
Contient entre autres : autorisation de prospection publique dans les mines du domaine minier de la CFL ; convention Colonie-Compagnie du Chemin de fer du Katanga-Société des Chemins de fer Léopoldville-Dilolo-Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga ; prorogation des baux à loyer ; articles 87 et 93 du Code de procédure civile ; échange de terrains Colonie-Association de l'Institut de Scheut à Bumba ; concession gratuite d'un terrain à Desmedt, ancien agent de la Colonie, à Mbala-Kalolo ; cession gratuite d'un terrain à la Société minière du Bécéka à Miambi et à Ditutu ; concession en emphytéose d'un terrain à Dispy au km 1 de la route des Éléphants et à Ménager à Dimba ; concession d'un terrain à Mamet à Yembe et à la Compagnie Jules Van Lancker à Sansikwa ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Niangara ; convention Colonie-Société des plantations tropicales ; échange de terrains Colonie-Syndicat d'études et d'entreprises au Congo à Stanleyville.
486. 13 juin 1952.
Contient entre autres : concession de terres de pacage à la Congrégation de Scheut à Makow ; convention Colonie-Société des pétroles au Congo ; permis d'exploitation de la Compagnie minière du Congo occidental pour les polygones de Kiminzi et Kodia, de la Société Les Mines d'or et d'étain de Kindu pour le polygone de Kisoka A, de la Société des Mines d'or Belgika pour le polygone de Goa, de la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour les polygones de Lukula II, Nyazita I, Bulaga, Tuindi et Thinganga ; concessions minières de Borghrave d'Altena, Can De Wouwer, Studer, Blond, Geens, Gyselinck, Merchiers, Feltz et Arend au Ruanda-Urundi ; création de zones militaires ; cession gratuite d'un terrain à la Mission du Lac Albert à Kilomine ; location d'un terrain à van de Kerckhove à Busu-Mobjebo ; chèque non provisionné et autres effets tirés sans droit.
487. 4 juillet 1952.
Contient entre autres : réorganisation de la politique indigène au Ruanda-Urundi ; conventions Colonie-Jansseune ; tarif des droits d'entrée ; concession en emphytéose d'un terrain à la Congrégation des Religieux salésiens à Tera ; échange de terrains Colonie-Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango, à Kintanu ; avenant CSK-Van Weehaeghe ; concession gratuite d'un terrain à Lejeune, ancien fonctionnaire de la Colonie, à Tugulu ; concession d'un terrain aux Établissements Madail, à Lutshima ; location d'un terrain à la CFL à Kalembwa ; concession d'un terrain Huilever à Boyera ; droits de recherches minières Van De Wiele pour le bloc de Bitsumbi-Est ; permis d'exploitation de la Société minière de Bafwaboli pour les polygones de Haute Maiko III, Mubunda I et II ; tutelle spéciale à exercer par la Colonie sur certaines catégories d'enfants.
488. 18 juillet 1952.
Contient entre autres : concession d'un terrain aux Plantations de la Mambika, à Kinguvu ; couverture en or et en devises convertibles en or des engagements à vue en francs congolais de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; convention Colonie-Plantations tropicales ; cession gratuite d'un terrain dans la ville de Léopoldville ; concession d'un terrain à Dekens, à Dambo ; échange de concession forestière contre le droit de choix de terres agricoles Colonie-Société agricole et commerciale de la Busira ; concession de terres de pacage à la Société d'élevage de la Luilu dans le district du Haut-Lomami ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Titulé, à la Société des tanneries du Congo belge à Léopoldville le long du fleuve Congo ; droits de recherches minières à la Société minière de Muhinga et de Kigali pour les blocs de Mweri, Heha et Gomvi ;

impôt indigène au Ruanda-Urundi ; enfance délinquante ; assurance maladie ou invalidité des employés coloniaux ; permis d'exploitation de la Société Symétain pour le polygone de M'Baku-Sud ; accession des Congolais à la propriété immobilière individuelle ; cessions et concessions de terres dans les Centres extracoutumiers et les Cités indigènes ; cession et concessions gratuites de terres en vue de favoriser la colonisation.

489. 3 octobre 1952.

Contient entre autres : chèque non provisionné et les autres effets sans droit ; rentes de survie à charge du Trésor colonial ; rente attachée à la Médaille commémorative du Congo, supplément à cette rente et allocation annuelle et viagère accordée ; concession d'un terrain à Yernaux à Makanta ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs du Saint-Coeur de Marie à Vula-Muanga, à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kahemba, à la Mission méthodiste du Congo central à Dingle, à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Luluabourg ; dispense d'enregistrement d'un terrain rétrocédé gratuitement au Ruanda-Urundi, par le Vicariat apostolique du Ruanda ; échange de terrains CSK-John Alexandre Clarke/*Garenganze Evangelical Mission* ; droit de choix de terres à Bostandji dans le district du Lac Léopold II ; concession gratuite d'un terrain à Godefroid, à Musaka ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Kalembe-M'Bale, à la Société minière du Bécéka à Miabi, à la Société de pêche maritime à Matadi Ango-Ango, à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Yagu, à la Société des établissements Madail à Obala, aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Ubilo, à la Société industrielle d'exploitation forestière au Congo à Kikobo, Société des plantations de Dembia à Nemoeto, à la Compagnie du Moyen et du Bas-Congo à Boma le long du fleuve Congo, à la Société Silva et Andradas successeurs Silvades à Léopoldville-N'Dolo le long du fleuve Congo ; droits de recherches minières à la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi pour le bloc de Kabale ; permis d'exploitation à la Société Les Mines d'or Belgika pour le polygone d'Olea, à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine de Bugambira.

490. 7 novembre 1952.

Contient entre autres : allocations familiales des travailleurs indigènes ; statut des magistrats au Ruanda-Urundi ; fondation de la Société de crédit au colonat ; concession en emphytéose à Ménager à Dimba et à la Mission du Lac Albert à Yambo ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères capucins à Libenge, à l'Armée du Salut dans la cité indigène Léopoldville-Est, à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Léopoldville-Kalina, Luluabourg et Coquilhatville.

491. 28 novembre 1952.

Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain ; échange de terrains Colonie-Mission du Lac Albert, à Bunia ; concession en emphytéose d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise, à Dula ; permis d'exploitation à la Société Les Mines d'or Belgika pour les polygones de Kisulu 3 et Hiatus Watamba-Kusulu, à la Société minière du Lualaba pour les polygones de Ugugu et Otomoli, à la Compagnie minière du Nord de l'Ituru pour le polygone de l'Ituri, Compagnie minière de l'Urega pour les polygones de Weriba A et Weriba B ; contrôle des changes ; contrôle des changes en matière d'importation et d'exportation ; évaluation de l'encaisse-or de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; destination à donner à l'or produit au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; cours forcé, force libératoire des billets de banque et des monnaies fiduciaires métalliques.

492. 5 décembre 1952.

Contient entre autres : concession gratuite d'un terrain à Van Craeynest ancien agent de la Colonie à Kowe et à Van den Brande ancien fonctionnaire du CSK à Kipiri ; concession en emphytéose d'un terrain à Collee, à Bogu ; concession de terres de pacage à Sarma-Congo dans la région de Kundelungu.

493. 12 décembre 1952.
Contient entre autres : accession des Congolais à la propriété immobilière individuelle ; cessions et concessions de terres dans les centres extracoutumiers et les cités indigènes ; cessions et concessions gratuites de terres en vue de favoriser la colonisation.
494. 19 décembre 1952.
Contient entre autres : contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1953 ; impôt indigène pour le Ruanda-Urundi ; texte néerlandais du Code de procédure civile de la Colonie ; concession en emphytéose d'un terrain à l'Association des Missionnaires du Coeur immaculé de Marie à Bianga, à Verheyleweghen à Tshupu-Kidogo, à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Songolo, à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yatolema, à la Compagnie de Libenge à Zambi ; concession d'un terrain à Bonte à Bakiri, à la Compagnie cotonnière congolaise à Awa et Dingila, à la Société Gomal à Bosombo, à la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi à Kisanye ; droit de choix de terres de pacage à Renard et Michaelis dans le territoire de Kapanga ; convention Colonie-CNKi-Société immobilière du Kivu ; cession gratuite d'un terrain à la Société minière du Bécéka à Tshilenge ; avenant à la convention Colonie-Société cotonnière congolaise ; location d'un terrain à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* dans les territoires d'Isangi et Opala ; concession et location d'un terrain à la Société cotonnière du Bomokandi dans les territoires Poko, Bafwasende et Paulis.
- 495-509. Année 1953. 15 chemises
495. 23 janvier 1953.
Contient entre autres : conditions d'achat et de vente d'or et de monnaies étrangères ; Institut des parcs nationaux du Congo belge ; immatriculation des indigènes au Ruanda-Urundi ; activité capitas de négoce à poste fixe ; impôt sur le revenu ; impôt personnel ; taxe de statistique ; concession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs de Marie de Pittem à Kamina ; convention Colonie-Wilmotte ; concession d'un terrain à la Société Belgika à Malengoya, à Huilever à Mokakoria, à Citas à Léopoldville et échange d'un terrain Colonie-Citas à Léopoldville ; permis d'exploitation de la Société minière du Lualaba pour les polygones de Kamele, Mabelu, Kanzele, Kalamuli, Lokalia et Pulubu A, de la Société Les Mines d'or Belgika pour les polygones de Hama et Kalongelonge, de la Compagnie des Mines d'étain de la Belgika pour le polygone Kalulu-Wolfram, des Mines d'or et d'étain de Kindu pour les polygones de Bieli, de la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour les polygones de Luho II, Luiso I et Luiso II, de la Compagnie minière de l'Urega pour les polygones Bloc Nord Lugulu II A et Bloc Nord Lugulu IV A, de la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine de la Bijojo.
496. 13 février 1953.
Contient entre autres : principes à suivre dans les décisions judiciaires ; texte néerlandais du Code civil congolais ; concession d'un terrain à Reypens à Pangi et à la Compagnie de l'Uele à Kana ; concession en emphytéose aux Plantations et entreprises coloniales à Bombayabo-Île M'Bie ; droit de choix de terres de pacage Compagnie Jules Van Lancker dans la région de Luvaka ; permis d'exploitation de la Compagnie minière du Nord de l'Ituri pour le polygone de Nduye.
497. 6 mars 1953.
Contient entre autres : concession gratuite d'un terrain à Godefroid à Musaka et à Verellen, ancien fonctionnaire de la Colonie, à Makanda ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville-Kalina, à l'Association des Pères blancs du Vicariat de Costermansville à Goma, à la Compagnie congolaise de l'Hévée à Masanga ; convention CSK-Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie et CSK-Société des recherches minières du Sud-Katanga ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Atso ; expropriation pour cause d'utilité publique ; allocations familiales pour employés

- non indigènes ; régime assurance soins de santé aux employés coloniaux, aux membres de leur famille et à leurs ayants droit ; police des mines.
498. 27 mars 1953.
Contient entre autres : enquêtes de vacance de terrains dénoncés par la Compagnie cotonnière congolaise, et droit de choix terres de pacage dans le territoire de Libenge ; concession d'un terrain à l'*Unevangelized Tribes Mission* à Kajiji ; cession gratuite de terrains à *Hatton & Cookson Limited* et à Mme Gheysen à Léopoldville ; concession en emphytéose d'un terrain à Van Weehaeghe à Kantube-Dienga ; servitudes aéronautiques ; garantie de destination et droit de reprise des terres cédées par le Ruanda-Urundi ; levée des séquestres de guerre italiens.
499. 17 avril 1953.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à l'Association de la Mission des Pères Scheutistes à Luluabourg ; échange de terrains CSK-Association des Religieux salésiens à Elisabethville ; convention Colonie-Société des Mines d'or de Kilo-Moto ; concession d'un terrain à la Société Belgika à Mangoli ; avenant à la convention Colonie-Compagnie du Chemin de Fer du Bas-Congo au Katanga ; répression du faux monnayage.
500. 15 mai 1953.
Contient entre autres : cession gratuite de terrains à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Bukavu, à la Mission des Lazaristes de Bikoro à Bolobo, à Tondeur sur l'île Ireba au Ruanda-Urundi ; concession en emphytéose à Van Weehaeghe à Kantube-Dienga, à Kranen à Katomia, à la Compagnie cotonnière congolaise à Bubanda ; concession d'un terrain à Lenaerts à Tshupu-Sanduku ; droit de choix de terres de pacage de la Société des Mines d'or de Kilo-Moto ; assurance vieillesse et décès prématuré des employés ; tutelle spéciale à exercer par la Colonie sur certaines catégories d'enfants.
501. 5 juin 1953.
Contient entre autres : restitutions prononcées d'office par les juridictions répressives ; concession d'un terrain à Van Weehaeghe à Kamina ; enquête de vacance de terrain dénoncé par Elkasai, suite au droit de choix terres de pacage dans la Province du Kasai ; droit de choix terres de pacage de la Société des Mines d'or de Kilo-Moto ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville, à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Bukavu, à l'Association des Pères blancs du Vicariat de Costermansville à Bukavu, à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Usumbura ; échange d'un terrain CSK-Société des plantations de Katombe à Kabishi et à Katombe ; location d'un terrain à la Société cotonnière du Bomokandi à Nala ; permis d'exploitation de la Compagnie des Mines d'étain de la Belgika pour le polygone Tukombo I ; réglementation de la distribution de l'énergie électrique ; pouvoirs du Secrétaire général de la Colonie.
502. 26 juin 1953.
Contient entre autres : concession d'un terrain à Van Weehaeghe à Kamina ; expropriation pour cause d'utilité publique ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Chanoinesses missionnaires de Saint-Augustin dans la cité indigène de Léopoldville ; concession en emphytéose d'un terrain à la Société d'exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Katende ; droits de recherches minières de la Compagnie minière en Afrique orientale dans les blocs de Karbona, Bijojo-Sud, Mulambi, Bitsibo et Muyage, à Van Baelen dans les blocs de Kitanga, Tsogo, Runyamkezi, Gisitwe et Luvironza ; exemptions fiscales ; répression de la grivèlerie.
503. 17 juillet 1953.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville, au Fonds du Bien-être Indigène à Pau, à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Elisabethville ; concession en emphytéose d'un terrain de pâturages à l'Association de l'Institut de Scheut dans le district de l'Ubangi, à Becker à Legu, à Thiebaut à Kamingo ; concession d'un terrain aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Assengwe, aux

- Plantations de Djombo à Bolafa, à la Société commerciale et minière de l'Uele à Ekwangatana, aux Plantations et entreprises coloniales à Utisongo ; droits de recherches minières de Borchgrave d'Altena pour les blocs de Gisera, Shuri-Extension 2 (Mugwato) et Shuri-Mugwato ; permis d'exploitation de la Compagnie minière de l'Urega pour le polygone du bloc de Megne ; zones interdites au survol ; texte néerlandais du Code civil congolais (Des contrats et des obligations conventionnelles) ; importation et exportation de l'énergie électrique ; immatriculation des Congolais.
504. 2 octobre 1953.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur à Ponthierville, au Fonds Social du Kivu à Walungu, à Libert agent Colonie au Mont Ota, à Cobelkat à Kasese ; concession en emphytéose d'un terrain à Gerlache à Kunga-Kunga, à Maxioutas à Rudu, à Mutsaars à Maluba, à Van Weehaeghe à Mushiki ; convention Colonie-Société immobilière, agricole et forestière du Congo ; concession aux Plantations et entreprises coloniales sur l'Île de Kitaye ; occupation illégale de terres ; organisation judiciaire du Ruanda-Urundi ; interdiction de recherches minières dans le bloc de Rushubi au Ruanda-Urundi ; pensions coloniales et allocations de capital.
505. 9 octobre 1953.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain à la Compagnie de l'Uele à Kurukwata, à la Société des plantations et entreprises coloniales à Gene-Gene, à Macodibe à Ifalangunda ; location de terrains à la Compagnie cotonnière congolaise à Dingila, et Angodia ; droits de recherches minières à la veuve Enthoven dans les blocs de Lufiro, Birurume, Akavuguto et Kanombe, à de l'Epine, à de Maleingrau d'Hombise dans les blocs de Masororo et Rwatutama, à Louffs dans les blocs de Lange et Kalonge, à Van De Wiele dans le bloc de Bitshumbi, à la Compagnie de recherches et d'exploitations minières au Ruanda-Urundi dans dix blocs ; permis d'exploitation de la Compagnie minière de l'Urega pour le polygone Nord de Luguli I B, aux Mines d'or Belgika pour les polygones de Hiatus-Kalembe et Hiatus-Shomikungu, aux Mines d'or et d'étain de Kindu pour les polygones de Mutuvutuvui et II, à la Compagnie minière en Afrique orientale pour le polygone de Mine-Ntunga ; administration et liquidations des biens successoraux délaissés au Congo belge ; actes notariés ; juridictions indigènes ; centres extracoutumiers.
506. 26 octobre 1953.
Ce dossier est manquant.
507. 30 octobre 1953.
Contient entre autres : standardisation de l'énergie électrique ; droits de recherches minières à de Borchgrave d'Altena pour les blocs de Gisera, Shuri-Extension 2 (Mugwato) et Shuri-Mugwato ; Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; tarif des droits d'entrée ; rente attachée à la Médaille commémorative du Congo ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Pères franciscains du Lac Moero et à l'Institut des Franciscaines missionnaires de Marie à Dubie, à la Mission des Pères capucins à Gemena, à l'Association du Vicariat apostolique de Ngozi à Mureke dans l'Urundi ; location d'un terrain à la Société Belgika à Bwende et à Likwangula, à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Maïko ; concession d'un terrain De Bom à Mwadi-Kayembe, Plantations de Dembia à Dembia ; concession en emphytéose d'un terrain à Swaenepoel sur la rivière Kasonga, à la Société du Haut-Uele et du Nil à Avoku, à la Compagnie cotonnière congolaise à Paka ; droits de recherches minières à la Compagnie de recherches et d'exploitations minières au Ruanda-Urundi dans les blocs polygones 1, 4, 5 et 6, à la Société minière de Muhinga et de Kigali dans les blocs de Runinya, Mugando, Minga et Luvironza-aval ; permis d'exploitation à la Société minière de Lualaba pour les polygones de Sanlia-Extension et Kamandele, à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone Musha-Extension I.
508. 13 novembre 1953.
Contient entre autres : droits de recherches minières à de Borchgrave d'Altena dans les blocs de Gisera, Shuri-Extension 2 (Mugwato) et Shuri-Mugwato ; location d'un

- terrain à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Maïko, à la Société Belgika à Likwangula ; zones interdites au survol ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères capucins à Gamera ; concession gratuite d'un terrain à Libert à Mimbulu ; concession à la Société de colonisation agricole au Mayumbe à Vemba-Kitadi et à Haut-Vemba ; droits de recherches minières à la Compagnie minière en Afrique orientale dans le bloc de Ntanga-Sud ; protection des titres de licencié, docteur agrégé, ingénieur et pharmacien ; impôt sur le revenu et impôt complémentaire ; taxe de consommation sur les tabacs fabriqués ; exposé de la situation économique et financière du Congo.
509. 11 décembre 1953.
Contient entre autres : permis d'exploitation à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de Pusho-Extension ; organisation de la Force publique ; cession gratuite d'un terrain à l'Association du Vicariat apostolique de Ngozi à Buraniro dans l'Urundi ; concession en emphytéose d'un terrain à Santos Martins à Danga ; concession d'un terrain à Hurselle à Sidabo, à la *Société Fruit Grawers and Brokers Company Limited* à Sona-Noki ; location d'un terrain à la Société du Haut-Uele à Aba ; permis d'exploitation aux Mines d'or Belgika pour les polygones de Kabeya-Extension, Kabeya-Hiatus A, Kabeya-Hiatus B, Meli-Extension et Matwete, à la Société minière Cololacs pour le polygone de Colomines-Est n° 32, à la Compagnie minière Arema pour le polygone d'Unua ; urbanisme au Ruanda-Urundi ; assurances soins de santé pour les employés coloniaux, les membres de leur famille et ayants-droits ; mobilisation civile du personnel de l'Administration d'Afrique en cas d'hostilités.
- 510-523. Année 1954. 14 chemises
510. 8 janvier 1954.
Contient entre autres : concession d'un terrain à Mortier à Kambeke, à la Société commerciale et minière de l'Uele à Mawawa, à la Compagnie cotonnière congolaise à Masipiri ; concession gratuite d'un terrain à Ronge ancien fonctionnaire de la Colonie à Banguru, à la Fondation Symétain à Kinkungwa ; location d'un terrain à la Société des Chemins de fer du Congo à Bunia, à la Société cotonnière du Bomokandi au Ruanda-Urundi ; droits de recherches minières à Scouridine pour les blocs de Muhira, Bulera-Ouest, Ruhengeri-Sud et Ruhengeri-Est, à Marchal dérivant de la convention Colonie-Marchal ; permis d'exploitation du CNKi pour le polygone du bloc d'Ona-Aka, à la Société minière du Lualaba pour les polygones de Lokolia, Lokolia C et Mibale A dans la zone minière du CFL ; affichage du prix marchandises et des prestations offertes au public, établissement et délivrance des factures ; contrat de travail.
511. 5 février 1954.
Contient entre autres : administration et liquidations des biens successoraux délaissés au Congo belge ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères scheutistes à Kamponde, à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Luluabourg ; échange de terrains Colonie-Mission catholique des Pères franciscains à Dilolo-Gare ; concession gratuite d'un terrain à Groven ancien agent de la Colonie à Bunia ; location d'un terrain à Pirenne à Malibombi, à la Compagnie de l'Uele à Kana ; concession d'un terrain à Reynwit à Yuki, à la Société commerciale et minière de l'Uele à Manziziba, à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Ikoto, à la Société Silva & Andrades successeurs à Bumba ; concession en emphytéose d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Dingala ; droits de recherches minières à la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi dérivant de la convention de 1950 ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1954 ; financement d'un stock de battement international d'étain ; pension de retraite des agents administratifs et militaires et de l'ordre judiciaire de la Colonie ; enregistrement obligatoire de la propriété immobilière ; organisation de la mitoyenneté.
512. 26 février 1954.
Contient entre autres : location d'un terrain à la Société des Chemins de fer vicinaux

- du Congo à Aketi ; cession gratuite de terrains à la Ville de Léopoldville, à l'Association de la Congrégation des Sacrés-Coeurs à Itunga, à Lovanium (centre universitaire congolais) à Kimuenza ; droit de pacage de terrain aux Missionnaires d'Afrique sur la rivière Lumono ; location d'un terrain à la Société du Haut-Uele et du Nil à Aru, à la Société cotonnière du Bomokandi à Gosamo ; droits de recherches minières à Stinglhamber pour le bloc de Kagogo, à la Société minière du Congo septentrional ; permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega pour le polygone de Wasamba, à la Société minière du Lualaba pour le polygone d'Ulu ; pensions du personnel laïc non-indigène des écoles officielles congréganistes et des écoles subsidiées ; revalorisation et mobilité des pensions civiques et coloniales.
513. 19 mars 1954.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : droit de pacage de terrain à la Société des Missionnaires d'Afrique près de Baudouinville ; associations mutualistes ; concession à la Société de colonisation agricole au Mayumbe à Vemba-Kitadi et à Haut-Vemba ; cession gratuite d'un terrain au Vicariat apostolique de Nyundo à Ruhengeri (Muzanze) au Ruanda ; location d'un terrain à la Société du Haut-Uele et du Nil à Nioka, à la Société cotonnière du Bomokandi à Ekula ; concession à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Maïko ; concession en hypothèque d'un terrain aux Cultures équatoriales à Mpaha ; droits de recherches minières à Luyten dans les blocs de Kiba, Kilao, Kamabuye et Mwishu ; permis d'exploitation à la Société minière de Bafwaboli pour les polygones de Lola, Awa, Assole et Sefu ; contrôle des représentations cinématographiques ; protection des indigènes ; contrat de travail.
514. 26 mars 1954.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : revalorisation et mobilité des pensions civiques et coloniales ; protection des indigènes ; contrat de travail.
515. 31 mars 1954.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : contrat de travail ; recrutement et acclimatation de la main-d'œuvre dite indigène ; cession gratuite d'un terrain à la Société des Missionnaires d'Afrique à Liapenda ; exonération des droits miniers et fiscaux (groupement des entreprises minières au Ruanda-Urundi).
516. 2 avril 1954.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : associations mutualistes.
517. 9 avril 1954.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : recrutement et acclimatation de la main d'œuvre dite indigène ; accidents de travail et maladies professionnelles des travailleurs dits indigènes ; associations mutualistes ; protection des titre et profession d'architecte ; contrôle de l'exportation des produits stratégiques ; enquête de vacances de terrain Syndicat d'élevage des Kibara près de Mitwaba et terrain élevage dénoncé par Société d'élevage de la Luila.
518. 14 mai 1954.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : art de guérir ; droits de chancellerie ; cession gratuite d'un terrain à la *Conservative Baptist Foreign Mission Society* à Ndoluma, à l'Institut de la Sainte Famille à Bukavu, au Vicariat apostolique de Ngoiz à Ijene (Urundi), à la Mission libre suédoise à Usumbura (route de Rumonge Urundi), à l'Association des Sœurs de la Charité de Gand au Katanga à Elisabethville, à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Bukavu et à Stanleyville, à Godefroid à Musaka ; concession en emphytéose d'un terrain à la Mission du Lac Albert à Essebi, à Dupuis à Lusuku, à Pieters (veuve Dekimpe) à Kakara ; échange de terrains CSK-Société industrielle et chimique du Katanga à Jadotville ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Bafuka, à la Société cotonnière du Bomokandi à Tely ; droits de recherches minières à la veuve Bisman dans les blocs de Gihango, Jimbu, Rusi et Danga, à la Société coloniale minière (Colomines) ; permis d'exploitation à la Société minière Cololacs pour le polygone de Colomines Est n°30, à la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour le polygone de Basse Lenda-Tantale, à

- Symétain pour le polygone de Masaba, aux Mines d'or Belgika pour le polygone d'Ona-Uka 2.
519. 25 juin 1954.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain à Thiebaut à Kamingo, à Charpentier à Dilungu-Yulu ; échange de terrains Colonie-Armée du Salut à Léopoldville-Ouest ; concession minière au Syndicat d'études du Nord-Est congolais ; permis d'exploitation à Henrion pour le polygone Mine-Ngoma-Extension, à la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour le polygone de Kobokobo, à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour les polygones de Mine Gakorokombe, Mine Muhurgwe, Mine Nuyawarongo, Mine Bisoka, Mine Lugaragata et Mine Borne 35 ; organisation judiciaire et compétence ; article 38 du Livre du Code civil (Des personnes) ; assimilation des indigènes immatriculés pour ce qui concerne la majoration des amendes pénales ; procédure d'immatriculation au Ruanda-Urundi ; restitutions prononcées d'office par les juridictions répressives au Ruanda-Urundi.
520. 16 juillet 1954.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain au Vicariat apostolique de Ngozi à Ijene (Urundi), aux Missionnaires du Sacré-Coeur à Coquilhatville, à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Luluabourg ; titres ou parts bénéficiaires des sociétés à responsabilité limitée ; organisation générale des villes ; tarif des droits d'entrée ; taxe de consommation ; statut des agents de l'administration d'Afrique applicable au personnel européen de la Force publique ; assurance vieillesse et décès prématuré des employés ; allocations familiales des employés non indigènes ; concession d'un terrain à Studer à Kama, à la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi à Kisanyo ; location d'un terrain à la Compagnie du Kasai à Dibaya-Lubua ; permis d'exploitation aux Mines d'or Belgika pour les polygones de Mubilina-Ouest et Lito I, à la Compagnie minière Arema pour les polygones d'Oma, Bilimbe et Kakanga ; convention Colonie-CNKi-CFL ; livre du Code civil (Des biens et des différentes modifications de la propriété).
521. 22 octobre 1954.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain à Maxioutas, à Rudu ; cession gratuite d'un terrain à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Tshela, à la Mission des Augustins de l'Assomption à Manguredjipu, à l'Association des Sœurs de la Charité de Gand à Elisabethville, à Biscamp ancien fonctionnaire de la Colonie à Elimo ; échange de terrains Colonie-Société agricole et commerciale de la Busira et du Haut-Congo à Mondjoli ; concession de terrains à la Société Belgika à Yakotika-Yamenga, à Nogueira à Besaw, aux Plantations de Dembia à Nebangumaet à Kana, aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro au km 68 du rail CFL ; droit de choix terres de pacage pour la Forminière à Mukuandianga ; concession en emphytéose d'un terrain de pacage à Desmet à Kimpese ; droits de recherches minières à Marty, Huberty, Campion, Ortman, Van Ruymbeke, Stinglhamber, Cardinael, Constant et Dupont, Compagnie de recherches minières au Ruanda-Urundi pour les blocs de Bumbogo et Bumbogo-Extension, à Du Bois pour les blocs de Bulongora et Kigeo, à Arend dérivant de la convention 1952 ; permis d'exploitation de la Compagnie minière du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine de Lemera, pour la Société minière de Lualaba pour le polygone de Kaome ; revalorisation et mobilité des pensions civiques et coloniales ; rente de survie pour les veuves et orphelins des agents auxiliaires de l'Administration d'Afrique, du Corps de police territoriale, de l'Ordre judiciaire, des chasseurs-cornacs, des préposés à la conservation de la faune et de la flore et des gardes forestiers ; pensions pour chasseurs-cornacs, préposés à la conservation de la faune et de la flore et garde-forestiers ; abandon par la Colonie des créances nées en raison de circonstances se rattachant à la guerre.
522. 26 novembre 1954.
Contient entre autres : allocations familiales pour les employés non indigènes ; droits d'entrée ; droits d'enregistrement en matière foncière ; création de la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; création de la Société de crédit au

- colonat et à l'industrie ; concession en emphytéose d'un terrain à Kranen et Vander Groen à Kabornia, à la Compagnie cotonnière congolaise à Bandu ; droits de recherches minières pour Renier-Swalens dans les blocs de Ntaruka, Nyarunazi, Ngoma et Gonda, à de Borchgrave d'Altena dans les blocs de Sako, Tanduti et Kanega, à Dierckx dans les blocs de Mwendo, Gashoke, Gitebwe et Kinyababa, à Feltz dans les blocs de Mabare et Nyakanyanga, à Goethals dans le bloc de Gitebe, à Ortmans, Stiffens et Faucon dérivant des conventions de 1949 et 1950, à Rycx dans le bloc de Gitebo, à la Compagnie du Kivu dans les blocs de Nyabuyngi et Mutanda, à la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi dans le bloc de Kabale ; permis d'exploitation à Henrion pour le polygone de la Mine de Busiro, à la Compagnie minière du Nord de l'Ituri pour le polygone de Weze, à la Compagnie minière du Ruanda-Urundi pour les polygones de la Mine de Kaganda-Nord et la Mine de Mogere-Est, à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine de Kimbazi ; gros bétail au Ruanda-Urundi ; réparation de dommage résultant des accidents de travail survenus aux non indigènes ; indemnités, allocations et rentes pour réparation de maladies professionnelles aux non indigènes ; assurance vieillesse et décès prématuré des employés.
523. 17 décembre 1954.
Contient entre autres : cession d'un terrain à la Société Tassin Frères à Kolomboma ; concession en emphytéose d'un terrain à Mols à Mayoyo, à la Société exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Gene-Gene ; droits de recherches minières de la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi dans les blocs de Kabale, Mirenge, Munanira, Nyongwe-Butara 5, Magario, Kabuye, Kanage, Ndorwa, Shololo, Mubarazi, Mutara, Migongo I et II, Gatsibu, Kangelo, Lugege I et II, Gishumbi et Lulamira, à Flamont, Brisbois et Techteris dérivant des conventions de 1949 ; permis d'exploitation de la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone Mine-Konkomero.
- 524-538. Année 1955. 15 chemises
524. 7 janvier 1955.
Contient entre autres : assurance maladie ou invalidité des employés coloniaux ; échange de terrains Colonie-Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville ; tarif des droits d'entrée ; impôt personnel ; impôt sur le revenu ; impôt complémentaire sur les bénéfices.
525. 4 février 1955.
Contient entre autres : tarif des droits de sortie ; contrôle de l'exportation des produits stratégiques ; régime des boissons alcooliques ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1955 ; concession en emphytéose d'un terrain à l'Institut de Scheut à Bosamba, à la Société agricole et commerciale de la Busira et du Haut-Congo à Bokondji, aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Maïko, à Oluka, à Biaro et au km 111 du CFL, à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yaosenge ; cession gratuite d'un terrain à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Boende, au Fonds colonial des invalidités au Mont Gafula, à la Fondation Symétain à Bisamenga ; cession d'un terrain à Macodibe à Kallanga ; location d'un terrain à Belgika à Bafwakene ; financement de la contribution belge au stock régulateur international de l'étain ; groupement des entreprises minières au Congo belge ; droit de recherches minières à Ortmans pour le bloc de Djari, à Dufrasne, Goethaels, Henrion, Lens, Quoirin, Tracommas, Mierge et Rouhard-Simonart, à Decrolier dans les blocs de Nyarusenye, Kibuye et Mubuga.
526. 25 février 1955.
Contient entre autres : rente de survie pour les veuves et orphelins des agents auxiliaires de l'Administration d'Afrique, du Corps de la police territoriale, de l'Ordre judiciaire, des chasseurs-cornacs, des préposés à la conservation de la faune et de la flore et des garde-forestiers ; pensions pour chasseurs-cornacs, pour préposés à la conservation de la faune et de la flore et pour garde-forestiers ; cession gratuite d'un terrain à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Kikwit ; concession en emphytéose d'un terrain à Bievy-Aerts à Kitendwe, à Gentil

- à Bodangabo, aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Ubilo ; concession d'un terrain à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yaongama ; droits de recherches minières à Studer dérivant de la convention de 1951 ; permis d'exploitation de la Société minière Cololacs pour le polygone de Colomines-Est n° 29, à la Compagnie minière du Ruanda-Urundi pour les polygones de Mines-Lemora-Nord, Migurama, Kinyoni-Est, Mogere-Ouest, Akayawe, Mukudzi-Nord, Nyagaragu-Ouest, Mine Akabele-Nord et Mine Akabele-Sud, à la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour le polygone de Lokar I, à la Compagnie minière de l'Urega pour les polygones de Nord-Lugula II b et Tshamaka B ; exemption de la taxe de sélection pour certaines fibres ; assimilation des indigènes immatriculés au Ruanda-Urundi aux non indigènes (majoration des amendes pénales) ; personnalité civile de l'Union des femmes coloniales ; redevance à percevoir pour la vaccination antityphique ; obligation de clôturer les terrains ; enquête de vacance de blocs dénoncée par la Société d'élevage au Kasai.
527. 18 mars 1955.
Contient entre autres : échange de terrains Colonie-Compagnie des produits et des frigorifères du Congo à Kiniati ; concession en emphytéose d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Dingila ; location d'un terrain à la Société cotonnière du Bomokandi à Ekula ; permis d'exploitation de la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone Mine-Mushasha ; régime de la pension coloniale applicable aux officiers et sous-officiers des cadres actifs de l'armée métropolitaine ayant servi dans la Colonie ; rentes de survie à charge du Trésor colonial ; indemnités familiales allouées aux pensionnés civiques et coloniaux ; création du Commissariat général à l'information et aux relations publiques pour le Congo belge et le Ruanda-Urundi ; pouvoirs conférés aux ingénieurs et géologues du Service géologique.
528. 25 mars 1955.
Contient entre autres : organisation générale des villes.
529. 22 avril 1955.
Contient entre autres : assimilation des indigènes immatriculés du Ruanda-Urundi aux non indigènes (majoration des amendes pénales) ; tarif des droits d'entrée ; tarif des droits de sortie ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères scheutistes à Luluabourg, à la Mission méthodiste du Sud du Congo à Jadotville-Penda, à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Kolwezi ; échange de terrains Colonie-Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville-Est, Colonie-Société d'agriculture et des plantations au Congo à Kisundi, Colonie-Synkin à Léopoldville ; concession en emphytéose d'un terrain à Weehaeghe à Kantube-Dienga ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Makongo, à la Société commerciale et minière de l'Uele à Mawa ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Bunduki, à la Société cotonnière du Bomokandi à Paulis ; permis d'exploitation à Bervoets pour le polygone de la Mine de Nyarusanza ; revalorisation et mobilité des pensions civiques et coloniales ; majoration des rentes et suppléments à la rente de la Médaille commémorative du Congo et revalorisation et mobilité de l'allocation annuelle et viagère.
530. 10 juin 1955.
Contient entre autres : concession aux Établissements Madail à Obala et à Studer à Kama ; groupement des entreprises minières au Congo belge ; droits d'enregistrement en matière foncière ; création de la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; création de la Société de crédit au colonat et à l'industrie ; cession gratuite d'un terrain à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur à Boende, à la Mission des Pères capucins à Businga, à l'Ordre de Saint-Benoît à Jadotville, à l'Institut Sainte-Marguerite à Kabira ; exonération de paiement du droit de mutation sur la valeur de certains immeubles pour la *Garenganze Evangelical Mission* ; concession aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Biaro ; permis d'exploitation de la Compagnie géologique et minière des ingénieurs et industriels pour le polygone de Menono-Kitobolo ; pension civique et coloniale ; pensions coloniales et allocations propres au régime de la

- compénétration ; bonification de la pension coloniale pour services militaires durant la guerre 1914-1918 et antérieure à l'entrée au service de la Colonie ; pensions des fonctionnaires, des agents administratifs, militaires et de l'Ordre judiciaire ; assurance soins de santé pour agents et anciens agents de la Colonie et leurs familles ; organisation judiciaire et compétence ; statut des magistrats ; impôt sur le gros bétail au Ruanda-Urundi ; enquêtes de vacances sur deux blocs dénoncés par Bostandji et sur bloc dénoncé par la Société d'élevage au Kasai.
531. 24 juin 1955.
Contient entre autres : rentes de survie à charge du Trésor colonial ; taxe de consommation ; cession gratuite d'un terrain au Centre extracoutumier d'Élisabethville ; échange de terrains Colonie-Compagnie du Kasai à Léopoldville ; concession en emphytéose d'un terrain à Vanherpe près du Mont Kampilikwe aux Marungu ; location d'un terrain aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Maïko, à la Société cotonnière du Bomokandi au Mont Mambunga, à la Société industrielle d'exploitations forestières au Congo à Kipalanka ; permis d'exploitation aux Mines d'or et d'étain de Kindu pour le polygone Swiza B, à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine Nyawarongo ; règlement d'entreprise.
532. 15 juillet 1955.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain à Van Weehaeghe à Kantube-Kienga, à la Compagnie cotonnière congolaise à Dingila ; location d'un terrain à la Société industrielle d'exploitations forestières au Congo à Kapalanka ; recherche de matières fissibles au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; immatriculation des ressortissants du Ruanda-Urundi ; création d'établissements publics parastataux (Offices) ; taxe de sélection ; permis d'exploitation à la Compagnie minière de l'Urega pour les polygones de Megne D et Megne G, à la Société minière du Lualaba pour les polygones de Idambo A, Kimputia A et Lokolia E ; droits de recherches minières à Chantrenne pour les blocs de Mwerere, Owemawa, Ubiumbu, Kitenge et Lugera, à Alhadeff pour les blocs de Kaderu, Mwero et Lukung ; pension coloniale d'invalidité ; constitution de l'Institut des parcs nationaux du Congo belge.
533. 21 octobre 1955.
Contient entre autres : tarifs des droits d'entrée ; régime douanier de la Colonie ; assurance maladie ou invalidité des employés coloniaux ; allocations familiales pour employés non indigènes ; circonscriptions indigènes ; centres extracoutumiers ; impôt indigène ; saisie immobilière ; réglementation de l'exportation de bois de limba en grumes ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Frères xavériens à Jadotville, à la Mission catholique des Pères franciscains à Mutshatsha, à la Mission méthodiste du Sud-Congo dans la circonscription indigène de Kolwezi ; concession en emphytéose d'un terrain à la Congrégation des Sacrés-Coeurs à Idumbo, à l'Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie à N'Goya-Mputu, à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kanzombi, à la Plantations de Dembia à Nebanguma, à la Société Buchs, Sette & Compagnie à Befori, à la Mission catholique Pères franciscains à la rivière Luabo ; concession d'un terrain à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Kabinda-Mpata, De Pauw à Yambo, Rodrigues de Figueiredo à Kutshu ; échange de terrains Colonie-Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Bukavu ; droits de recherches minières à Ortmans ; permis d'exploitation de la Société minière Cololacs pour le polygone de Colomines-Est n° 33, à la Compagnie minière Arema pour le polygone Masaba, à la Compagnie minière de l'Urega pour le polygone Kanzunzu 1, 2, H et J, à Dilabise, Mulenda, Webira C, Kanzunzu 3, Ezeze A et B, Tsamaka A, Mundu 1, 2, 3 et C, et Mundu-Yuyu, aux Mines d'or et d'étain de Kindu pour les polygones de Kasina A et Swiza A et Kokia, à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour les polygones de la Mine Tsharwa et de la Mine Muhembe.

534. 28 octobre 1955.
Contient entre autres : circonscriptions urbaines ; centres extracoutumiers ; impôt indigène ; (liste de présence ; liste des sujets discutés et procès-verbal de la séance.
535. 18 novembre 1955.
Contient entre autres : régime armes à feu ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères scheutistes à Kitangu, à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Luluabourg, à la Société des Prêtres du Sacré-Coeur dans la cité indigène de Ponthierville, à la *Congo Balolo Mission* à Yoseki, à l'*Assemblies of God Mission* à Andudu ; droits d'enregistrement en matière foncière ; concession en emphytéose d'un terrain à Monet au Mont Rona, à l'Institut de Scheut à Bominenge, à Lupperger à Kasongolo, à Abner, à Soriano et Compagnie à Ngulu ; concession d'un terrain à Belgika à Bokuma ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Titule, à la Société cotonnière du Bomokandi à Gossamu, à la Compagnie du Kasai à Mokandu et Kibwango ; concessions minières à Gales, Castelain, Bernard, Visez, Snoeck, De San, Ramelot au Ruanda-Urundi ; permis d'exploitation à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine de Kinamira, de la Mine de Rizozo, de la Mine de Shaki, de la Mine de Konkomero, de la Mine de Ndiza et de la Mine de Muranira ; missions accomplies par des magistrats avant le 1^{er} janvier 1947 auprès du Cabinet du ministre des Colonies ou des services du Département ; majoration des amendes pénales ; expropriation pour cause d'utilité publique.
536. 25 novembre 1955.
Contient entre autres : tarif des droits d'entrée ; création et organisation de l'Université officielle du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; associations coopératives indigènes.
537. 9 décembre 1955.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Dingila ; droit de choix terres de pacage à la Compagnie Jules Van Lancker dans la région de Kuvaka ; pension coloniale applicable aux officiers et sous-officiers des cadres actifs de l'armée métropolitaine ayant servi dans la Colonie ; cession gratuite d'un terrain aux Rédemptoristes à Kilueka, à l'Association des Missionnaires du Coeur immaculé de Marie à Boma, à l'*Africa Inland Mission* à Aba ; cession d'un terrain au Fonds colonial des invalidités à Stanleyville ; concession en emphytéose de terrains à l'Institut de Scheut à Bogwebe et Bokondji, à l'Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie à N'Kulu, à Delfosse à Mwene-Ditu ; augmentation de la zone de droit de choix à Bostandji ; droits miniers du Syndicat pour l'étude géologique et minière de la cuvette congolaise ; permis d'exploitation de la Société des Mines d'or et d'étain de Kindu pour le polygone Lokalia I ; réparation du dommage résultant des accidents du travail survenus aux non indigènes.
538. 16 décembre 1955.
Contient entre autres : réparation du dommage résultant des accidents du travail survenus aux non indigènes.
- 539-556. Année 1956. 18 chemises
539. 20 janvier 1956.
Contient entre autres : pensions des magistrats ; création de zones militaires ; création du Commissariat général à l'information et aux relations publiques pour le Congo belge et le Ruanda-Urundi ; concession gratuite d'un terrain à Desmedt ancien fonctionnaire de la Colonie à M'Bata-Kalolo, à Anciaux à Bosongo ; concession en emphytéose d'un terrain à Belgika à Angwade, au Cercle hippique de Léopoldville à Léopoldville-Ouest, à la Société cotonnière du Bomokandi à Nesi ; location d'un terrain à la Société cotonnière du Bomokandi à Wauwa, à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yanonge ; concession à la Société Palmegger à Lotshi, à la *Bangala Cultuur Maatschappij* à Mongili.
540. 10 février 1956.
Contient entre autres : pension agents et magistrats de la Colonie (rentes de survie) ;

organisation judiciaire ; répression des violences commises à l'occasion d'accidents de roulage ; circonscriptions indigènes ; police de l'immigration ; concession en emphytéose et cession de terres (industrie sucrière deux côtes rivière Ruzizi-convention Kronacker).

541. 24 février 1956.

Contient entre autres : enquête de vacance de terrains dénoncés par la Société Van Gysel pour l'élevage et la culture au Marungu bloc à la Luwunzu et à la Société d'élevage de la Luilu ans les blocs à Lovua-Luandu et à Tshibalaka ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1956 ; cession gratuite d'un terrain à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Lodja, au Centre extracoutumier d'Élisabethville ; échange de terrains Colonie-Congrégation des Sacrés-Cœurs, dite de Picpus, à Loto ; concession en emphytéose d'un terrain d'élevage à la Compagnie des grands élevages congolais/Grelco à Mukishi, terrain à Vivien à Binga-Molanda, terrain agricole à Bormans au Lac Mdalaga ; concession d'un terrain agricole à la Société des plantations de Dembia à Kana, terrain à la Société Tassin Frères à Ibaku ; droits de recherches minières dérivant de la convention Colonie-Société minière du Congo septentrional/Sominor ; convention CSK-Compagnie géologique et minière des ingénieurs et industriels belges/Géomines-exploitation et traitement charbon du bassin de la Lukuga-domaine minier CSK ; permis d'exploitation de la Compagnie minière des Grands Lacs pour les polygones de Botaturi, Ituri III et Lusaki-domaine minier de la Colonie, à la Société Symétain pour le polygone de Biluba-domaine minier CFL, à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi/Minétain pour le polygone de Cyogo-domaine minier Ruanda-Urundi.

542. 16 mars 1956.

Contient entre autres : impôts sur les revenus et impôt personnel ; Caisse coloniale d'assurance ; convention Colonie-CFL ; concession de terrains à la Société *Fruit Growers and Broker Company Limited* ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Missionnaires de Scheut à Léopoldville ; concession du droit de choix de terres de pacage à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango dans le bloc du territoire de Banningville ; concession en emphytéose d'un terrain à De Bom à Mwadi-Kayembe ; renseignements à fournir au gouverneur général par exploitants de carrière, cimenteries ou fours à chaux et par les fabricants d'explosifs ; droit de recherches minières de la Société minière de Muhinga et de Kigali dans les blocs de Runinya, Mugendo, Mpinga et Luvironza-aval, à Loofs dans les blocs de Lange et Kalonge, à Van Baelen dans les blocs de Kitanga, Tsogo, Runyankezi, Gisitwe et Luvironza, à la Société coloniale minière dérivant du décret de 1950.

543. 13 avril 1956.

Contient entre autres : droits de recherches minières à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi dans le bloc de Muyaga ; revalorisation des rentes de survie à charge du Trésor colonial ; allocations familiales des travailleurs indigènes ; agrégation des secrétariats sociaux ; concession en emphytéose d'un terrain à la Congrégation des Sacrés-Cœurs à Idumbo, à Christensen à Musa ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs missionnaires du Saint-Coeur de Marie à Buba, à la Société des Missionnaires du Sacré-Coeur dans la cité indigène d'Ikela, à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Nyanza ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Dingila ; location d'un terrain à la Société cotonnière du Bomokandi à Bokuma, à la Société minière de la Télé à Bayenga, à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Likwangula, à la Société minière du Bécéka à Miabi ; droits de recherches minières à Stinglhamber dans le bloc de Kagago, à Corem dans les blocs de Nyamata, Mubihembe, Mutara, Kavimbiri, Extension-Kavimbiri, Murama, Kavimbiri-Extension Nord, Biumba et Bugesera-Nord et Polygones n° 1, 4, 5 et 6.

544. 22 avril 1956.

Contient entre autres : cessions, concessions et échanges de terres ; tarif des droits de sortie ; revalorisation et mobilité des pensions civiles et coloniales ; majoration

- de rentes et suppléments à la rente attachée à la Médaille commémorative du Congo belge (liste de présence, liste des sujets discutés et procès-verbal de la séance).
545. 27 avril 1956.
Contient entre autres : régime des pensions des travailleurs du Congo belge et du Ruanda-Urundi.
546. 18 mai 1956.
Contient entre autres : expropriation pour cause d'utilité publique ; exemption de certains envois postaux familiaux de droits d'entrée ; tarif des droits de sortie ; taxe de consommation ; assurance maladie ou invalidité des employés coloniaux ; cession gratuite d'un terrain à Jussiant à Bolobe, à de Hemptinne à Ambili ; concession en emphytéose d'un terrain à Bertrand à Luanika ; concession d'un terrain à Belgika à Agameto, d'un terrain agricole et d'un élevage à Chantillon à Maluku-Bombala ; location d'un terrain à Figueiredo à Kutshu ; convention CSK-Sermikat et CSK-Sudkat.
547. 8 juin 1956.
Contient entre autres : Université officielle d'Élisabethville ; servitudes aéronautiques ; pension des agents de la Colonie ; pension des magistrats ; revalorisation des pensions coloniales ; assurance vieillesse et décès prématuré des employés ; concession en emphytéose d'un terrain à la Société commerciale et minière de l'Uele au km 526 du rail CVC ; concession à la Plantation de Djombo à Lofili et à Lifumba ; droits de recherches minières de l'Épine dans le bloc de Kayave, à Scouridine dans les blocs de Muhura, Bulera-Ouest, Ruhengeri-Sud et Ruhengeri-Est.
548. 6 juillet 1956.
Contient entre autres : Régie de distribution d'eau et d'électricité du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; allocations familiales des travailleurs indigènes ; agrégation des secrétariats sociaux ; abrogation de l'ordonnance législative relative aux pouvoirs du gouverneur général ; droits d'enregistrement en matière foncière ; impôts sur les revenus ; taxe de consommation ; concession en emphytéose d'un terrain à Vanherpe près du Mont Kapilikwe ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères scheutistes à Luluabourg, à *The Baptist Missionary Society Corporation* à Stanleyville, à l'Armée du Salut à Léopoldville-Est ; ouverture du domaine minier CNKi à la prospection publique des mines ; enquête de vacance de bloc dénoncé par la Compagnie des produits et frigorifères du Congo.
549. 5 octobre 1956.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain à Lupperger à Kasongolo, à l'Association Institut de Scheut à Mondogo, à la Congrégation des Oblats de Marie immaculée à Kinzashi-Panda, aux Cultures équatoriales à Mpota et à Mpaha ; réduction de la superficie du terrain de la *Baptist Missionary Society Corporation* à Bolobo ; cession gratuite à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Yasa ; vente par le CSK d'un terrain à Schols à Dilungu-Yulu ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Bodi, à la Compagnie cotonnière du Bomokandi à Bokuma, à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yanonge, à la Compagnie du Kasaï à Isunga ; concession d'un terrain à la Compagnie Jules Van Lancker à Kitomisa ; droit de choix de terres de pacage à l'*Afrika Evangeliese Bond* dans région d'Isandja ; permis d'exploitation de la Compagnie minière de l'Urega pour le polygone de Mundu E, à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine Mugokoma ; convention Colonie-Société des Chemins de fer vicinaux du Congo ; mobilité des pensions des agents auxiliaires de l'administration d'Afrique et rentes de survie attribuées à leurs veuves et orphelins ; réparation des dommages résultant d'accidents du travail et de maladies professionnelles survenus aux non indigènes ; contrôle des banques au Congo belge et Ruanda-Urundi ; création de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; couverture en or et devises convertibles en or des engagements à vue en francs congolais de la Banque centrale ; achat et vente d'or et de monnaies étrangères ; zones interdites au survol ; faillites ; concordat préventif à la faillite ; enquête de vacance de bloc dénoncé par la

- Compagnie des produits et frigorifères du Congo, bloc de la Société d'élevage et de culture de l'Uele.
550. 12 octobre 1956.
Contient entre autres : contrôle des banques ; création de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; convention Colonie-Société des Chemins de fer vicinaux du Congo ; enquête de vacance de bloc dénoncé par la Compagnie africaine d'élevage.
551. 26 octobre 1956.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Bukavu ; ouverture du domaine minier du CNKi à la prospection publique ; pensions coloniales et rentes dont le paiement est suspendu par application du décret du 7 février 1946 ; recrutement et acclimatation des indigènes ; soutien des chômeurs non indigènes ; concession en emphytéose d'un terrain à Van Den Brande à Kasiki, à De Poorter à Kimanda ; emploi des langues française et néerlandaise en matière judiciaire.
552. 16 novembre 1956.
Contient entre autres : droit d'association des habitants du Congo belge et du Ruanda-Urundi, à l'exception des agents auxiliaires de l'Administration d'Afrique et de l'Ordre judiciaire ; droit d'association des agents et agents auxiliaires de l'Administration d'Afrique et de l'Ordre judiciaire ; tarif des droits d'entrée ; créances privilégiées ; exercice et art de guérir ; concession en emphytéose d'un terrain à la Congrégation des Oblats de Marie immaculée à Kinzashi-Panda, à la Société commerciale et minière de l'Uele à Mokusu, à la Société africaine d'explosifs à Kasangulu, à Belgika au km 28 du rail Kindu-Kongolo ; concession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs de Marie de Pittem à Kolwezi, à la Congrégation des Frères maristes à Buta, à la *Svenska Missions Forbundet* à Kibunzi et Luozi, à la Mission évangélique de l'Ubangi à Businga ; location d'un terrain à la Société Belgika à Bili, à la Compagnie cotonnière congolaise à Titule, à Dubuisson sur la rivière Kamoia ; concession d'un terrain à Solioz à Lusanga, à la Société agricole du Mayumbe à Lusanga-Sundi ; droit de choix terres de pacage et concession d'un terrain à la Congrégation des Pères passionnistes à Okolo-Okako ; droits de recherches minières à Demidoff dans les blocs de Kikomero, Djari-Mulongosi et Nyandago, à Marchal dans blocs de Kika, Bembe, Kilao, Kamabuye et Mwishu, à Marchal dérivant de l'ordonnance législative 207 du 1^{er} août 1940, à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi dans le bloc de la Zone Extension II Biserero ; permis d'exploitation de la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour les polygones de Mukambo et Etatetu, à Symétain pour le polygone d'Avuanga.
553. 23 novembre 1956.
Contient entre autres : droit d'association.
554. 30 novembre 1956.
Contient entre autres : emploi des langues française et néerlandaise en matière judiciaire.
555. 7 décembre 1956.
Contient entre autres : emploi des langues française et néerlandaise en matière judiciaire.
556. 21 décembre 1956.
Contient entre autres : droit d'enregistrement en matière foncière ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1957 ; chasse et pêche ; responsabilité des transporteurs ; urbanisme au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères scheutistes à Luluabourg, à la Congrégation des Oblats de Marie immaculée à Mangai, au Centre extracoutumier de Jadotville, à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Gandajika, concession d'un terrain à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kingungi, à la Société d'agriculture et de plantations au Congo belge à Gandu et à Fulki ; location à la Compagnie cotonnière congolaise à

Mabuka ; droits de recherches minières à Geens dans les blocs de Bwolera, Kahengere et Bunyna, à Vandewauter dans le bloc de Mbizi.

- 557-572. Année 1957. 16 chemises
557. 11 janvier 1957.
Contient entre autres : emploi des langues française et néerlandaise en matière judiciaire ; urbanisme au Congo belge ; urbanisme au Ruanda-Urundi ; allocations d'invalidité en faveur des travailleurs du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; commerce ambulant ; concession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs de Marie de Pittem à Kolwezi ; droits de recherches minières de Borchgrave d'Altena dans les blocs de Murva, Gisera II, Muniaga et Muniaga Extension, à Defays dérivant de la convention 22 août 1949 ; permis d'exploitation de la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine de Kabuye.
558. 30 janvier 1957.
Contient entre autres : pensions coloniales et rentes dont le paiement est suspendu par application du décret du 7 février 1946 ; réparation de dommage résultant des maladies professionnelles survenues aux non indigènes ; limitation de la durée du travail, repos dominical et jours fériés.
559. 8 février 1957.
Contient entre autres : organisation des villes ; liste des sujets discutés ; procès-verbal de la séance.
560. 1^{er} mars 1957.
Contient entre autres : urbanisme au Congo belge ; urbanisme au Ruanda-Urundi ; pensions coloniales et rentes dont le paiement est suspendu par application du décret du 7 février 1946 ; commerce ambulant ; circonscriptions indigènes.
561. 8 mars 1957.
Contient entre autres : financement de la contribution belge au stock régulateur international d'étain ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Popokabaka, au Centre extracoutumier de Kamina ; concession en emphytéose à Bonte à Bakeri ; concession d'un terrain à la Société des exploitations agricoles de la Tshuapa à Ikombi et à Ikongo ; modification de destination d'un terrain de la Compagnie cotonnière congolaise ; modification de la superficie et du loyer du terrain de Collée ; droits de recherches minières à la veuve Enthoven dans les blocs de Lufiro et Akavuguto, à de Borchgrave d'Altena dans blocs de Gisera, Shuri-Extension et Shuri-Mugwato, à Du Bois dans le bloc de Bulongora, à Gyselinck dans le bloc de Mulongi ; pension des agents de la Colonie ; pension civique et coloniale ; pension des magistrats ; pension coloniale des officiers et sous-officiers des cadres actifs de l'armée métropolitaine ayant servi dans la Colonie ; majoration de la rente attachée à la Médaille commémorative du Congo ; pensions des chasseurs cornacs, préposés à la conservation de la faune et de la flore et gardes-forestiers ; enquêtes de vacance de terrains dénoncés par le CNKi à Luma-Talya.
562. 21 mars 1957.
Contient entre autres : organisation et compétence judiciaire ; liste de présence ; liste des sujets discutés.
563. 29 mars 1957.
Contient entre autres : soutien des chômeurs non indigènes ; cession à titre onéreux d'un terrain à la Compagnie foncière du Katanga à Kolwezi et à Jadotville ; concession en emphytéose d'un terrain à la Mission catholique des Pères franciscains à Sandoa, à Veryser à Mukene-Tshipassa, à la Compagnie coloniale belge à Lovo ; location d'un terrain à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yahita ; droits de recherches minières à la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi dans les blocs de Nyaka-Konje et Kibungu ; permis d'exploitation de la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine de Mulegeya ; statut de la Caisse coloniale d'assurance ; revalorisation et mobilité des pensions civiques et coloniales ; allocations spéciales propres au régime de la

- compénétration ; pension des agents auxiliaires de l'Administration d'Afrique et revalorisation et mobilité et rentes de survie attribuées à leurs veuves et orphelins.
564. 5 avril 1957.
Contient entre autres : circonscriptions indigènes.
565. 3 mai 1957.
Contient entre autres : suppression des fractions de franc dans la comptabilité publique ; impôts sur les revenus et impôt complémentaire ; impôt personnel ; échange de terrains Colonie-Mission du Lac Albert à Ndena et à Gangu ; concession en emphytéose d'un terrain à Swaenepoel à Kasongo, à Vaes à Asimu au km 321 de la route Stanleyville-Ikela, à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yatolema, à la Société commerciale et minière de l'Uele à Ekwangatana, à la Compagnie du Kasai à Kowa ; location d'un terrain à la Société commerciale et minière de l'Uele à Neisu, à la Compagnie cotonnière congolaise à Masipiri ; concession à Fouarge à Zunguluka, à la *Bangala Cultuur Maatschappij* à Yahombo, à la Société de colonisation du Mayumbe à Yobo ; convention CSK-Société d'exploitation et de recherches minières au Katanga ; enquête de vacance bloc de colonisation à la rivière Lukuki.
566. 31 mai 1957.
Contient entre autres : réorganisation politique du Ruanda-Urundi ; contrat d'apprentissage ; tarif des droits de sortie ; taxe de sélection ; concession en emphytéose d'un terrain à Gentil à Bodangabo, à Yernaux aux Marungu, à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yaleko, aux Huileries et plantations du Kwango à Kaboba-Kinzuku ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Missionnaires de Scheut du Vicariat d'Inongo à Kutu Amont, à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Djelo-Binza-Sud ; modification de la superficie du terrain De Zurpele ; concession à Jacquemotte à Léopoldville, à la Société des plantations de Bokongo à Magenza ; droits de recherches minières à Luyten dans blocs Kibuye et Mubuga, à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi dans les blocs de Migongo I et II, à Lens dans le bloc Gashaki au Ruanda-Urundi, à la Compagnie minière du Lac Balera dans les blocs Mwendo-Gasheke, Gitebgwe et Kinyababa, à Henrion dans les blocs de Gihinga, Busoro-Extension I, Kahondo, Kama et Busoro-Extension II au Ruanda-Urundi, Quoirin dans le bloc de Ngoma au Ruanda-Urundi.
567. 21 juin 1957.
Contient entre autres : juridictions indigènes ; droits de chancellerie ; échange de terrains Colonie-Huilever ; concession d'un terrain à la Compagnie du Kasai à Kalonda ; location d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Dingila, à la *Bangala Cultuur Maatschappij* à Bolombo ; tarif des droits d'entrée ; servitudes aéronautiques.
568. 28 juin 1957.
Contient entre autres : création et organisation de l'Université officielle à Elisabethville ; enquête de vacance de bloc demandé par le CSK en vue de la colonisation à Mafubay-Kalubi ; liste de présence ; liste des sujets discutés ; procès-verbal de la séance.
569. 11 octobre 1957.
Contient entre autres : Caisse coloniale d'assurance ; police de l'immigration ; pensions coloniales ; mobilité des rentes des veuves et orphelins à charge du Trésor colonial ; soins de santé du personnel de la Colonie ; actes ayant pour effet de provoquer ou d'entretenir la haine raciale au Congo belge ; responsabilité des transporteurs ; concession d'un terrain à Afridex à Kasangulu, à Lukolela Plantations à Kania-Kania et à Ikaw et terrain à Miembe, Azzola, à la veuve Rainiero à Kasinga ; cession d'un terrain aux Pères rédemptoristes à Matadi, à l'Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie à Kindu et rétrocession d'un terrain au CSK à Manono, à la *Disciples of Christ Congo Mission* à Coquilhatville ; réduction de la superficie du terrain d'Anciaux, à Bosongo ; concession d'un terrain à Cardoso Frères à Luano ; concession d'un terrain à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Kisanga ; location d'un terrain à la Société

- du Haut-Uele et du Nil/Shun à la rivière Lameladze ; vente de terrains à Vermeersch à Kimanda ; convention CSK-Société d'exploitation des mines du Sud-Katanga/Minsudkat ; droits de recherches à la Compagnie de recherches et d'exploitations minières au Ruanda-Urundi/Corme dans les blocs de Bumbogo, Bumbogo-Extension, à Dufrasne dans les blocs de Kangati, Kagomero et Nyamagara, à Dupont dans le bloc de Ruhonde, à Goethals dans les blocs de Boneza, Murama, Murama-Extension et Gitella, à la Compagnie du Kivu dans les blocs de Nyabuyui et Mutandu ; permis d'exploitation de la Compagnie minière des Grands Lacs africains pour le polygone de Lowa III, aux Mines d'or et d'étain de Kindu/Kinorétain pour les polygones de Bokumu, Bokumu II, Mosa, Lubile A et B.
570. 6 novembre 1957.
Contient entre autres : organisation des villes ; transport de personnes par véhicules automobiles ; impôt sur le revenu ; impôt complémentaire ; rétrocession par la Compagnie du Katanga à la Colonie dans la zone du Lomami et concession de terres agricoles dans la région du Lomami (ou régions contiguës) ; cession gratuite d'un terrain à l'Association des Sœurs de Marie de Pittem à Kamina ; droit de choix terres de pacage à Attala Mansour dans le territoire de Kasenga ; concession d'un terrain agricole à R. et J. Schoofs à Lotoko ; location d'un terrain pour une cité de travailleurs à la Compagnie cotonnière congolaise à Kambili et Société cotonnière du Bomokandi à Ibambi ; permis d'exploitation de la Société minière du Lualaba/Miluba pour les polygones de Bioku, Niakilewa A, Kedele B et C, Kamakangi-Sud et Ouest, Matili A et B dans le domaine minier CFL ; enquête de vacance de bloc de colonisation à Lukumbi ; enquête de vacance complémentaire de bloc dénoncé par la Compagnie des produits et frigorifères du Congo à Kai-Tshienga.
571. 29 novembre 1957.
Contient entre autres : candidats pour la Commission administrative de l'INEAC ; administration et liquidation de biens successoraux délaissés au Congo belge ; allocation annuelle et viagère attribuable à certains pionniers et vétérans coloniaux ; décret organique de la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; fermeture du Bas-Congo à la prospection publique des mines ; groupement des entreprises minières établies au Congo belge et au Ruanda-Urundi en exonération des droits miniers et fiscaux prévus par la législation actuelle ; droits de recherches minières à Blond dans les blocs d'Agarawe et Kigarama dans le domaine minier du Ruanda-Urundi ; cession gratuite d'un terrain à la Congrégation des Oblates de l'Assomption (religieuses missionnaires) à Butembo, au Fonds du Bien-être Indigène à Kasongo ; vente à Huilever d'un terrain pour un village de travailleurs dans la cité indigène de Léopoldville ; droit de choix de terres de pacage à la Congrégation des Sacrés-Cœurs de Jésus et de Marie dite Picpus dans le territoire de Dekese, à Debruyne dans le bloc situé entre les rivières Lubeki et Lulua, à Renard dans le bloc de la région de Mwene Tembo et des Tshibungu en territoire de Kapanga ; concession en emphytéose d'un terrain d'élevage à Asnong à Lukalaba, d'un terrain agricole à Belgika à Lubao ; concession d'un terrain agricole aux Plantations de Djombo à Yelia, d'un terrain agricole à la Compagnie du Congo belge à Bitshambele ; prorogation d'un contrat d'occupation Colonie-Société des établissements Egger Frères ; location d'un terrain pour reboisement à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Goya et à Bagenia ; location d'un terrain pour une cité de travailleurs à la Société du Haut-Uele et du Nil/SHUN à Nioka ; enquête de vacance de bloc dénoncé par Huilever à Lombo.
572. 20 décembre 1957.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : organisation des villes ; concordat préventif à la faillite ; juridictions indigènes au Ruanda-Urundi ; tarif des droits d'entrée ; cession gratuite d'un terrain à la Mission catholique des Pères franciscains à Kamina, à la Société des Missionnaires du Sacré-Cœur à Bosomba-Nord ; Centre culturel du Congo belge à Léopoldville-Kalina ; échange de terrains SAB-Colonie dans le bloc Belo et terrains à Coquilhatville contre terrains à Lokolefeko ; droits miniers à la Société minière de Nepoko/MINEKO dérivant de la

convention 29 mars 1954 ; permis d'exploitation à la Compagnie minière du Congo/MINCOBEL pour le polygone Ubangi 4 dans le domaine minier de la Colonie, à la Compagnie minière de l'Urega/MINERGA pour les polygones de Pizon Sud, Kalambo A, Usima B et Kesema A dans le domaine minier CFL, Symétain pour les polygones de Mpero et Batamba dans le domaine minier CFL.

573-584. Année 1958. 12 chemises
573. 24 janvier 1958.

Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : organisation des villes ; statut des magistrats ; transfert de l'avoir social d'une SA belge à une société congolaise par actions à responsabilité limitée ; exonération des droits proportionnels d'enregistrement en matière immobilière ; abrogation de l'article 5 de l'ordonnance législative du 28 décembre 1943 (taxes rémunératoires) ; abrogation de l'ordonnance législative du 12 octobre 1944 (transport des indigènes) ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1958 ; rente d'orphelin ; location d'un terrain pour plaine de jeux à la Compagnie cotonnière congolaise à Dingila ; droits de recherches minières à Blond dans les blocs de Nyamisinga et Kagunuzi ; permis d'exploitation à la Société minière du Lualaba pour les polygones de Kedele A et Niangupi 3, à la Compagnie minière de l'Urega pour les polygones de Dawasu A et B et Wasamba 3 ; enquêtes de vacance de blocs de colonisation au Muhila pour Cobelkat.

574. 14 février 1958.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : associations mutualistes ; permis d'exploitation à la Société des Mines d'étain du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine de Sumu dans le domaine minier du Ruanda-Urundi.

575. 14 mars 1958.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : cession gratuite d'un terrain à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Paulis ; concession en emphytéose d'un terrain d'élevage à l'Association des Missionnaires de Scheut du Vicariat d'Inongo à Bundji, à la Société des Missionnaires d'Afrique (Pères blancs) à Milenda, terrain agricole à Verbuyt à Bianga ; échange de terrains Colonie-Société de cultures du Congo belge à Binga ; concession d'un terrain Bol à Mobia ; location d'un terrain pour une cité de travailleurs indigènes CML à Kabalo ; concordat préventif à la faillite ; organisation et compétence judiciaire.

576. 21 mars 1958.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : Code de l'organisation et de la compétence judiciaires ; procès-verbal de la séance.

577. 18 avril 1958.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : Code pénal relatif au sursis ; allocations familiales des travailleurs indigènes et employés non indigènes ; contrat de travail ; crédit aux Africains ; Office des cités africaines ; Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; dispositions préliminaires du tarif des droits d'entrée ; pension des agents administratifs et militaires et de ceux de l'ordre judiciaire ; échange de terrains SAB-Colonie dans le bloc de Belo et terrains à Coquilhatville contre terrains à Lokolefeko ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères scheutistes au quartier Tshimbi du CEC de la Nganza à Luluabourg, aux Missionnaires du Coeur immaculé de Marie à Numba-Bula, à la Mission méthodiste du Congo central au km 3.590 de la route Kindu-Lomami, à l'Ordre de Saint-Benoît à Karavia, à la Société minière du Bécéka à Tshibombo ; convention Colonie-CNKi ; limitation des domaines miniers CFL et CNKi ouverts à la prospection publique des mines ; droits de recherches minières à Chantrenne dans le bloc de Kitenge dans le domaine minier du Ruanda-Urundi, à la Compagnie minière du Lac Bulera/Mibulera dans les blocs de Kaderu, Mwero et Lukunga dans le domaine minier du Ruanda-Urundi, à la Société coloniale minière/Colomines dérivant décret du 4 avril 1950 ; permis d'exploitation à Symétain pour le polygone de Punia 9 dans le domaine minier CFL, à la Compagnie minière du Ruanda-Urundi/Mirudi pour le polygone de la Mine Migurama dans domaine minier du Ruanda-Urundi.

578. 25 avril 1958.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : justice militaire ; vagabondage et mendicité ; organisation de la compensation allocations familiales pour les travailleurs du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; législation générale sur les mines ; collation des grades académiques.
579. 2 mai 1958.
Contient entre autres : organisation judiciaire et compétence ; fabrication, importation, transport, détention, commerce et manipulation d'alcool carburant ; pension des agents de la Colonie ; cession gratuite d'un terrain à la Société du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie à Katakokombe, à la Mission baptiste du Kivu à Ndoluma ; concession en emphytéose d'un terrain à l'Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kingandu ; permis d'exploitation à Symétain pour les polygones de Oleta, Matoka, Kuindja, Amamusenge et Makundu, enquête de vacance bloc de colonisation CSK à Mwanza, bloc dénoncé par la Compagnie coloniale belge région Lovo, bloc CSK à Kabufuku, blocs de colonisation de la Colonie à Kundulu et à Kiseke, bloc dénoncé par la Société Sarma-Congo aux Kundelungu et blocs dénoncés par la Société Van Gysel dans les territoires de Baudouinvillie et Pweto.
580. 23 mai 1958.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : tarif des droits de sortie ; échange de terrains Colonie-Société agricole et commerciale de la Busira et du Haut-Congo ; contrat d'emploi ; impôt sur le revenu ; impôt complémentaire ; convention Colonie-Huilleries du Congo belge ; cession gratuite d'un terrain à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Kolwezi et à Jadotville ; concession en emphytéose d'un terrain à Deseck à Luheki ; droits de recherches minières à Visez ; concession d'un terrain à la Société d'agriculture et de plantations au Congo belge /APC le long de la rivière Gandu et à Fuiki ; droit de résidence ; juridictions indigènes ; répartition des droits et obligations des villes d'Élisabethville et Jadotville ; subrogation de certaines communes d'Élisabethville et de Jadotville aux droits et obligations des centres extracoutumiers d'Élisabethville et de Jadotville ; publication des actes officiels ; signature et publication des actes des autorités et des corps administratifs urbains
581. 3 octobre 1958.
Ce dossier est manquant. Il contenait entre autres : collation des grades académiques ; recherche et exploitation des hydrocarbures au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; taux du droit d'entrée des sacs et sachets d'emballage en tissus et sur toiles d'emballage ; taux du droit d'entrée des bâches ; taxe de consommation ; statut des magistrats ; bonifications d'ancienneté des magistrats invalides de guerre, prisonniers politiques invalides et déportés invalides ; rentes de survie attribuées aux veuves non remariées des pionniers et vétérans coloniaux, etc. ; avantages attachés à la Médaille commémorative du Congo ; conservation et utilisation des sols, cession gratuite d'un terrain à la Mission des Lazaristes de Bikoro à Bolobo ; échange de terrains Colonie-Compagnie du Kasai à Dima ; vente de terrains à la Société cultures équatoriales à Mpotia et à Mpaha ; vente d'un terrain à la *Bangala Cultuur Maatschappij* à Ngale-Bolaba ; concession d'un terrain à la Compagnie Africaine Cooreman à Manzomo, à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Maïko ; droits de recherches minières à Ramelot dérivant de la convention 14 janvier 1953, à Epine dans le bloc de Rukhanda, à la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi/Géoruanda dans le bloc de Mashoza ; permis d'exploitation à Symétain pour les polygones de Meli-Kakwa et Uniali, à la Société minière du Lualaba pour les polygones de Niangupi 2 et 4, à la Société minière de la Belgika pour le polygone de Menke.
582. 31 octobre 1958.
Contient entre autres : cession gratuite d'un terrain au Centre extracoutumier de Kolwezi, à la Mission des Pères franciscains à Sandoa et à Luebo, au centre extracoutumier de Jadotville, aux Pères du Saint-Esprit du Vicariat de Kindu à Kindu ; concession en emphytéose d'un terrain à la Société des plantations de

- Bosenge-Lilenga/Sobol à Lifake, à la Société commerciale et minière de l'Uele/Comuele à Wele, à Van Marcke à Musaka ; vente d'un terrain à la Caisse coloniale des pensions et allocations familiales à Léopoldville ; vente d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise/Cotonco à Dingila ; échange d'un terrain Colonie-Association des Pères de la Compagnie de Jésus desservant la Mission du Kwango à Kinzambi ; location d'un terrain aux Exploitations agricoles et industrielles de la Biaro à Wanie-Rukula, à Vandenabeele à Kitendwe ; enquête de vacance de blocs dénoncés par la Société J. Van Geysel à Kayabala et à Bena-Kituku, bloc dénoncé par la Société d'élevage et de cultures de l'Uele à Mbalia, blocs dénoncés par la Congrégation des Pères passionnistes à Longonia-Okako.
583. 28 novembre 1958.
Contient entre autres : logement et crédit aux Africains ; Office des Cités africaines ; Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; sanctions spéciales en matière de police de roulage et de circulation.
584. 5 décembre 1958.
Contient entre autres : recherche et exploitation des hydrocarbures au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; réparation du dommage résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles survenus aux travailleurs du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; pensions en faveur des travailleurs du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; allocations d'invalidité en faveur des travailleurs du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; législation douanière ; vente d'un terrain agricole à Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Maïko ; concession en emphytéose d'un terrain d'élevage à la Société des Mines d'or de Kilo-Moto à Songolo, d'un terrain agricole et d'élevage à Staner à rivière Lowa ; concession d'un terrain agricole à la Compagnie de l'Uele à Gube, à Duhein, veuve Mortier, Lootensee, Monteire à Bangboa ; location d'un terrain pour une cité de travailleurs des Entreprises agricoles de la Busira au Lomami à Boseka ; droit de choix terres de pacage à Attala Mansour dans un bloc du territoire de Kasanga ; droits de recherches minières à Stinglhammer dans le bloc de Kagogo dans le domaine minier du Ruanda-Urundi, à Loufs dans le bloc de Lange dans le domaine minier du Ruanda-Urundi ; permis d'exploitation de la Société minière de la Belgika/Belgikamines pour les polygones de Mubilina Sud I et Ona Sud B 2 dans domaine minier du CFL.
- 585-589. Année 1959. 5 chemises
585. 16 janvier 1959.
Contient entre autres : décret minier ; concession en emphytéose d'un terrain aux Cultures équatoriales à Mpaha et à Mongefema, d'un terrain de cultures vivrières à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yapere ; location d'un terrain pour une cité de travailleurs indigènes CFL à Kabalo ; échange de terrains Colonie-Congrégation des Pères dominicains à Paulis ; contingent à recruter pour la Force publique pour l'année 1959 ; centres extracoutumiers ; Université officielle du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; tarif des droits d'entrée des bières et chaussures ; taxe de consommation ; impôt personnel ; marchés de travail de fournitures et de transports ; pouvoir d'achat des consommateurs congolais ; droits de recherches minières à la Société minière de Muhinga et de Kigali/Somuki dans blocs de Runinya, Mugendo, Mpinga et Luvironza-aval ; pouvoirs de la Commission d'enquête parlementaire ; enquête de vacance de bloc dénoncé par la Compagnie coloniale belge alias Plantations et élevage de Kitibola à Lovo.
586. 27 février 1959.
Contient entre autres : concession en emphytéose d'un terrain à Asnong à Lukalaba, à Dupuis à Katsha, à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Itoko ; cession gratuite d'un terrain à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Coquilhatville ; droit de choix terres de pacage à la Compagnie Jules Van Lancker dans les territoires de Mushie et Inongo ; organisation des villes ; procédure de conciliation et d'arbitrage en cas de conflits collectifs de travail ; convention Colonie-Société des Chemins de fer vicinaux du Congo ; législation sur les gages du

- fonds de commerce, escompte et gage de la facture commerciale ; contrôle des banques.
587. 10 juillet 1959.
Contient entre autres : collation des grades académiques ; transport de personnes par véhicules automobiles ; juridictions indigènes au Ruanda-Urundi ; centres extracoutumiers ; impôt personnel ; création d'une administration pour la mise en valeur de la région naturelle du Bugesera-Mayaga ; droits de recherches minières au Ruanda-Urundi à Studer dans les blocs de Mihandagara, Ishara et Kateko, à Marchal dans les blocs de Kika, Bembe, Kilao, Kamabuye et Mwisha, à Vandewauwer dans le bloc de Mbizi.
588. 25 septembre 1959.
Contient entre autres : collation des grades ; taxe de consommation sur cigarettes ; cession gratuite d'un terrain au Vicariat apostolique de Kabgayi dans la cité indigène de Ngoma ; fusions et absorptions d'entreprises (avantages fiscaux).
589. 11 décembre 1959.
Contient entre autres : organisation politique du Ruanda-Urundi ; juridictions indigènes au Ruanda-Urundi ; interdiction de recherches minières dans le bloc du Ruanda-Urundi ; cession gratuite d'un terrain au Vicariat apostolique de Kabgayi à Kibirizi au Ruanda ; droits de recherches minières à Luyten dans bloc Mubuga au Ruanda-Urundi, à Henrion dans les blocs de Gihinga, Busoro Extension I, Kahondo, Kama et Busoro-Extension 2.
- 590-594. Année 1960. 5 chemises
590. 7 juin 1960.
Contient entre autres : liste de présence ; note pour les services ; liste des membres.
591. 17 juin 1960.
Contient entre autres : régime foncier au Ruanda-Urundi ; droits de recherches minières à De San dans les blocs A et Rugasa au Ruanda-Urundi.
592. 22 juin 1960.
Contient entre autres : liste de présence.
593. 7 octobre 1960.
Contient entre autres : création de la Banque d'émission du Rwanda et du Burundi ; régime monétaire et réforme monétaire au Ruanda-Urundi ; instauration du contrôle des changes au Ruanda-Urundi ; instauration contrôle du commerce extérieur au Ruanda-Urundi ; destination à donner à l'or produit au Ruanda-Urundi ; sécurité publique ; permis d'exploitation à la Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi pour le polygone de la Mine de Rinkwavu, Société minière de Muhinga et de Kigali pour le polygone de la Mine de Mugendo.
594. 14 octobre.
Contient entre autres : décharge de la Banque centrale du Congo belge et du Ruanda-Urundi de l'émission, dans le territoire du Ruanda-Urundi, de billet au porteur et de monnaies fiduciaires métalliques.
- 595-596. Année 1961. 2 chemises
595. 6 janvier 1961.
Contient entre autres : création de la Caisse d'épargne du Burundi et du Rwanda ; organisation et compétence judiciaires ; cession gratuite d'un terrain au Vicariat apostolique de Kitega à Usumbura, au Vicariat apostolique de Kabgayi à Nyanza-Ruanda.
596. 24 mars 1961.
Contient entre autres : modifications du Code pénal ; abrogation du décret sur les allocations familiales des travailleurs ; droit d'utilisation de l'eau de la rivière Taruka en vue de la création d'une centrale hydro-électrique au Ruanda par la Société des forces hydro-électriques de l'Est de la Colonie ; cession gratuite d'un terrain au Vicariat apostolique de Kabgayi à Gisagara, au Vicariat apostolique de

Nyundo à Kisenyi ; location d'un terrain à la Société minière de Mahinga et de Kigali à Sha-Ntarabana.

III. SÉANCES DU CONSEIL DE LÉGISLATION

597-601. Dossiers relatifs aux séances du Conseil de législation.
1959-1960.

5 chemises

597. Séance du 11 au 15 mai 1959.

Contient entre autres : installation ; règlement d'ordre intérieur ; subrogation de villes et communes aux droits et obligations ; code de procédure pénale ; actes notariés ; fusions et absorptions d'entreprises-avantages fiscaux ; circonscriptions indigènes ; recrutement ; publication et distribution des écrits ; impôts sur les revenus ; mobilité des pensions des agents auxiliaires de l'Administration d'Afrique et des rentes de survie de leurs veuves et orphelins ; organisation et compétence judiciaires ; institutions ; associations sans but lucratif ; ; dénomination du Fonds colonial des invalidités ; impôt indigène ; soins de santé des agents et anciens agents administratifs, magistrats, ordre judiciaire et police judiciaire des parquets ; culture, industrie et commerce du coton ; taxe de consommation ; cession gratuite d'un terrain à la Mission des Pères capucins à Bwamanda, à la Congrégation des Dominicains à Watse, à la Mission des Augustins de l'Assomption à Matanda, à la *Disciples of Christ Congo Mission* à Coquilhatville ; conventions Colonie-Compagnie du Kasai, Colonie-Compagnie cotonnière congolaise ; concession en emphytéose d'un terrain à Dethoor à Loanda, à Belgika à Angwade, aux Exploitations forestière et agricole de Kamanzana à Seke-Banza ; concession d'un terrain à la Société agricole Mattos et Ferreira à Ndongo-Lumi, à Panagis à Kanduke ; location d'un terrain à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yaleko.

598. Séance du 6 au 11 juillet 1959.

Contient entre autres : code de procédure pénale ; actes notariés ; fusions et absorptions d'entreprises ; Fonds colonial des invalidités ; publication et distribution des écrits ; mobilité des pensions des agents auxiliaires de l'administration et rentes de survie de leurs veuves et orphelins ; pouvoirs du Secrétaire général ; contingent à recruter pour la Force publique (1959) ; impôt personnel ; juridictions indigènes ; protection des sites, monuments et productions de l'art indigène ; allocations familiales pour employés non indigènes ; assurance vieillesse et décès prématuré ; réparation du dommage résultant des accidents du travail et des maladies professionnelles ; assurance soins de santé ; unions professionnelles ; réhabilitation des condamnés ; répression de l'usure ; faillites ; cession gratuite d'un terrain au centre extracoutumier de Kolwezi, à la Caisse d'épargne du Congo belge et du Ruanda-Urundi à Boma ; vente d'un terrain à Huilever dans la cité indigène de Léopoldville ; concession d'un terrain à l'Université officielle à Élisabethville, à l'Ordre de Saint-Benoît à Élisabethville, à la Mission méthodiste du Sud-Congo à Kolwezi, à l'*American Presbyterian Congo Mission* à Bibanga ; concession d'un terrain à la Compagnie cotonnière congolaise à Samba ; concession d'un terrain à De Cock à Mont Rona, à la Société forestière et agricole de la Bola à Kivanga, aux Plantations de la Gayu à Mambati, à Laforge à Sumba-Boma et à Manzonzi ; location d'un terrain à l'Association du Saint-Esprit et du Saint-Coeur de Marie à Budi ; permis d'exploitation Symétain pour le polygone de Kaoma ; institutions ; asbl ; statut des magistrats ; création de l'Office du tourisme du Congo belge et du Ruanda-Urundi ; libertés publiques de presse, d'association et de réunion.

599. Séance du 15 au 28 septembre 1959.

Contient entre autres : conseils de territoire ; institutions ; asbl ; impôt personnel ; protection des sites, monuments et productions de l'art indigène ; réparation du dommage résultant des accidents de travail et des maladies professionnelles ; assurance des soins de santé aux employés coloniaux, membres de leur famille et leurs ayant-droit ; unions professionnelles ; collation des grades académiques ; protection des mines de substances précieuses contre les vols ; réglementation de la profession d'architecte ; interdiction des armes empoisonnées ; cession d'un terrain

- aux Prêtres de Sacré-Coeur à Stanleyville, aux Prémontrés à Aketi ; location d'un terrain à Schoonheyt à Katobo, à Moelaert à Tshilongo, à Huybrechts à Tshipassa, à Socobom à Tely ; concession d'un terrain Macodibe à Falanga, à la Société minière du Bécéka à Bozala et à Miabi, à la Société des ciments du Kivu à Kakondo, à la Compagnie cotonnière congolaise à Modiki ; vente d'un terrain à Belgika à Lubao ; concession d'un terrain à Belgika à Yaotike ; convention Colonie-Société internationale forestière et minière-Société belge de recherches et d'exploitation pétrolières, Colonie-Société des cultures au Congo belge, Colonie-CFL, Colonie-Syndicat minier africain-*Gulf Oil Corporation* – Concession de recherche et d'exploitation pétrolière le long et au large de la côte, Colonie-Symaf – Concession de recherche et d'exploitation le long et au large de la côte ; liquidation des rentes des veuves et orphelins à charge du Trésor ; police de l'immigration ; statut du personnel de l'Université officielle ; conseils de province ; pensions du personnel laïc non-indigène engagé par contrat (écoles officielles congréganistes et écoles subsidiées) ; création d'un établissement public à Inga ; état d'exception.
600. Séance du 14-21 mars 1960.
Contient entre autres : tarif des droits d'entrée ; législation douanière ; concessions et administration des eaux des lacs et des cours d'eau ; cession gratuite d'un terrain aux Sœurs missionnaires de Notre-Dame d'Afrique à Kasongo, aux Missionnaires d'Afrique à Albertville et à Ibanda, aux Franciscaines missionnaires de Marie à Ndjili-Mikondo, à la Congrégation du très Saint Rédempteur à Wunda, aux Missionnaires du Sacré-Coeur à Coquilhatville-commune de Mbandaka, aux Pères bénédictins d'Élisabethville, aux Pères franciscains à Sandoa, à la Commune de Kikula à Jadotville, à Lievens au km 605 de la route Stanleyville-Irumu, à Van Der Vorst à Elisabehtville-Karavia, aux Bénédictins le long de la rivière Karavia, aux jésuites de la Mission du Kwango à Kikwit, à Lovanium à Kimuenza ; cession et rétrocession d'un terrain aux Missionnaires d'Afrique à Rutshuru ; concession d'un terrain à la *Bamboli Cultuur Maatschappij* à Yahila, à Mondjelenge, à Ngale-Bobala et à Yaosenga ; exportation de produits importés et de production locale ; droits miniers au Syndicat pour l'étude géologique et minière de la Cuvette congolaise ; réglementation de la recherche et de l'exploitation des hydrocarbures au Congo belge et au Ruanda-Urundi ; Université officielle ; contingent à recruter pour la Force publique (1960) ; Lovanium ; vente publique des biens immobiliers et mobiliers ; enfance délinquante ; publication des actes officiels ; importation de substances émettrices de radiations ionisantes et obligation de déclaration de stocks ; création et organisation de Commissions d'hygiène ; hygiène et salubrité publiques ; droit de recherches à la Société de recherche et d'exploitation des Bauxites du Congo ; assimilation de l'Institut facultaire à Usumbura aux universités congolaises.

IV. CONSEIL COLONIAL ET CONSEIL DE LEGISLATION

- 602-605. Projets de décrets et exposés des motifs.
1959-1961. 4 chemises
602. Avril – août 1959.
603. Septembre 1959 – janvier 1960.
604. Février 1960 – 30 mai 1960.
605. 31 mai 1960 – août 1960 ; octobre 1960 ; décembre 1960 – février 1961 ; avril 1961.

V. COMMISSIONS

- 606-608. Dossiers relatifs au travail en commission.
1920-1937. 3 chemises
606. Commission des concessions foncières, 1920.
Contient entre autres : procès-verbaux des séances.

607. Commission chargée d'examiner le projet de décret concernant la réparation civile des accidents de la route et l'assurance obligatoire, 1935-1936.
Ce dossier est manquant.
608. Commission chargée d'examiner le projet de décret modifiant la législation minière, 1936-1937.
Contient entre autres : Correspondance ; comptes-rendus ; aide-mémoire ;
« Quelques réflexions au sujet du projet de décret minier soumis à l'examen du Conseil Colonial » par V. Brien, président de la Société belge industrielle et minière du Katanga (SIMKAT).

LISTE DES ACRONYMES

ABIR	<i>Anglo-belgian india rubber Company</i>
AGR	Archives générales du Royaume
AGR2	Archives générales du Royaume 2 – Dépôt Joseph Cuvelier
AIA	Association internationale africaine
AIC	Association internationale du Congo
AMC	[Service des] Archives du Ministère des Colonies
APC	Société d'agriculture et de plantations au Congo belge
BAUXICONGO	Société de recherche et d'exploitation des Bauxites du Congo
BELGIKAÉTAIN	Compagnie des mines d'étain de la Belgika
BELGIKAMINES	Société minière de la Belgika
CC	Conseil colonial
CEC	Centres extracoutumiers
CEDACO	Cultures, élevages, distribution, alimentation du Congo
CFL	Compagnie du chemin de fer des Grands Lacs
CIM	Compagnie commerciale industrielle et minière
CIMNOKI	Compagnie immobilière du Nord du Kivu
CML	Société des ciments métallurgiques de Likasi
CML	Constructions métalliques de Léopoldville
CNKI	Société du chemin de fer au Kivu
COLOMINES	Société coloniale minière
COMUELE	Société commerciale et minière de l'Uele
COTAFOR	Société cotonnière de l'Afrique orientale
COTONCO	Compagnie cotonnière congolaise
CP	Classement provisoire
CS	Conseil supérieur
CSK	Comité spécial du Katanga
CVC	Société des chemins de fer vicinaux du Congo
ÉIC	État indépendant du Congo
GÉOMINES	Compagnie géologique et minière des ingénieurs et industriels belges
GEORUANDA	Compagnie géologique et minière du Ruanda-Urundi
IMMOCONGO	Compagnie immobilière du Congo
INEAC	Institut national pour l'étude agronomique du Congo belge
IRSAC	Institut pour la recherche scientifique en Afrique centrale
LÉOKADI	Société des chemins de fer Léopoldville-Katanga-Dilolo
MIBULERA	Compagnie minière du Lac Bulera
MINCOBEL	Compagnie minière du Congo

MINEKO	la Société minière de Nepoko
MINERGA	Compagnie minière de l'Urega
MINÉTAÏN	Société des mines d'étain du Ruanda-Urundi
MINICOL	Ministère des Colonies
MIRUDI	Compagnie minière du Ruanda-Urundi
PPA	1 ^{ère} Direction générale, 1 ^{ère} Direction : Droit public, institutions politiques et administratives
PROFRIGO	Compagnie des produits et des frigorifères du Congo
RÉGIDESO	Régie de distribution d'eau
SAAK	Société auxiliaire agricole du Kivu
SAB	Société anonyme belge pour le commerce du Haut-Congo
SELCO	Société de commerce et d'élevage de l'Uélé
SHUN	Société du Haut-Uele et du Nil
SIEFAC	Société industrielle d'exploitations forestières au Congo
SILUA	Société industrielle et commerciale du Lualaba
SIMAK	Société immobilière au Kivu
SIMKAT	Société industrielle et minière du Katanga
SOBOL	Société des plantations de Bosenge-Lilenga
SOCOUME	Société commerciale d'Outremer
SOGÉTAÏN	Société générale de l'étain
SOMEMCO	Société de recherches minières au Congo belge
SOMIKUBI	Société minière de Nyamukubi
SOMUKI	Société minière de Muhinga et de Kigali
SOREKAT	Société de recherches et d'exploitations aurifères au Katanga
SPF	Service public fédéral
UMHK	Union minière du Haut-Katanga
UNATRA	Union nationale des transporteurs fluviaux
VICICONGO	Société des chemins de fer vicinaux du Congo

TABLE DE CONCORDANCE

Table de concordance de l'ancienne numérotation d'application au SPF Affaires étrangères vers la nouvelle cotation des Archives de l'État.

Anciens numéros de portefeuilles	Nouvelles cotes AGR2	Anciens numéros de portefeuilles	Nouvelles cotes AGR2	Anciens numéros de portefeuilles	Nouvelles cotes AGR2
CC (728)	13-33	CC (3364)	308-309	CC (3395)	435-438
CC (729)	34-51	CC (3365)	310-313	CC (3396)	439-442
CC (730)	52-71	CC (3366)	314-317	CC (3397)	443-446
CC (731)	72-91	CC (3367)	318-320	CC (3398)	447-449
CC (732)	92-109	CC (3368)	321-322	CC (3399)	450-452
CC (733)	110-123	CC (3369)	323-324	CC (3400)	453-455
CC (734)	124-136	CC (3370)	328-331	CC (3401)	456-458
CC (735)	137-153	CC (3371)	332-334	CC (3402)	459-460
CC (736)	154-169	CC (3372)	335-337 et 343-347	CC (3403)	461-464
CC (737)	170-179	CC (3374)	355-358	CC (3404)	465-469
CC (738)	180-187	CC (3375)	362-363	CC (3405)	470-472
CC (739)	188-201	CC (3376)	364-365	CC (3406)	473-475
CC (740)	202-210	CC (3377)	366	CC (3407)	476-479
CC (741)	211-223	CC (3377)	369-370	CC (3408)	480-483
CC (742)	224-241	CC (3378)	371-373	CC (3409)	484-487
CC (743)	242-251	CC (3379)	374-376	CC (3410)	488-490
CC (744)	252-258	CC (3380)	377-378	CC (3411)	491-494
CC (745)	280-286	CC (3381)	380-381	CC (3412)	495-497
CC (746)	300-304 et 307	CC (3382)	382-383 et 386	CC (3413)	498-502
CC (747)	324-327	CC (3383)	387-392	CC (3414)	503-506
CC (748)	338-342	CC (3384)	393-396	CC (3415)	507-509
CC (749)	348-354	CC (3385)	397-398	CC (3416)	510-512
CC (750)	359-361	CC (3386)	399-402	CC (3417)	513-518
CC (751)	367-368	CC (3387)	403-405	CC (3418)	519-521
CC (752)	606	CC (3388)	406-408	CC (3419)	522-525
CC (3358)	259-265	CC (3389)	409-413	CC (3420)	526-529
CC (3359)	266-274	CC (3390)	414-418	CC (3421)	530-532
CC (3360)	275-279	CC (3391)	419-421	CC (3422)	533-535
CC (3361)	287-290	CC (3392)	422-424	CC (3423)	536-539
CC (3362)	291-295	CC (3393)	425-427	CC (3424)	540-544
CC (3363)	296-299	CC (3394)	428-434	CC (3425)	545-548
CC (3364)	305-306			CC (3426)	549-552

Anciens numéros de portefeuilles	Nouvelles cotes AGR2
CC (3427)	553-560
CC (3428)	561-566
CC (3429)	567-571
CC (3430)	572-581
CC (3431)	582-596
CC (3432)	597-598

Anciens numéros de portefeuilles	Nouvelles cotes AGR2
CC (3433)	598
CC (3434)	599-601
CC (3458)	602
CC (3459)	603
CC (3460)	604
CC (3461)	605

Anciens numéros de portefeuilles	Nouvelles cotes AGR2
CP (471)	1, 4, 10 et 607-608
CP (472)	2-3, 5-9 et 11-12
CP (472)	379 et 384-385



ISBN 978-94-6391-366-9



Illustration de couverture : Examen par le Conseil colonial du projet de décret sur les pensions des magistrats (séance du 28 juin 1924). AGR2, MiniCol. Conseil colonial et Conseil de législation, n°206.